Quatre-vingt-huitième année. — N° 290. Le Numéro : 15 francs. Jeudi 13 Décembre 1956.

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

ABONNEMENTS	LOIS ET DÉCRETS			Documents administratifs	DÉBATS			Conseil économique		Documents		
					Assemblée nationale	Conseil de la République	Assemblée Union française	Avis et Rapports	Bulletin	Assemblée nationale	Conseil de la République	Assemblée Union fr.
C. C. P.: 9063.13, Paris	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN
	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS
Métropole et Outre-mer . .	3.450	1.800	950	300	800	600	400	250	550	1.000	500	250
Etranger.	6.600	3.400	1.750	500	2.100	1.600	800	450	850	1.700	800	400

L'Édition des LOIS ET DÉCRETS comprend : les textes des lois, décrets, arrêtés, circulaires, avis, informations, annonces et tables mensuelles.

Les Éditions des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE, du CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE et de l'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE comprennent le compte rendu in extenso des séances, les questions écrites et les réponses des ministres.

Éditions du CONSEIL ÉCONOMIQUE { Avis et rapports ; Bulletin analytique des séances.

Les Éditions des DOCUMENTS de L'ASSEMBLÉE NATIONALE, du CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE et de l'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE comprennent les projets et propositions de loi, rapports et avis des commissions.

L'Édition des DOCUMENTS ADMINISTRATIFS comprend les rapports et statistiques des administrations.

Les tables annuelles sont fournies gratuitement aux abonnés.

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION : 31, Quai Voltaire, Paris (7e). — Tél. : LIT 27-91

En vente:

ELECTRICITE DE FRANCE

Cahier des charges type de la concession du réseau d'alimentation générale en énergie électrique.

(Décret n° 56-1225 du 28 novembre 1956 publié au *Journal officiel* du 4 décembre 1956.)

N° 56-171 S. **Prix : 25 F.**

TERRITOIRES D'OUTRE-MER
Services publics.

(Décrets n^os^ 56-1227, 56-1228 et 56-1229 du 3 décembre 1956 publiés au *Journal officiel* du 4 décembre 1956.)

N° 56-172 S. **Prix : 25 F.**

PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITE ET DES VICTIMES DE GUERRE
Détermination des indices.

(Décret n° 56-1230 du 17 novembre 1956 publié au *Journal officiel* du 4 décembre 1956.)

N° 56-174 S. **Prix : 15 F.**

(*Règlement par mandat-poste, chèque bancaire ou chèque postal* [*C. C. P. 9063-13 Paris*].)

(1 f.)

SOMMAIRE

DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES

MINISTERE DE LA JUSTICE

Décrets du 11 décembre 1956 portant promotions, nominations et attributions de fonctions (magistrature) (p. 11935).

Arrêtés du 6 décembre 1956 relatifs à l'emploi par les officiers publics et ministériels d'appareils ou procédés de reproduction des actes (p. 11936).

Arrêté du 7 décembre 1956 modifiant l'arrêté du 19 novembre 1947 portant création de commissions administratives paritaires à l'administration centrale du ministère de la justice (p. 11936).

Arrêtés portant promotions (services extérieurs) (p. 11936).

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Arrêté portant détachement (administrateurs des services civils d'Algérie) (p. 11937).

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMEES

Arrêté portant modification d'un précédent arrêté relatif à une délégation de signature (p. 11938).

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Décret n° 56-1259 du 12 décembre 1956 portant rétablissement ou suspension des droits de douane d'importation applicables à certains médicaments (p. 11938).

Arrêté du 5 décembre 1956 fixant le taux de redevance sur les alcools libres prévue par l'article 382 du code général des impôts (p. 11938).

Arrêté du 6 décembre 1956 portant ouverture de crédits (fonds de concours) (p. 11939).

Arrêté du 7 décembre 1956 fixant l'échelonnement indiciaire des emplois de chef du service des ventes et de sous-archiviste de l'administration des monnaies et médailles (p. 11939).

Arrêté du 12 décembre 1956 portant ouverture de crédits spéciaux (p. 11939).

Arrêtés portant promotions, nominations, affectation et détachement:

Administration centrale des finances (p. 11939).

Expansion économique à l'étranger (p. 11939).

Institut national de la statistique et des études économiques (p. 11939).

Travaux publics, transports et tourisme.

Arrêté du 29 novembre 1956 portant ouverture de crédit (fonds de concours) (p. 11940).

Arrêtés portant réintégration et détachements (ponts et chaussées) (p. 11940).

Industrie et commerce.

Décret du 10 décembre 1956 portant promotion dans l'ordre national de la Légion d'honneur (p. 11940).

Agriculture.

Arrêté portant autorisation d'exercice de la médecine et de la chirurgie des animaux (p. 11940).

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Arrêté du 6 décembre 1956 portant habilitation d'un établissement d'enseignement supérieur privé à recevoir des boursiers (p. 11940).

Arrêté du 12 décembre 1956 portant convocation du conseil supérieur de l'éducation nationale (p. 11940).

Arrêtés portant détachements:

Enseignement supérieur (p. 11940).

Enseignement du second degré (p. 11940).

Enseignement du premier degré (p. 11940).

Services économiques des établissements d'enseignement (p. 11940).

MINISTERE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

Décret n° 56-1260 du 7 décembre 1956 étendant aux territoires d'outre-mer, au Cameroun et à la République autonome du Togo les dispositions de l'article 7 de la loi du 11 mars 1932 complétant l'article 2101 du code civil (p. 11941).

Arrêté portant mise en position de mission d'un conseiller d'Etat en service détaché auprès du ministère de la France d'outre-mer (p. 11941).

Arrêté portant réintégration et détachement (agriculture) (p. 11941).

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES

Travail et sécurité sociale.

Arrêté du 21 novembre 1956 portant affectation définitive au ministère des affaires sociales (secrétariat d'Etat au travail et à la sécurité sociale) d'immeubles situés à Nantes (p. 11941).

Arrêté du 5 décembre 1956 portant modification de l'arrêté du 27 août 1956 fixant le montant des cotisations d'assurances sociales à verser par les chauffeurs de taxis assurés volontaires (p. 11941).

Arrêté du 6 décembre 1956 approuvant les statuts et le règlement intérieur d'une caisse de retraite (p. 11942).

Arrêté portant désignation d'un membre de la commission nationale d'appel des conflits d'affiliation aux caisses d'allocation vieillesse des non-salariés (p. 11942).

Arrêté portant nomination de membres du conseil supérieur de la sécurité sociale (p. 11942).

Arrêté portant détachement (administration centrale) (p. 11942).

Santé publique et population.

Arrêté du 30 novembre 1956 relatif au budget additionnel de l'institut national d'hygiène pour l'exercice 1956 (p. 11942).

Arrêté du 6 décembre 1956 portant homologation de prototypes d'appareils de correction auditive (p. 11942).

Arrêté portant nomination de membres de la commission permanente du Codex (p. 11942).

Arrêtés portant nominations, affectations et attribution de fonctions:

Inspection de la santé (p. 11942).

Sanatoriums publics (p. 11942).

Services antituberculeux (p. 11942).

MINISTRE RESIDANT EN ALGERIE

Décret n° 56-1261 du 11 décembre 1956 relatif à l'institution des commissions administratives provisoires dans les départements algériens (p. 11943).

Décret n° 56-1262 du 11 décembre 1956 modifiant le décret n° 56-274 du 17 mars 1956 relatif aux mesures exceptionnelles tendant au rétablissement de l'ordre, à la protection des personnes et des biens et à la sauvegarde du territoire de l'Algérie (p. 11943).

Décret n° 56-1263 du 11 décembre 1956 tendant à établir une procédure exceptionnelle de formation des listes électorales dans les communes instituées en application du décret n° 56-642 du 28 juin 1956 portant transformation des communes mixtes d'Algérie en communes régies par la loi du 5 avril 1884 (p. 11943).

Décret n° 56-1264 du 11 décembre 1956 portant dissolution des conseils municipaux des communes de plein exercice d'Algérie (p. 11944).

Emplois réservés: Nominations (p. 11944).

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

Assemblée nationale. — Ordre du jour. — Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution. — Convocations de commissions et de la conférence des présidents. — Réunions de commissions (p. 11944).

Conseil de la République. — Ordre du jour. — Liste des documents mis en distribution. — Convocation de commission. — Réunions de commissions (p. 11946).

INFORMATIONS RELATIVES A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

Ordre du jour. — Réunions de commissions du mercredi 12 décembre 1956. — Convocations de commissions (p. 11948).

AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

Ministère des affaires économiques et financières.

Résultats du tirage de la quarante-quatrième tranche de la loterie nationale 1956 (p. 11949).

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Bilan au 31 mars 1956 (p. 11950).

Bulletin des recettes de la Société nationale des chemins de fer français (47e semaine de 1956) (p. 11952).

Annonces (p. 11953).

DEBATS PARLEMENTAIRES

(PUBLICATIONS SPÉCIALES VENDUES SÉPARÉMENT)

N° 136 A. N.

Assemblée nationale. — Compte rendu *in extenso* des débats du mercredi 12 décembre 1956. — Questions écrites. — Réponses des ministres aux questions écrites (p. 5893).

DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

MINISTERE DE LA JUSTICE

Décret du 11 décembre 1956 portant nomination de magistrats et attributions de fonctions.

Par décret en date du 11 décembre 1956, pris sur la proposition du Conseil supérieur de la magistrature:

Sont nommés:

Président de chambre à la cour d'appel de Paris, M. Molinier, conseiller à ladite cour, en remplacement de M. Tassin, qui a été admis à faire valoir ses droits à la retraite.

Conseiller à la cour d'appel de Paris, sur sa demande, M. Chazal, vice-président au tribunal de première instance de la Seine, en remplacement de M. Molinier.

Vice-président au tribunal de première instance de la Seine, M. Voisenet, juge audit tribunal, en remplacement de M. Chazal.

Conseiller à la cour d'appel de Paris, sur sa demande, M. Turquey, premier juge des enfants au tribunal de première instance de la Seine, en remplacement de M. Mazeaud, qui a été nommé président de chambre à la cour d'appel de Paris.

Premier juge des enfants au tribunal de première instance de la Seine, M. Brisse, juge des enfants audit tribunal, en remplacement de M. Turquey.

Juge au tribunal de première instance de la Seine, M. Joseph, juge des enfants au tribunal de première instance de Strasbourg, en remplacement de M. Brisse.

Conseiller à la cour d'appel de Paris, sur sa demande, M. Noël, magistrat à l'administration centrale du ministère de la justice ayant rang de premier substitut du procureur de la République près le tribunal de première instance de la Seine, en remplacement de M. Beque, qui a été admis à faire valoir ses droits à la retraite.

Président de chambre à la cour d'appel de Toulouse, M. Serin, vice-président au tribunal de première instance de Toulouse, en remplacement de M. Calbairac, qui a été nommé premier président de la cour d'appel de Bastia.

Conseiller à la cour d'appel de Montpellier, M. Arbousset, président du tribunal de première instance de Millau, en remplacement de M. Ordioni, qui a été admis à faire valoir ses droits à la retraite.

Président du tribunal de première instance de Saint-Claude, M. Fischer, juge d'instruction au tribunal de première instance de Metz, en remplacement de M. Pelletier, qui a été nommé juge au tribunal de première instance de Lyon

Vice-président au tribunal de première instance de Strasbourg, M. Goettelmann, juge audit tribunal, en remplacement de M. Helfer, qui a été nommé vice-président au tribunal de première instance de la Seine.

Juge au tribunal de première instance de Nantes (poste créé), M. Guédon, président du tribunal de première instance de Châteaulin (1e grade).

Juge au tribunal de première instance de Corbeil (poste créé), M. Le Roy, juge à la suite du tribunal de première instance d'Etampes.

Juge au tribunal de première instance de Toulouse, M. Rouquière, juge d'instruction au tribunal de première instance de Lourdes, en remplacement de M. Péries, décédé.

Juge au tribunal de première instance de Lourdes, M. Lavaurs, juge à la suite audit tribunal, en remplacement de M. Rouquière.

Juge au tribunal de Saint-Etienne (poste créé), M. Causse, juge d'instruction au tribunal de première instance de Montbéliard.

Juge au tribunal cantonal de Metz, sur sa demande, M. Morin, juge au tribunal cantonal de Thionville, en remplacement de M. Berg, qui a été nommé juge au tribunal cantonal de Strasbourg.

Juge au tribunal de première instance de Valenciennes (poste créé), sur sa demande, M. Malignon, juge au tribunal de première instance de Vannes.

Juge au tribunal de première instance de Vannes, M. Daniel, juge à la suite au tribunal de première instance de Pontivy, en remplacement de M. Malignon.

Juge au tribunal de première instance de Mulhouse, M. Mangin, juge d'instruction au tribunal de première instance de Saint-Mihiel, en remplacement de M. Remy, qui a été admis à faire valoir ses droits à la retraite.

Juge au tribunal de première instance de Saint-Etienne, M. Vigneron, juge d'instruction au tribunal de première instance de Saint-Marcellin, en remplacement de M. Blondeau, qui a été nommé président du tribunal de première instance de Trévoux.

Juge au tribunal de première instance d'Yssingeaux, sur sa demande, M. Fabre, juge d'instruction au tribunal de première instance de Valognes, en remplacement de M. Beaudet, qui a été nommé juge au tribunal de première instance de Roanne.

Juge au tribunal de première instance de Dijon (poste créé), M. Jeanneret, juge d'instruction au tribunal de première instance de Beaune.

Juge au tribunal de première instance de Chaumont (poste créé), M. Goguey, juge d'instruction au tribunal de première instance de Wassy.

Juge au tribunal de première instance de Chalon-sur-Saône (poste créé), M. Prelot, juge au tribunal de première instance de Thionville.

Juge au tribunal de première instance du Mans (poste créé), M. Chouleur, juge d'instruction au tribunal de première instance de Mayenne.

Juge au tribunal de première instance de Roanne (poste créé), Mme Lemonnier, épouse Lalanne, juge suppléant du ressort de la cour d'appel de Grenoble

Juge au tribunal de première instance de Montbrison, M. Lalanne, juge suppléant du ressort de la cour d'appel de Grenoble, en remplacement de M. Sournies, qui a été nommé juge au tribunal de première instance de Lyon.

Juge au tribunal de première instance de Chalon-sur-Saône (poste créé), M. Lemoyne, juge suppléant du ressort de la cour d'appel de Chambéry.

Juge au tribunal de première instance de Roanne, M. Couderette, juge suppléant du ressort de la cour d'appel de Lyon, en remplacement de M Cuinet, décédé.

Juge au tribunal de première instance de Boulogne (poste créé), M. Chassaing, juge suppléant du ressort de la cour d'appel de Douai.

Juge au tribunal de première instance de Mortagne, M. Daphy, juge suppléant du ressort de la cour d'appel de Poitiers, en remplacement de M. Roussel, qui a été mis en congé de longue durée.

Juge au tribunal de première instance de Morlaix, M. Touzet, juge suppléant du ressort de la cour d'appel de Rennes, en remplacement de M. Maurel, qui a été nommé juge au tribunal de première instance de Nantes.

Sont chargés pour trois ans des fonctions de l'instruction aux tribunaux de première instance ci-après désignés:

Boulogne (poste créé): M. Chassaing, nommé juge audit tribunal par le présent décret.

Chalon-sur-Saône (poste créé): M. Lemoyne, nommé juge audit tribunal par le présent décret.

Dijon (poste créé): M. Jeanneret, nommé juge audit tribunal par le présent décret.

Le Mans (poste créé): M. Chouleur, nommé juge audit tribunal par le présent décret.

Lourdes: M. Lavaurs, nommé juge audit tribunal par le présent décret, en remplacement de M. Rouquière, qui a été nommé juge au tribunal de première instance de Toulouse.

Morlaix: M. Touzet, nommé juge audit tribunal par le présent décret, en remplacement de M. Maurel, qui a été nommé juge au tribunal de première instance de Nantes.

Mortagne: M. Daphy, nommé juge audit tribunal par le présent décret, en remplacement de M. Roussel, qui a été mis en congé de longue durée.

Roanne: M. Couderette, nommé juge audit tribunal par le présent décret, en remplacement de M. Cuinet, décédé.

Saint-Etienne (poste créé): M. Causse, nommé juge audit tribunal par le présent décret.

Toulouse: M. Roques, juge audit tribunal, en remplacement de M. Péries, décédé.

Yssingeaux: M. Fabre, nommé juge audit tribunal par le présent décret, en remplacement de M. Beaudet, qui a été nommé juge au tribunal de première instance de Roanne.

M. Joseph, nommé juge au tribunal de première instance de la Seine par le présent décret, est chargé pour trois ans des fonctions de juge des enfants audit tribunal, en remplacement de M. Brisse.

Sont promus au troisième grade de la hiérarchie judiciaire et maintenus dans leurs fonctions actuelles:

M. Rouelle, président du tribunal de première instance de Coutances.

M. Braud, président du tribunal de première instance de Privas.

M. Vollet, président du tribunal de première instance d'Alençon.

M. Lecomte, président du tribunal de première instance de Vitré.

M. Campinchi, président du tribunal de première instance de Vesoul.

M. Grillault-Laroche, président du tribunal de première instance de Chinon.

M. Graziani, président du tribunal de première instance de Corte.

M. Hugues, président du tribunal de première instance de Mantes.

M. Cambedouzou, ancien juge au tribunal de première instance de Toulouse, est nommé juge honoraire audit tribunal.

Décret du 11 décembre 1956 portant promotion de magistrats au troisième grade de la hiérarchie judiciaire.

Par décret en date du 11 décembre 1956, sont promus au troisième grade de la hiérarchie judiciaire et maintenus dans leurs fonctions actuelles:

M. Tardivat, procureur de la République près le tribunal de première instance de Chinon.

M. Minjaud, procureur de la République près le tribunal de première instance de Tarascon.

M. Preziosi, procureur de la République près le tribunal de première instance de Lesparre.

M. Seignolle, procureur de la République près le tribunal de première instance de Dax.

M. Bonnefous, procureur de la République près le tribunal de première instance de Mantes.

Emploi par les officiers publics et ministériels d'appareils ou procédés de reproduction des actes.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le décret du 2 décembre 1952 portant règlement d'administration publique pour l'emploi par les officiers publics et ministériels de procédés de reproduction des actes, notamment son article 4;
Vu l'article 9 de l'arrêté du 22 mai 1955;
Vu les procès-verbaux établis par le Conservatoire des arts et métiers le 5 juillet 1956,

Arrête:

Art. 1er. — L'agrément prévu à l'article 4 du décret du 2 décembre 1952 portant règlement d'administration publique pour l'emploi par les officiers publics et ministériels de procédés de reproduction des actes est accordé aux appareils suivants:

Etablissements Castex.

Appareils: 1) Castex SC.30, 2) Castex SC.42, 3) Castex SC.43.

Art. 2. — Les appareils énumérés à l'article précédent ne peuvent être utilisés que sous réserve d'être munis de plaques précisant leur dénomination commerciale ainsi que la date du présent arrêté d'agrément.
En outre, chaque livraison d'appareils devra être accompagnée d'une notice détaillée relatant leur mode d'emploi.

Art. 3. — Le directeur des affaires civiles et du sceau est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 décembre 1956.

Pour le garde des sceaux, ministre de la justice,
et par délégation:
Le directeur du cabinet,
PIERRE NICOLAY.

Par arrêté du 6 décembre 1956:

M. Mouly, greffier de la justice de paix de Pont-de-Salars, est autorisé à utiliser l'appareil « Regma 413 », fabriqué par la société La Cellophane, pour la reproduction des documents judiciaires.

M. Thibaut, greffier en chef du tribunal de première instance de Perpignan, est autorisé à utiliser l'appareil « Antara II », fabriqué par la société La Cellophane, pour la reproduction des documents judiciaires.

M. Trinquier, greffier en chef du tribunal de première instance de Prades, est autorisé à utiliser l'appareil « Diazophot n° 1 », fabriqué par la maison Sertic, pour la reproduction des documents judiciaires.

Tous les documents remis à MM. Mouly, Thibaut et Trinquier par des auxiliaires de justice, et destinés à être reproduits, doivent être établis sur des papiers et suivant un mode de présentation tels qu'ils puissent être copiés à l'aide des appareils dont l'usage est autorisé.

Commissions administratives paritaires à l'administration centrale du ministère de la justice.

Le garde des sceaux, ministre de la justice, et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique,

Vu la loi n° 46-2294 du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires;
Vu le décret n° 47-1370 du 24 juillet 1947 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 22 de la loi du 19 octobre 1946;
Vu l'arrêté du 19 novembre 1947, modifié par l'arrêté du 16 septembre 1952, portant création de commissions administratives paritaires à l'administration centrale du ministère de la justice,

Arrêtent:

Art. 1er. — Les dispositions de l'article 1er de l'arrêté susvisé du 19 novembre 1947, relatives à la compétence de la commission administrative paritaire n° 7, sont modifiées ainsi qu'il suit:

« Commission n° 7: conducteurs d'automobiles et ouvriers professionnels ».

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 7 décembre 1956.

Pour le garde des sceaux, ministre de la justice,
et par délégation:
Le directeur du personnel et de la comptabilité,
LÉO-HENRI PÉRÉ.

Pour le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
chargé de la fonction publique, et par délégation:
Le directeur de la fonction publique,
PIERRE CHATENET

Services extérieurs

Par arrêté du 5 décembre 1956, sont élevés d'échelon, dans les conditions fixées ci-dessous, les commis dont les noms suivent:

M. Pene (cour de cassation), du 6e échelon (ancienneté du 1er décembre 1954) au 7e échelon, à compter du 1er décembre 1956.

Mlle Longayrou (Seine), du 3e échelon (ancienneté du 1er novembre 1951) au 4e échelon, à compter du 1er novembre 1956.

Mlle Malcorps (Meaux), du 6e échelon (ancienneté du 1er novembre 1954) au 7e échelon, à compter du 1er novembre 1956.

M. Barthelemy (Seine), du 4e échelon (ancienneté du 27 juillet 1951) au 5e échelon, à compter du 27 juillet 1956.

Mme Bourel (Versailles), du 5e échelon (ancienneté du 1er novembre 1954) au 6e échelon, à compter du 1er novembre 1956).

M. Preaux (Seine), du 4e échelon (ancienneté du 1er novembre 1954) au 5e échelon, à compter du 1er novembre 1956.

M. Linget (Seine), du 4e échelon (ancienneté du 1er novembre 1954) au 5e échelon, à compter du 1er novembre 1956.

M. Dunas (Seine), du 3e échelon (ancienneté du 1er décembre 1954) au 4e échelon, à compter du 1er décembre 1956.

Mme Gauthier (Gabrielle) (cour d'appel de Paris), du 3e échelon (ancienneté du 15 décembre 1954) au 4e échelon, à compter du 15 décembre 1956.

Mme Guignard (Chartres), du 5e échelon (ancienneté du 15 décembre 1954) au 6e échelon, à compter du 15 décembre 1956.

Mme Thevenot (cour d'appel de Paris), du 3e échelon (ancienneté du 15 septembre 1954) au 4e échelon, à compter du 15 septembre 1956.

Mlle Esterle (Seine), du 3e échelon (ancienneté du 15 septembre 1954) au 4e échelon, à compter du 15 septembre 1956.

Mlle Anceaux (Reims), du 3e échelon (ancienneté du 1er novembre 1954) au 4e échelon, à compter du 1er novembre 1956.

Mme Barthe (Seine), du 3e échelon (ancienneté du 1er novembre 1954) au 4e échelon, à compter du 1er novembre 1956.

M. Maret (Seine), du 3e échelon (ancienneté du 1er décembre 1954) au 4e échelon, à compter du 1er décembre 1956.

Mlle Roux (cour d'appel de Paris), du 3e échelon (ancienneté du 15 décembre 1954) au 4e échelon, à compter du 15 décembre 1956.

M. Boulot (Seine), du 3e échelon (ancienneté du 15 décembre 1954) au 4e échelon, à compter du 15 décembre 1956.

Mme Lauchet (Seine), du 3e échelon (ancienneté du 15 décembre 1954) au 4e échelon, à compter du 15 décembre 1956.

M. Lucas (Seine), du 3e échelon (ancienneté du 15 décembre 1954) au 4e échelon, à compter du 15 décembre 1956.

Mme Carre (cour d'appel de Paris), du 3e échelon (ancienneté du 15 décembre 1954) au 4e échelon, à compter du 15 décembre 1956.

Mme Friess (Versailles), du 3e échelon (ancienneté du 15 décembre 1954) au 4e échelon, à compter du 15 décembre 1956.

Mme Jonc (Châlons-sur-Marne), du 3e échelon (ancienneté du 15 décembre 1954) au 4e échelon, à compter du 15 décembre 1956.

Mme Salvetti (Marseille), du 4e échelon (ancienneté du 1er novembre 1954) au 5e échelon, à compter du 1er novembre 1956.

Mme Carpentier (Toulon), du 5e échelon (ancienneté du 15 décembre 1954) au 6e échelon, à compter du 15 décembre 1956.

M. Colle (cour d'appel d'Aix), du 6e échelon (ancienneté du 15 novembre 1954) au 7e échelon, à compter du 15 novembre 1956.

Mme Asso (Nice), du 3e échelon (ancienneté du 1er novembre 1954) au 4e échelon, à compter du 1er novembre 1956.

Mme Dubelloy (cour d'appel d'Amiens), du 3e échelon (ancienneté du 15 décembre 1954) au 4e échelon, à compter du 15 décembre 1956.

Mme Blondin (Amiens), du 6e échelon (ancienneté du 15 décembre 1954) au 7e échelon, à compter du 15 décembre 1956.

Mlle Romby (Laon), du 3e échelon (ancienneté du 15 décembre 1954) au 4e échelon, à compter du 15 décembre 1956.

Mme Doux (Saumur), du 3e échelon (ancienneté du 15 novembre 1954) au 4e échelon, à compter du 15 novembre 1956.

Mme Varin (Belfort), du 4e échelon (ancienneté du 15 décembre 1954) au 5e échelon, à compter du 15 décembre 1956.

Mlle Faradon (cour d'appel de Besançon), du 3e échelon (ancienneté du 15 septembre 1954) au 4e échelon, à compter du 15 septembre 1956.

Mme Bourreau (Lons-le-Saunier), du 3e échelon (ancienneté du 15 octobre 1954) au 4e échelon, à compter du 15 octobre 1956.

Mme Louette (Cognac), du 3e échelon (ancienneté du 1er novembre 1954) au 4e échelon, à compter du 1er novembre 1956.

Mme Eymard (Périgueux), du 3e échelon (ancienneté du 15 décembre 1954) au 4e échelon, à compter du 15 décembre 1956.

Mme Moreau (Nevers), du 3e échelon (ancienneté du 15 décembre 1954) au 3e échelon, à compter du 15 décembre 1956.

Mlle Brée (cour d'appel de Caen), du 4e échelon (ancienneté du 15 octobre 1954) au 5e échelon, à compter du 15 octobre 1956.

Mme Leroux (Caen), du 3e échelon (ancienneté du 15 décembre 1954) au 4e échelon, à compter du 15 décembre 1956.

Mlle Litaudon (Mâcon), du 3e échelon (ancienneté du 15 décembre 1954) au 4e échelon, à compter du 15 décembre 1956.

Mme Poras (Douai), du 3e échelon (ancienneté du 15 octobre 1954) au 4e échelon, à compter du 15 octobre 1956.

Mlle Quevat (Béthune), du 3e échelon (ancienneté du 15 octobre 1954) au 4e échelon, à compter du 15 octobre 1956.

Mlle Schuppe (Hazebrouck), du 3e échelon (ancienneté du 15 octobre 1954) au 4e échelon, à compter du 15 octobre 1956.

Mlle Demailly (Arras), du 3e échelon (ancienneté du 15 octobre 1954) au 4e échelon, à compter du 15 octobre 1956.

Mlle Vitry (Saint-Marcellin), du 3e échelon (ancienneté du 15 décembre 1954) au 4e échelon, à compter du 15 décembre 1956.

Mme Drevon (cour d'appel de Grenoble), du 3e échelon (ancienneté du 15 décembre 1954) au 4e échelon, à compter du 15 décembre 1956.

Mme Gaude (Tulle), du 3e échelon (ancienneté du 15 décembre 1954) au 4e échelon, à compter du 15 décembre 1956.

Mme Sauvezie (Brive), du 3e échelon (ancienneté du 15 décembre 1954) au 4e échelon, à compter du 15 décembre 1956.

Mlle Deleage (Saint-Etienne), du 3e échelon (ancienneté du 15 décembre 1954) au 4e échelon, à compter du 15 décembre 1956.

Mlle Renou (cour d'appel de Lyon), du 3e échelon (ancienneté du 15 octobre 1954) au 4e échelon, à compter du 15 octobre 1956.

Mlle Poyet (Saint-Etienne), du 3e échelon (ancienneté du 15 décembre 1954) au 4e échelon, à compter du 15 décembre 1956.

Mlle Ricard (Carcassonne), du 4e échelon (ancienneté du 15 décembre 1954) au 5e échelon, à compter du 15 décembre 1956.

Mme Calpena (Rodez), du 3e échelon (ancienneté du 15 octobre 1954) au 4e échelon, à compter du 15 octobre 1956.

Mme Bouquignaud (Charleville), du 6e échelon (ancienneté du 1er novembre 1954) au 7e échelon, à compter du 1er novembre 1956.

Mme Claudel (Mirecourt), du 4e échelon (ancienneté du 15 décembre 1954) au 5e échelon, à compter du 15 décembre 1956.

Mme Demangel (Epinal), du 6e échelon (ancienneté du 15 décembre 1954) au 7e échelon, à compter du 15 décembre 1956.

Mme Viel (Alès), du 3e échelon (ancienneté du 15 décembre 1954) au 4e échelon, à compter du 15 décembre 1956.

Mlle Guillempourque (Pau), du 4e échelon (ancienneté du 15 décembre 1954) au 5e échelon, à compter du 15 décembre 1956.

Mme Vergez (Bayonne), du 3e échelon (ancienneté du 15 décembre 1954) au 4e échelon, à compter du 15 décembre 1956.

Mme Le Losser (cour d'appel de Rennes), du 3e échelon (ancienneté du 1er novembre 1954) au 4e échelon, à compter du 1er novembre 1956.

Mme Le Petit (Vannes), du 3e échelon (ancienneté du 15 décembre 1954) au 4e échelon, à compter du 15 décembre 1956.

Mme Appere (Brest), du 3e échelon (ancienneté du 15 décembre 1954) au 4e échelon, à compter du 15 décembre 1956.

Mme Juestz de Mire (Saint-Malo), du 3e échelon (ancienneté du 15 décembre 1954) au 4e échelon, à compter du 15 décembre 1956.

Mme Wiart (Montluçon), du 3e échelon (ancienneté du 15 octobre 1954) au 4e échelon, à compter du 15 octobre 1956.

M. Roussel (le Havre), du 5e échelon (ancienneté du 25 décembre 1954) au 6e échelon, à compter du 25 décembre 1956.

Mme Chartier (Evreux), du 4e échelon (ancienneté du 15 décembre 1954) au 5e échelon, à compter du 15 décembre 1956.

Mlle Bertin (Rouen), du 3e échelon (ancienneté du 15 décembre 1954) au 4e échelon, à compter du 15 décembre 1956.

Mme Pujol (cour d'appel de Toulouse), du 6e échelon (ancienneté du 15 octobre 1954) au 7e échelon, à compter du 15 octobre 1956.

M. Lapart (cour d'appel de Toulouse), du 4e échelon (ancienneté du 15 octobre 1954) au 5e échelon, à compter du 15 octobre 1956.

Par arrêté du 5 décembre 1956, sont élevés d'échelon, dans les conditions fixées ci-dessous, les employés de bureau dont les noms suivent:

Mme Garibaldi (dactylographe, Seine), du 6e échelon (ancienneté du 16 novembre 1953) au 7e échelon, à compter du 16 septembre 1956, compte tenu de deux mois de réduction au titre de l'année 1954.

Mme Mazoyer (dactylographe, Melun), du 6e échelon (ancienneté du 1er octobre 1953) au 7e échelon, à compter du 1er octobre 1956.

Mme Lecomte (Seine), du 6e échelon (ancienneté du 1er novembre 1953) au 7e échelon, à compter du 1er novembre 1956.

Mme Fourgeaud (Corbeil), du 5e échelon (ancienneté du 15 décembre 1954) au 6e échelon, à compter du 15 décembre 1956.

M. Cornet (Seine), du 5e échelon (ancienneté du 1er novembre 1954) au 6e échelon, à compter du 1er novembre 1956.

Mme Fagotte (Seine), du 5e échelon (ancienneté du 15 novembre 1954) au 6e échelon, à compter du 15 novembre 1956.

Mme Sellier (Châteaudun), du 4e échelon (ancienneté du 11 octobre 1954) au 5e échelon, à compter du 11 août 1956, compte tenu de deux mois de réduction au titre de l'année 1954.

Mme Andruejol (Seine), du 5e échelon (ancienneté du 1er septembre 1954) au 6e échelon, à compter du 1er août 1956, compte tenu d'un mois de réduction au titre de l'année 1954.

M. Pedron (Seine), du 2e échelon (ancienneté du 5 juillet 1954) au 3e échelon, à compter du 5 juillet 1956.

M. Le Devedec (Seine), du 1er échelon (ancienneté du 1er septembre 1955) au 6e échelon, à compter du 1er septembre 1956, compte tenu de 9 ans de bonifications d'ancienneté pour services militaires.

Mme Morigot (Auxerre), du 1er échelon (ancienneté du 1er décembre 1954) au 2e échelon, à compter du 1er décembre 1956.

Mlle Cavalie (dactylographe, Agen), du 1er échelon (ancienneté du 1er août 1954) au 2e échelon, à compter du 1er août 1956.

Mme Luciani (dactylographe, Marseille), du 1er échelon (ancienneté du 15 novembre 1954) au 2e échelon, à compter du 15 novembre 1956

Mme Lagunegrand (dactylographe, cour d'appel de Bordeaux), du 4e échelon (ancienneté du 5 octobre 1954) au 5e échelon, à compter du 5 octobre 1956.

M. Arnaud (cour d'appel de Bordeaux), du 6e échelon (ancienneté du 1er juin 1955) au 7e échelon, à compter du 7 novembre 1956, compte tenu de 1 an 6 mois 24 jours de bonifications d'ancienneté pour services militaires.

Mme Roussel (dactylographe, Lisieux), du 6e échelon (ancienneté du 18 novembre 1953) au 7e échelon, à compter du 18 novembre 1956.

Mlle Magny (dactylographe, Argentan), du 1er échelon (ancienneté du 1er septembre 1954) au 2e échelon, à compter du 1er septembre 1956.

Mlle Willard (Mortagne), du 4e échelon (ancienneté du 2 novembre 1954) au 5e échelon, à compter du 2 novembre 1956.

Mme Pauly (dactylographe, Aubusson), du 5e échelon (ancienneté du 15 novembre 1954) au 6e échelon, à compter du 15 novembre 1956.

Mme Vedrenne (Ussel), du 5e échelon (ancienneté du 1er octobre 1954) au 6e échelon, à compter du 1er octobre 1956.

Mme Petit (Montbrison), du 4e échelon (ancienneté du 15 octobre 1954) au 5e échelon, à compter du 15 octobre 1956.

Mme Payrastre (Béziers), du 4e échelon (ancienneté du 15 octobre 1954) au 5e échelon, à compter du 15 octobre 1956.

Mlle Mohler (cour d'appel de Nancy), du 6e échelon (ancienneté du 9 décembre 1953) au 7e échelon, à compter du 9 décembre 1956.

Mme Lemontey (Nancy), du 4e échelon (ancienneté du 27 septembre 1954) au 5e échelon, à compter du 27 septembre 1956.

Mme Malangin (dactylographe, Jonzac), du 1er échelon (ancienneté du 1er novembre 1954) au 2e échelon, à compter du 1er novembre 1956.

Mme Le Moal (dactylographe, Lannion), du 4e échelon (ancienneté du 2 octobre 1954) au 5e échelon, à compter du 2 octobre 1956.

Mlle Neveu (cour d'appel de Rouen), du 4e échelon (ancienneté du 4 août 1954) au 5e échelon, à compter du 4 août 1956.

Mme Brial (dactylographe, Toulouse), du 5e échelon (ancienneté du 1er octobre 1954) au 6e échelon, à compter du 1er octobre 1956.

Par arrêté du 5 décembre 1956, sont élevées d'échelon, dans les conditions fixées ci-dessous, les sténodactylographes dont les noms suivent:

Mlle Guimon (Seine), du 4e échelon (ancienneté du 1er décembre 1954) au 5e échelon, à compter du 1er décembre 1956.

Mme Girard (Grasse), du 4e échelon (ancienneté du 15 octobre 1954) au 5e échelon, à compter du 15 octobre 1956.

Mme Simonsini (Draguignan), du 4e échelon (ancienneté du 1er novembre 1954) au 5e échelon, à compter du 1er novembre 1956.

Mlle Charpin (Aix), du 4e échelon (ancienneté du 15 octobre 1954) au 5e échelon, à compter du 15 octobre 1956.

Mme Marquette (Châteauroux), du 4e échelon (ancienneté du 1er octobre 1954) au 5e échelon, à compter du 1er octobre 1956.

Mme Marie (Caen), du 4e échelon (ancienneté du 1er novembre 1954) au 5e échelon, à compter du 1er novembre 1956.

Mlle Baylac-Choulet (Bayonne), du 4e échelon (ancienneté du 1er novembre 1954) au 5e échelon, à compter du 1er novembre 1956.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Administrateurs des services civils d'Algérie.

Par arrêté du 7 décembre 1956, M. Bernard Lepetre, administrateur de 3e classe des services civils d'Algérie, est placé dans la position de service détaché, à la disposition du ministre résidant en Algérie, afin de lui permettre d'exercer les fonctions d'inspecteur des centres sociaux en Algérie.

Le présent arrêté aura effet pendant une période de cinq années au maximum, à compter du 1er août 1956.

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMEES

Délégation de signature.

Le ministre de la défense nationale et des forces armées et le secrétaire d'Etat aux forces armées (terre),

Vu l'arrêté du 21 février 1956 portant délégation de la signature du secrétaire d'Etat aux forces armées (terre), modifié notamment par l'arrêté du 29 mai 1956,

Arrêtent:

Art. 1er. — L'article 2 de l'arrêté du 21 février 1956 portant délégation de la signature du secrétaire d'Etat aux forces armées (terre) est abrogé et remplacé par le suivant:

« M. le général de corps d'armée Lorillot, chef d'état-major de l'armée, a délégation permanente de signature pour toutes les affaires d'ordre purement militaire ».

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 décembre 1956.

Le ministre de la défense nationale et des forces armées,
MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY.

Le secrétaire d'Etat aux forces armées (terre),
MAX LEJEUNE.

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Décret n° 56-1259 du 12 décembre 1956 portant rétablissement ou suspension des droits de douane d'importation applicables à certains médicaments.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des affaires économiques et financières, du ministre des affaires sociales, du secrétaire d'Etat au budget, du secrétaire d'Etat à la santé publique et à la population et du secrétaire d'Etat aux affaires économiques,

Vu le décret n° 55-1612 du 9 décembre 1955 portant fixation du tarif des droits de douane d'importation;

Vu le tarif des droits de douane d'importation;

Vu le code des douanes, et notamment l'article 8;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Les droits de douane d'importation applicables aux produits repris ci-après sont rétablis:

NUMÉRO du tarif des droits de douane d'importation.	DÉSIGNATION DES PRODUITS	INDICES des sous-positions.
Ex 30-03.	Médicaments pour la médecine humaine ou vétérinaire:	
	— Ex A. Non conditionnés pour la vente au détail:	
	— — Autres:	
	— — — Terramycine et viomycine présentées avec autorisation préalable du service central de la pharmacie.....	ex b
	— Ex B. Conditionnés pour la vente au détail:	
	— — Autres:	
	— — — Spécialités pharmaceutiques présentées avec autorisation préalable du service central de la pharmacie:	
	— — — — Viomycine	ex c
	— — — Médicaments sous cachets présentés avec autorisation préalable du service central de la pharmacie:	
	— — — — Terramycine et viomycine.....	ex c
	— — — — Néomycine et polymycine en ampoules, flacons ou conditionnements similaires.....	ex c

Art. 2. — Continueront à bénéficier du régime antérieur plus favorable les marchandises visées à l'article 1er ci-dessus que l'on justifiera, dans les conditions et sous les réserves fixées par l'article 25 du code des douanes, avoir été expédiées directement à destination du territoire douanier avant la date d'insertion du présent décret au *Journal officiel* et qui seront déclarées pour la consommation sans avoir été placées en entrepôt ou constituées en dépôt.

Art. 3. — Les droits de douane d'importation applicables au produit repris ci-après sont provisoirement suspendus.

NUMÉRO du tarif des droits de douane d'importation.	DÉSIGNATION DES PRODUITS	INDICES des sous-positions.
Ex 30-03.	Médicaments pour la médecine humaine ou vétérinaire:	
	— Ex A. Non conditionnés pour la vente au détail:	
	— — Autres:	
	— — — Sarkomycine présentée avec autorisation préalable du service central de la pharmacie.....	ex b
	— Ex B. Conditionnés pour la vente au détail:	
	— — Autres:	
	— — — Spécialités pharmaceutiques et médicaments sous cachets présentés avec autorisation préalable du service central de la pharmacie:	
	— — — — Sarkomycine	ex c
	— — — Médicaments sur ordonnance médicale et échantillons de médicaments présentés avec autorisation préalable du service central de la pharmacie:	
	— — — — Sarkomycine	ex d

Art. 4. — Le ministre des affaires économiques et financières et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 décembre 1956.

GUY MOLLET.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre des affaires économiques et financières,
PAUL RAMADIER.

Le ministre des affaires sociales,
ALBERT GAZIER.

Le secrétaire d'Etat au budget,
JEAN FILIPPI.

Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,
JEAN MASSON.

Le secrétaire d'Etat à la santé publique et à la population,
ANDRÉ MAROSELLI.

Taux de redevance sur les alcools libres prévue par l'article 382 du code général des impôts.

Le secrétaire d'Etat au budget,

Sur le rapport du directeur général des impôts,

Vu l'article 382 du code général des impôts;

Vu l'arrêté du 9 avril 1951 relatif aux prix de cession de l'alcool, modifié par l'arrêté du 31 août 1954;

Vu l'arrêté du 19 novembre 1956 fixant les prix d'achat, pour la campagne 1956-1957, des alcools d'origine vinicole,

Arrête:

Art. 1er. — Le taux de la redevance à laquelle sont soumis les alcools non acquis du service des alcools et employés à tous usages impliquant une opération à caractère industriel ou des manipulations faisant perdre au produit, en vertu de la législation relative à la répression des fraudes, le droit à la dénomination générique d'eau-de-vie, est fixé à 20.161 F l'hectolitre d'alcool à 100 degrés Gay-Lussac à la température de 15 degrés centigrades.

Art. 2. — Le directeur général des impôts est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 décembre 1956.

Pour le secrétaire d'Etat au budget et par délégation:
Le directeur du cabinet,
RENÉ LARRE.

Fonds de concours.

Par arrêté en date du 6 décembre 1956, il a été ouvert, à titre de fonds de concours, des crédits de payement d'un montant total de 65.727.000 F, applicables aux chapitres ci-après du budget des affaires économiques et financières pour l'exercice 1956:

I. — *Charges communes.*

Chap. 15-02. — Remboursements sur produits indirects et divers	40.000 F.
Total pour les charges communes	40.000 F.

II. — *Services financiers.*

Chap. 31-41. — Services centraux de la direction générale des impôts. — Rémunérations principales	440.000 F.
Chap. 31-42. — Services centraux de la direction générale des impôts. — Indemnités et allocations diverses	41.500
Chap. 31-43. — Services extérieurs de la direction générale des impôts. — Rémunérations principales.	15.835.000
Chap. 31-44. — Services extérieurs de la direction générale des impôts. — Indemnités et allocations diverses	91.500
Chap. 31-45. — Emoluments des receveurs buralistes non fonctionnaires	7.467.500
Chap. 31-47. — Travaux à la tâche de la direction générale des impôts	21.011.000
Chap. 31-91. — Indemnités résidentielles	2.681.000
Chap. 31-92. — Indemnités pour travaux extraordinaires	3.000.000
Chap. 33-91. — Prestations et versements obligatoires.	10.201.000
Chap. 34-41. — Services extérieurs de la direction générale des impôts. — Remboursements de frais	16.000
Chap. 34-42. — Services extérieurs de la direction générale des impôts. — Frais de missions et de déplacements	4.687.000
Chap. 34-43. — Services extérieurs de la direction générale des impôts. — Matériel	107.000
Chap. 34-91. — Loyers et indemnités de réquisitions.	17.500
Chap. 34-93. — Remboursements à diverses administrations	91.000
Total pour les services financiers	65.687.000 F.
Total général	65.727.000 F.

Echelonnement indiciaire des emplois de chef du service des ventes et de sous-archiviste de l'administration des monnaies et médailles.

Le ministre des affaires économiques et financières, le secrétaire d'Etat au budget et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Vu la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires;

Vu la loi de finances n° 48-1992 du 31 décembre 1948;

Vu le décret n° 3496 du 31 décembre 1948 portant règlement d'administration publique relatif à l'organisation du cadre et du statut des fonctionnaires de l'administration des monnaies et médailles, modifié par le décret n° 46-2738 du 26 novembre 1946 et par le décret n° 55-1252 du 23 septembre 1955;

Vu le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948, modifié et complété par le décret n° 49-508 du 14 avril 1949 et les décrets n°s 53-1218 du 9 décembre 1953 et 56-825 du 9 août 1956 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites,

Arrêtent:

Art. 1er. — L'échelonnement indiciaire applicable aux emplois de chef du service des ventes et de sous-archiviste de l'administration des monnaies et médailles est fixé ainsi qu'il suit:

	Indices Nets.	Bruts.
Chef du service des ventes:	—	—
3e échelon	410	530
2e échelon	370	470
1er échelon	330	415
Sous-archiviste:		
8e échelon	315	390
7e échelon	297	367
6e échelon	279	339
5e échelon	261	316
4e échelon	242	287
3e échelon	223	259
2e échelon	204	234
1er échelon	185	210

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 7 décembre 1956.

Pour le ministre des affaires économiques et financières et par délégation
Le directeur du cabinet,
PHILIPPE HUET.

Pour le secrétaire d'Etat au budget et par délégation:
Le directeur du budget,
ROGER GOETZE.

Pour le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil et par délégation:
Le directeur de la fonction publique,
PIERRE CHATENET.

Ouverture de crédits spéciaux.

Par arrêté du 12 décembre 1956, il a été ouvert au budget du ministère des affaires économiques et financières (II: Services financiers), en augmentation des restes à payer de l'exercice 1953, des crédits spéciaux d'un montant de 6 132.161 F applicables au chapitre 34-32: Services extérieurs du Trésor. — Matériel.

Administration centrale des finances.

Par arrêté en date du 26 novembre 1956, M. Nadal (Jacques), administrateur civil de classe exceptionnelle à l'administration centrale des finances, a été nommé contrôleur financier de 2e classe, 2e échelon (création d'emploi).

Par arrêté en date du 12 décembre 1956, M. Saint-Geours (Jean-Jacques-Charles), inspecteur des finances de 2e classe, 2e échelon, a été nommé sous-directeur à l'administration centrale des finances, en remplacement de M. Dominique Boyer, appelé à d'autres fonctions.
M. Saint-Geours a été affecté, en cette qualité, à la direction du Trésor.

Expansion économique à l'étranger.

Par arrêté en date du 24 novembre 1956, M. Bernard (Jean), attaché commercial de 1re classe, est affecté à Moscou pour y exercer les fonctions de son grade, sous l'autorité du conseiller commercial, chef des services d'expansion économique en U. R. S. S.

Par arrêté en date du 24 novembre 1956, M. Ricaud (Raymond), attaché commercial de 1re classe à Londres, est affecté à Bruxelles pour y exercer les fonctions de son grade, sous l'autorité du conseiller commercial, chef des services d'expansion économique en Belgique.

Par arrêté en date du 24 novembre 1956, M. Hullo (Antoine), attaché commercial de 2e classe à Berlin, est affecté à Madras pour assurer la gestion du poste d'expansion économique dans cette ville, sous l'autorité du conseiller commercial, chef des services d'expansion économique en Inde.

Institut national de la statistique et des études économiques.

Par arrêté du 7 décembre 1956, est rapporté l'arrêté interministériel du 1er mars 1947 portant détachement auprès du ministère de la France d'outre-mer de M. Caffot (André), administrateur de 2e classe à l'institut national de la statistique et des études économiques.

M. Caffot (André), administrateur de 2e classe à l'institut national de la statistique et des études économiques, est placé, en cette qualité, dans la position de détachement auprès du ministère de la France d'outre-mer pour être mis à la disposition:

1° Du service de la statistique générale au Cameroun, du 1er mars 1947 au 18 août 1947;

2° Du service de la statistique générale à Madagascar, du 19 août 1947 au 18 juin 1951;

3° Du service de la statistique des territoires de la France d'outre-mer à l'administration centrale de ce département, du 19 juin 1951 au 30 septembre 1951.

TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME

Fonds de concours.

Par arrêté du 29 novembre 1956, il a été ouvert au ministre des affaires économiques et financières, à titre de fonds de concours, un crédit de 5.308.919 F, applicable aux chapitres ci-après du budget de la marine marchande, pour l'exercice 1956, savoir:

Chap. 31-01. — Administration centrale. — Rémunérations principales	330.419 F.
Chap. 31-02. — Administration centrale. — Indemnités et allocations diverses	562.260
Chap. 31-91. — Indemnités résidentielles	867.000
Chap. 33-91. — Prestations et versements obligatoires.	762.492
Chap. 34-02. — Administration centrale. — Matériel	1.560.120
Chap. 34-12. — Inscription maritime. — Matériel	1.200.000
Chap. 34-93. — Remboursements à diverses administrations	26.628
	5.308.919 F.

Ponts et chaussées.

Par arrêté du 3 décembre 1956, M. Senesi (Emile), ingénieur des travaux publics de l'Etat de classe exceptionnelle, est, à titre de régularisation, placé en service détaché durant la période du 1er janvier 1952 au 31 juillet 1956, auprès du ministère des affaires étrangères pour servir à la mission de liaison au Maroc.

Ces dispositions annulent et remplacent les dispositions antérieures ayant le même objet.

M. Senesi est maintenu dans la même position auprès du ministère des affaires étrangères, pour cinq ans, à compter du 1er août 1956, pour servir au Maroc (ministère des travaux publics du Maroc).

Par arrêté du 7 décembre 1956, M. Speck (Frédéric), ingénieur des travaux publics de l'Etat de 2e classe (ponts et chaussées), détaché auprès du ministère des travaux publics de Tunisie, est réintégré pour ordre dans son cadre d'origine et détaché auprès du secrétariat d'Etat à la reconstruction et au logement, en qualité d'ingénieur principal, pour une période de cinq ans, à compter du 1er novembre 1956.

Par arrêté du 7 décembre 1956, M. Bouche (Bernard), ingénieur adjoint des travaux publics de l'Etat de 2e classe (ponts et chaussées), attaché au laboratoire central des ponts et chaussées, à Paris, est détaché auprès d'Electricité de France en qualité d'ingénieur adjoint à l'ingénieur chef de la section « Résistance des matériaux. — Mécanique des sols », pour une période de cinq ans, à compter du 1er novembre 1956.

INDUSTRIE ET COMMERCE

Décret du 10 décembre 1956 portant promotion dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Par décret du Président de la République en date du 10 décembre 1956, rendu sur la proposition du président du conseil des ministres, du ministre des affaires économiques et financières et du secrétaire d'Etat à l'industrie et au commerce, vu la déclaration du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur en date du 5 juillet 1956 portant que la promotion du présent décret est faite en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, le conseil des ministres entendu, est promu dans l'ordre national de la Légion d'honneur, à titre exceptionnel:

Au grade d'officier.

M. Favre, dit Favre Le Bret (Robert-Auguste), délégué général de l'association française du festival international du film. Chevalier du 2 août 1919. Titres exceptionnels.

AGRICULTURE

Autorisation d'exercice de la médecine et de la chirurgie des animaux.

Par arrêté du 5 décembre 1956, l'autorisation d'exercice de la médecine et de la chirurgie des animaux est accordée au vétérinaire d'origine étrangère, naturalisé Français, dont le nom suit:

M. Peregord (Igor), né le 22 octobre 1922 à Klissouritsa (Yougoslavie), demeurant 7, quai Fernand-Saguet, à Alfort (Seine).

Le docteur vétérinaire ci-dessus désigné est soumis à l'ensemble des dispositions légales et réglementaires concernant l'exercice de la médecine vétérinaire.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Habilitation d'un établissement d'enseignement supérieur privé à recevoir des boursiers.

Le ministre d'Etat, chargé de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports,

Vu l'article 6 de la loi du 3 février 1953;

Vu l'avis de la section permanente du conseil de l'enseignement supérieur,

Arrête:

Art 1er. — Est habilité à recevoir des boursiers d'enseignement supérieur, en application de l'article 6 de la loi susvisée du 3 février 1953, l'école dentaire ci-dessous désignée:

Académie de Rennes. — Institut d'odontologie de Nantes.

Art. 2. — Le directeur général de l'enseignement supérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 décembre 1956.

Pour le ministre et par délégation:
Le directeur adjoint du cabinet,
PIERRE BERNEZOS.

Convocation du conseil supérieur de l'éducation nationale.

Par arrêté en date du 12 décembre 1956, le conseil supérieur de l'éducation nationale est convoqué le samedi 22 décembre 1956, à neuf heures, au ministère de l'éducation nationale (salle du conseil supérieur).

Enseignement supérieur.

Par arrêté du 7 décembre 1956, il est mis fin au détachement de M. Rebeyrol, conseiller culturel au Caire, à compter du 30 septembre 1955.

M. Rebeyrol (Philippe), professeur agrégé d'histoire et géographie, est placé à nouveau en position de détachement auprès du ministre des affaires étrangères, pour une période de trois ans, à compter du 1er octobre 1955, en vue d'exercer des fonctions de chef de la mission culturelle à Beyrouth (Liban).

Enseignement du second degré.

Par arrêté du 3 décembre 1956, M. Hahn (Alfred), adjoint d'enseignement au lycée de Maison-Carrée d'Alger, est placé en position de détachement auprès du ministre de l'intérieur, pour une période d'un an, à compter du 15 novembre 1955, en vue d'exercer des fonctions d'administrateur contractuel des services civils d'Algérie.

Par arrêté du 7 décembre 1956, il est mis fin, à la date du 14 septembre 1946, au détachement auprès du ministère de l'information de Mlle Robert (Georgette).

Mlle Robert (Georgette), professeur adjoint au 2e ordre, nommée adjointe d'enseignement à compter du 1er octobre 1950, est placée en position de détachement auprès du ministre des affaires étrangères:

1° Pour une période allant du 15 septembre 1946 au 10 mars 1950, en vue d'exercer les fonctions de traductrice à l'O. N. U.;

2° Pour deux périodes successives de cinq ans, à compter du 27 février 1951 et du 27 février 1956, en vue d'exercer les fonctions de rédactrice à l'Organisation mondiale de la santé à Genève.

Enseignement du premier degré.

Par arrêté du 17 décembre 1956, M. Mattei (Virgile), instituteur de 2e classe du département du Var, est mis pour trois ans, à compter du 1er juin 1956, à la disposition du ministre de l'éducation nationale, pour exercer ses fonctions de rédacteur à l'inspection académique de Draguignan.

Services économiques des établissements d'enseignement.

Par arrêté du 7 décembre 1956, M. Putheaud (Jacques), adjoint des services économiques, 2e classe, 1er échelon, est placé en service détaché auprès du directeur de l'administration générale du ministère de l'éducation nationale, pour une période d'un an, à compter du 1er janvier 1956, en qualité de secrétaire d'administration.

MINISTERE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

Décret n° 56-1280 du 7 décembre 1956 étendant aux territoires d'outre-mer, au Cameroun et à la République autonome du Togo les dispositions de l'article 7 de la loi du 11 mars 1932 complétant l'article 2101 du code civil.

Le Président de la République,

Sur le rapport du président du conseil des ministres, du ministre de la France d'outre-mer et du ministre d'Etat, garde des sceaux, chargé de la justice,

Vu l'article 72, alinéa 2, de la Constitution de la République française;

Vu la loi du 11 mars 1932 complétant, en son article 7, l'article 2101 du code civil;

Vu la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952 instituant un code du travail dans les territoires et territoires associés relevant du ministère de la France d'outre-mer, et notamment en son article 237;

Après avis de l'Assemblée de l'Union française;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Les dispositions de l'article 7 de la loi du 11 mars 1932 complétant l'article 2101 du code civil sont étendues aux territoires d'outre-mer, au Cameroun et à la République autonome du Togo dans les conditions ci-après.

Art. 2. — Le bénéfice du privilège établi par l'article 2101, 7°, s'appliquera aux allocations dues aux travailleurs par les caisses de compensation et autres institutions agréées pour le service des prestations familiales ou par les employeurs dispensés de l'affiliation à une telle institution en vertu de la réglementation sur les prestations familiales.

Art. 3. — Le bénéfice du privilège établi par l'article 2101, 8°, du code civil s'appliquera aux créances des caisses de compensation et autres institutions agréées pour le service des prestations familiales à l'égard de leurs adhérents pour les cotisations que ceux-ci se sont engagés à leur servir en vue du payement des prestations familiales et de la péréquation des charges résultant du versement desdites prestations.

Art. 4. — Le président du conseil des ministres, le ministre de la France d'outre-mer, le ministre d'Etat, garde des sceaux, chargé de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 7 décembre 1956.

RENÉ COTY.

Par le Président de la République:

Le président du conseil des ministres,
GUY MOLLET.

Le ministre de la France d'outre-mer,
GASTON DEFFERRE.

Le ministre d'Etat,
garde des sceaux, chargé de la justice,
FRANÇOIS MITTERRAND.

Mise en position de mission d'un conseiller d'Etat en service détaché auprès du ministère de la France d'outre-mer.

Par arrêté en date du 29 novembre 1956, M. Hoffherr (René), conseiller d'Etat, en service détaché auprès du ministère de la France d'outre-mer, placé dans la position de mission en France pour une période de trois mois, à compter du 13 août 1956, par arrêté du 3 août 1956, est maintenu dans la même position pour une période de trois mois, à compter du 13 novembre 1956.

Agriculture.

Par arrêté du 3 décembre 1956, M. Tran Van Nhieu, ingénieur de 2e classe, 3e échelon, d'agriculture de la France d'outre-mer, en service détaché auprès du Gouvernement du Viet-Nam, est réintégré dans son cadre, pour compter du 26 janvier 1956.

M. Tran Van Nhieu, ingénieur de 2e classe, 3e échelon, d'agriculture de la France d'outre-mer, est placé, sur sa demande, dans la position de détachement auprès du ministre des affaires étrangères (relations avec les Etats associés) en vue d'occuper un emploi d'expert au service des dommages de guerre de l'Indochine.

Ce détachement, consenti pour une durée maximum de cinq ans, prend effet le 26 janvier 1956.

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES

TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE

Affectation définitive au ministère des affaires sociales (secrétariat d'Etat au travail et à la sécurité sociale) d'immeubles situés à Nantes.

Par arrêté du 21 novembre 1956, est affecté, à titre définitif, au ministère des affaires sociales, secrétariat d'Etat au travail et à la sécurité sociale (direction de la main-d'œuvre), en vue de l'agrandissement de deux centres de formation professionnelle des adultes du bâtiment et des métaux, un ensemble immobilier bâti et non bâti, d'une superficie totale de 3.255 mètres carrés, dépendant de l'ex-centre mobilisateur du génie et situé à Nantes (Loire-Inférieure), à l'angle du chemin du Petit-Saint-Joseph et de la rue Paul-Bert, tel au surplus que cet ensemble figure en jaune sur le plan annexé au présent arrêté.

Modification de l'arrêté du 27 août 1956 fixant le montant des cotisations d'assurances sociales à verser par les chauffeurs de taxis assurés volontaires.

Le ministre des affaires sociales, le ministre des affaires économiques et financières, le secrétaire d'Etat au budget et le secrétaire d'Etat au travail et à la sécurité sociale,

Vu la loi n° 56-659 du 6 juillet 1956 sur l'assurance vieillesse des chauffeurs de taxis, notamment les articles 3 et 4;

Vu l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles, notamment les articles 1er et 4;

Vu l'arrêté du 21 mars 1949 fixant le montant des cotisations d'assurances sociales à verser par les assurés volontaires;

Vu l'arrêté du 27 août 1956 fixant le montant des cotisations d'assurances sociales à verser par les chauffeurs de taxis assurés volontaires,

Arrêtent:

Art. 1er. — Les dispositions des articles 1er et 2 de l'arrêté susvisé du 27 août 1956 sont modifiées ainsi qu'il suit:

« *Art.* 1er. — Les chauffeurs de taxis propriétaires de leur voiture, affiliés dans les conditions prévues par la loi du 6 juillet 1956 au régime de l'assurance volontaire instituée par l'ordonnance du 19 octobre 1945, versent les cotisations en fonction des risques pour lesquels ils sont assurés, telles qu'elles sont fixées par l'arrêté du 21 mars 1949:

« *a*) Pour la troisième classe en ce qui concerne les chauffeurs de taxis qui exercent leur profession à Paris;

« *b*) Pour la deuxième classe en ce qui concerne les chauffeurs de taxis qui exercent leur profession en province.

« *Art.* 2. — Le montant des cotisations d'assurance vieillesse que doivent verser les chauffeurs de taxis propriétaires de leur voiture qui désirent bénéficier des dispositions de l'article 3 de la loi du 6 juillet 1956 est fixé à:

« En ce qui concerne les chauffeurs de taxis visés en *a* de l'article 1er:

« 7.700 F par trimestre pour la période du 1er juillet 1952 au 30 septembre 1955 inclus;

« 8.900 F par trimestre pour la période du 1er octobre 1955 au 30 juin 1956 inclus;

« En ce qui concerne les chauffeurs de taxis visés en *b* de l'article 1er:

« 5.150 F par trimestre pour la période du 1er juillet 1952 au 30 septembre 1955 inclus;

« 5.950 F par trimestre pour la période du 1er octobre 1955 au 30 juin 1956 inclus ».

Art. 2. — Le directeur général de la sécurité sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 décembre 1956.

Le ministre des affaires sociales,
ALBERT GAZIER.

Pour le ministre des affaires économiques et financières
et par délégation:
Le directeur du cabinet,
PHILIPPE HUET.

Le secrétaire d'Etat au travail et à la sécurité sociale,
JEAN MINJOZ.

Le secrétaire d'Etat au budget,
JEAN FILIPPI.

Caisses de retraites et institutions de prévoyance.

Par arrêté du 6 décembre 1956, ont été approuvés les statuts et règlement intérieur modifiés de la caisse de retraite du personnel de la société Desmarais frères, 42, rue des Mathurins, Paris (8e), autorisée à fonctionner dans les conditions prévues aux articles 43 à 58 du règlement d'administration publique du 8 juin 1946 modifié et qui prend le nom de Caisse de retraite du personnel des sociétés Desmarais.

Commission nationale d'appel des conflits d'affiliation aux caisses d'allocation vieillesse des non-salariés.

Par arrêté du secrétaire d'Etat au travail et à la sécurité sociale en date du 5 décembre 1956, a été nommé membre suppléant de la commission nationale d'appel des conflits d'affiliation, en qualité de représentant du régime d'assurance vieillesse des professions libérales, M. Bather, en remplacement de M. Proust, démissionnaire.

Conseil supérieur de la sécurité sociale.

Par arrêté du 6 décembre 1956, l'arrêté du 25 septembre 1956 est complété comme suit:

Représentants élus des caisses régionales de sécurité sociale.

Représentants des personnes qualifiées:

M. Gatinel, administrateur de la caisse régionale de sécurité sociale de Paris.

M. Aubry, administrateur de la caisse régionale de sécurité sociale de Nancy.

M. Schott, administrateur de la caisse régionale de sécurité sociale de Strasbourg.

Administration centrale.

Par arrêté du 7 novembre 1956, M. Beauvais (Jacques), secrétaire d'administration, a été détaché en qualité d'inspecteur stagiaire des directions régionales de la sécurité sociale pour une période d'un an, du 4 août 1955 au 3 août 1956 inclus.

SANTE PUBLIQUE ET POPULATION

Budget additionnel de l'institut national d'hygiène pour l'exercice 1956.

Par arrêté interministériel en date du 30 novembre 1956, le budget additionnel de l'institut national d'hygiène, pour l'exercice 1956, est arrêté en recettes et en dépenses, en ce qui concerne l'école nationale de la santé publique, à la somme de 5.983.259 F.

Homologation de prototypes d'appareils de correction auditive.

Le secrétaire d'Etat à la santé publique et à la population,

Vu l'arrêté interministériel du 10 juin 1955 relatif aux dispositions concernant les éléments et les caractéristiques de fabrication des appareils électroniques correcteurs de la surdité applicables pour les collectivités publiques et les administrations hospitalières métropolitaines, d'outre-mer, civiles et militaires;

Vu l'avis de la commission nationale consultative d'agrément siégeant auprès du ministère des anciens combattants et victimes de guerre;

Vu l'avis de la commission interministérielle de normalisation du matériel médico-chirurgical et électro-chirurgical,

Arrête:

Art. 1er. — Il est procédé à l'homologation, sous les numéros ci-après, des prototypes d'appareils ci-dessous désignés dont les caractéristiques techniques répondent aux conditions déterminées par l'article 2 de l'arrêté interministériel du 10 juin 1955 précité:

CONSTRUCTEURS ou importateurs.	DESIGNATION de l'appareil.	TYPE de l'appareil.	NUMERO d'homologation.
Société Philips, 50, avenue Montaigne, Paris.	Appareil Philips, K. L. 5.600.	Appareil à transistors.	63 - 56
Société Ecapel, 10, passage Puebla, Paris.	Appareil Optitone, type N.	Appareil à lampes.	64 - 56
Société Audipha, 26, rue de la Cerisaie, Paris.	Appareil Oticon, type Jewel.	Appareil à lampes.	65 - 56
Etablissements Lejeune, Seitz et Ameline, 35, rue de Clichy, Paris.	Appareil Amplivox, type A. V.	Appareil à transistors.	66 - 56
Société Adson, 32, rue Mogador, Paris.	Appareil Adson T. A. 2.	Appareil à transistors.	67 - 56

Art. 2. — Le chef du service central de la pharmacie est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 décembre 1956.

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
Le chef du service central de la pharmacie,
J. VOLCKRINGER.

Commission permanente du Codex.

Par arrêté du 6 décembre 1956:

M. J. Volckringer, chef du service central de la pharmacie, est nommé secrétaire général de la commission permanente du Codex, en remplacement de M. Charles Vallie.

M. R. Saunié est nommé secrétaire technique adjoint de la commission permanente du Codex, en remplacement de M. J. Volckringer.

M. Henri David est nommé membre titulaire de la commission permanente du Codex, en remplacement de M. Lantenois.

MM. J. Volckringer, R. Saunié et H. David sont nommés pour une période expirant le 21 juin 1957.

Inspection de la santé.

Par arrêté en date du 4 décembre 1956, M. le docteur Saddier, médecin inspecteur principal de la santé de la Haute-Vienne, est affecté, en la même qualité, dans le département de l'Aube où il exercera les fonctions de directeur départemental de la santé.

Par arrêté en date du 4 décembre 1956, Mme le docteur Sadoul-Mas, médecin inspecteur de la santé de la Haute-Vienne, est affectée en la même qualité en Seine-et-Marne.

Sanatoriums publics.

Par arrêté en date du 29 novembre 1956, M. le docteur Poliak, médecin directeur du sanatorium de Pontells (Gard), est nommé, dans l'intérêt du service, médecin directeur du sanatorium de Pouancé (Maine-et-Loire), en remplacement de M. le docteur Joly, en congé de longue durée.

Par arrêté en date du 4 décembre 1956, M. le docteur Dglon (Bernard), médecin adjoint au sanatorium « Les Génévriers », à Villers-le-Lac (Doubs), est nommé, dans l'intérêt du service, médecin adjoint au sanatorium de Pierrefeu (Var), à compter du 1er janvier 1957 (poste créé).

Services antituberculeux.

Par arrêté en date du 4 décembre 1956, M. le docteur Bozonnet, médecin adjoint au sanatorium de la Guiche (Saône-et-Loire), est mis, dans l'intérêt du service, à la disposition du préfet de la Loire en vue d'exercer les fonctions de médecin à temps complet des dispensaires antituberculeux de son département, y compris les séances de vaccination par le B. C. G.

MINISTRE RESIDANT EN ALGERIE

Décret n° 56-1261 du 11 décembre 1956 relatif à l'institution des commissions administratives provisoires dans les départements algériens.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre résidant en Algérie et du secrétaire d'Etat à l'intérieur, chargé des affaires algériennes;

Vu la loi du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie;

Vu le décret du 23 septembre 1875 sur les conseils généraux d'Algérie, ensemble les textes qui l'ont complété et modifié;

Vu la loi n° 54-900 du 11 septembre 1954 tendant à établir la parité au sein des conseils généraux des départements algériens entre la représentation du premier collège et celle du second collège;

Vu la loi n° 56-258 du 16 mars 1956 autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre en Algérie un programme d'expansion économique, de progrès social et de réforme administrative, et l'habilitant à prendre toutes mesures exceptionnelles en vue du rétablissement de l'ordre, de la protection des personnes et des biens et de la sauvegarde du territoire, notamment son article 1er;

Vu la loi n° 55-1082 du 7 août 1955 et le décret n° 56-641 du 28 juin 1956 portant réorganisation territoriale de l'Algérie;

Vu les décrets nos 56-575 et 56-576 du 14 juin 1956 pris en application de la loi susvisée du 7 août 1955 relative à la création du département de Bône;

Le conseil d'Etat entendu;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Dans les douze départements d'Algérie dont la composition territoriale a été fixée par le décret du 28 juin 1956, le gouverneur général de l'Algérie pourra, par arrêté, instituer des commissions administratives provisoires.

Ces commissions exerceront la plénitude des attributions conflées aux conseils généraux d'Algérie par le décret du 23 septembre 1875 et les textes qui l'ont complété et modifié. Elles cesseront leurs fonctions lorsque les conseils généraux des départements intéressés auront été constitués.

Art. 2. — L'arrêté instituant chacune des commissions administratives fixera sa composition et désignera ses membres, avec parité de représentation pour le premier et le second collège.

Les conseillers généraux en exercice dans les anciens départements d'Alger, d'Oran et de Constantine seront membres de droit des commissions administratives.

En cas de partage de leur circonscription entre deux départements, ils exerceront leur droit d'option conformément aux dispositions du décret n° 55-285 du 4 mars 1955 et du décret n° 56-575 du 14 juin 1956;

Art. 3. — La commission administrative se réunira en session ordinaire et en session extraordinaire dans les conditions fixées pour les conseils généraux d'Algérie, par le décret du 23 septembre 1875 et les textes subséquents.

Art. 4. — La commission administrative élira son président et son bureau.

Art. 5. — Des arrêtés du gouverneur général de l'Algérie détermineront, en tant que de besoin, les modalités d'application du présent décret, notamment en ce qui concerne l'adaptation des dispositions du décret du 23 septembre 1875 au fonctionnement des commissions administratives.

Art. 6. — Le ministre résidant en Algérie et le secrétaire d'Etat à l'intérieur, chargé des affaires algériennes, sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Journal officiel* de l'Algérie.

Fait à Paris, le 11 décembre 1956.

GUY MOLLET.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre résidant en Algérie,
ROBERT LACOSTE.

Le secrétaire d'Etat à l'intérieur, chargé des affaires algériennes,
MARCEL CHAMPEIX.

Décret n° 56-1262 du 11 décembre 1956 modifiant le décret n° 56-274 du 17 mars 1956 relatif aux mesures exceptionnelles tendant au rétablissement de l'ordre, à la protection des personnes et des biens et à la sauvegarde du territoire de l'Algérie.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre résidant en Algérie et du secrétaire d'Etat à l'intérieur, chargé des affaires algériennes,

Vu la loi n° 56-258 du 16 mars 1956 autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre en Algérie un programme d'expansion économique, de progrès social et de réforme administrative et l'habilitant à prendre toutes mesures exceptionnelles en vue du rétablissement de l'ordre, de la protection des personnes et des biens et de la sauvegarde du territoire, et notamment son article 5;

Vu le décret n° 56-274 du 17 mars 1956 relatif aux mesures exceptionnelles tendant au rétablissement de l'ordre, à la protection des personnes et des biens et à la sauvegarde du territoire de l'Algérie,

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Les articles 8 et 9 du décret n° 56-274 du 17 mars 1956 sont modifiés ainsi qu'il suit:

« *Art.* 8. — Lorsque les circonstances interdiront la désignation ou le fonctionnement normal d'une assemblée locale, il pourra être institué une commission administrative ou une délégation spéciale, qui exercera sans limitation de durée la plénitude des attributions conférées à l'assemblée locale à laquelle elle se substitue.

« Dans les communes où il sera procédé à l'institution d'une délégation spéciale, le président de celle-ci, ou à son défaut le vice-président, remplira les fonctions de maire.

« Ces dispositions s'appliquent aux commissions administratives ou délégations spéciales instituées en vertu des textes en vigueur.

« *Art.* 9. — Lorsqu'il sera impossible de constituer une délégation spéciale, les pouvoirs dévolus à celle-ci et à son président par l'article 8 précédent pourront, à titre provisoire, être conférés par le gouverneur général à un délégué spécial. »

Art. 2. — Le ministre résidant en Algérie et le secrétaire d'Etat à l'intérieur, chargé des affaires algériennes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Journal officiel* de l'Algérie.

Fait à Paris, le 11 décembre 1956.

GUY MOLLET.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre résidant en Algérie,
ROBERT LACOSTE.

Le secrétaire d'Etat à l'intérieur, chargé des affaires algériennes,
MARCEL CHAMPEIX.

Décret n° 56-1263 du 11 décembre 1956 tendant à établir une procédure exceptionnelle de formation des listes électorales dans les communes instituées en application du décret n° 56-642 du 28 juin 1956 portant transformation des communes mixtes d'Algérie en communes régies par la loi du 5 avril 1884.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre résidant en Algérie et du secrétaire d'Etat à l'intérieur, chargé des affaires algériennes,

Vu la loi n° 56-258 du 16 mars 1956 autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre en Algérie un programme d'expansion économique, de progrès social et de réforme administrative et l'habilitant à prendre toutes mesures exceptionnelles en vue du rétablissement de l'ordre, de la protection des personnes et des biens et de la sauvegarde du territoire, notamment son article 1er;

Vu le décret n° 56-274 du 17 mars 1956 relatif aux mesures exceptionnelles tendant au rétablissement de l'ordre, à la protection des personnes et des biens et à la sauvegarde du territoire de l'Algérie, notamment son article 8 complété par le décret n° 56-1262 du 11 décembre 1956;

Vu la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale;

Vu le décret n° 56-642 du 28 juin 1956 portant transformation des communes mixtes d'Algérie en communes régies par la loi du 5 avril 1884;

Vu le décret organique du 2 février 1852 pour l'élection des députés du corps législatif:

Vu le décret réglementaire du 2 février 1852 relatif au même objet;
Vu la loi du 7 juillet 1874 relative à l'électorat municipal;
Le conseil d'Etat entendu,
Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — L'article 6 du décret n° 56-642 du 28 juin 1956 est complété ainsi qu'il suit:

« Dans chacune des communes créées en application du décret susvisé n° 56-642 du 28 juin 1956, une commission administrative, dont la composition sera définie par arrêté du préfet du département intéressé, sera instituée en vue de procéder à la formation des listes électorales.

« Les opérations de cette commission, qui pourront avoir lieu à toute époque de l'année, respecteront les formes et délais prévus par le décret réglementaire du 2 février 1852 pour l'élection du corps législatif et les textes qui l'ont complété ou modifié.

« Lorsqu'une délégation spéciale aura été instituée en application de l'article 8 modifié du décret n° 56-274 du 17 mars 1956, elle sera compétente pour procéder à cette opération.

« La présidence des bureaux de vote sera assurée par le président et les membres de la commission administrative et, en cas d'empêchement, par un électeur désigné par le président de ladite commission. »

Art. 2. — Le ministre résidant en Algérie et le secrétaire d'Etat à l'intérieur, chargé des affaires algériennes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Journal officiel* de l'Algérie.

Fait à Paris, le 11 décembre 1956. GUY MOLLET.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre résidant en Algérie,
ROBERT LACOSTE.

Le secrétaire d'Etat à l'intérieur, chargé des affaires algériennes,
MARCEL CHAMPEIX.

Décret n° 56-1264 du 11 décembre 1956 portant dissolution des conseils municipaux des communes de plein exercice d'Algérie.

Le président du conseil des ministres,
Sur le rapport du ministre résidant en Algérie et du secrétaire d'Etat à l'intérieur, chargé des affaires algériennes,
Vu la loi n° 56-258 du 16 mars 1956, autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre en Algérie un programme d'expansion économique, de progrès social et de réforme administrative et l'habilitant à prendre toutes mesures exceptionnelles en vue du rétablissement de l'ordre, de la protection des personnes et des biens, et de la sauvegarde du territoire, notamment son article 5;
Le conseil des ministres entendu,

Décrète.

Art. 1er. — Les conseils municipaux des communes de plein exercice d'Algérie sont dissous.

Art. 2. — La date des élections des nouveaux conseils municipaux sera fixée par arrêté du ministre résidant en Algérie.

Art. 3. — Jusqu'à l'installation des nouveaux conseils municipaux, il sera institué dans ces communes des délégations spéciales ou des délégués spéciaux régis par les articles 8 et 9 du décret n° 56-274 du 17 mars 1956 modifié par le décret n° 56-1262 du 11 décembre 1956.

Art. 4. — En attendant la mise en place des délégations spéciales ou des délégués spéciaux, qui devra être achevée au plus tard deux mois avant les premières opérations électorales se déroulant en Algérie, les conseils municipaux dissous continueront à exercer provisoirement leurs fonctions.

Art. 5. — Le ministre résidant en Algérie et le secrétaire d'Etat à l'intérieur, chargé des affaires algériennes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Journal officiel* de l'Algérie.

Fait à Paris, le 11 décembre 1956. GUY MOLLET.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre résidant en Algérie,
ROBERT LACOSTE.

Le secrétaire d'Etat à l'intérieur, chargé des affaires algériennes,
MARCEL CHAMPEIX.

EMPLOIS RESERVES

NOMINATIONS

Ministère de la justice.

Par arrêté du 6 décembre 1956, M. Piquemal (Gilbert) est, par application de la législation sur les emplois réservés, nommé agent de service de 2e catégorie stagiaire (1er échelon) à la cour d'appel de Toulouse.

Ministère des affaires économiques et financières.

Par arrêté en date du 30 novembre 1956, ont été nommés receveurs-buralistes de 1re classe, en application des dispositions du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, les candidats désignés ci-après:

MM. Bernard (Fernand), à Esbarres (Côte-d'Or).
Nakam (Mardochée), à Vienne « Nord » (Isère).
Bertrand (Joseph), à Terrenoire (Loire).
Flouret (Pierre), à Gacé (Orne).
Charton (Henri), à Fougerolles « Eglise » (Haute-Saône).
Cousin (René), à Aignan (Gers).
Le Hir (Joseph), à la Guerche-de-Bretagne (Ille-et-Vilaine).
Cheyrol (Pierre), à Montlouis (Indre-et-Loire).
Euzen (Pierre), à Guer (Morbihan).
Peron (François), à Ploërmel (Morbihan).

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLEE NATIONALE

Ordre du jour du jeudi 13 décembre 1956.

A quinze heures. — 1re SÉANCE PUBLIQUE

Discussion: I. du projet de loi (n° 2762) créant une organisation commune des régions sahariennes; II. des propositions de loi: 1° (n° 1068) de M. Pelat et plusieurs de ses collègues tendant à proclamer le Sahara « Territoire national »; 2° (n° 1131) de M. Pierre July et plusieurs de ses collègues tendant à ériger l'ensemble de la zone saharienne, centrale et désertique, en un groupe de trois départements français à statut spécial, distinct des territoires limitrophes (Algérie, A. O. F., A. E. F.) et nommé « Afrique saharienne française »; 3° (n° 1198) de MM Fourcade, Louvel et Pascal Arrighi tendant à proclamer le Sahara français « Territoire national »; 4° (n° 1627) de M. Laborbe et plusieurs de ses collègues tendant à proclamer le Sahara « Territoire national ». (Nos 3507-3520-3526. — M. Hénault, rapporteur.)

A vingt et une heures. — 2e SÉANCE PUBLIQUE

Suite de la discussion inscrite à l'ordre du jour de la première séance:

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le jeudi 13 décembre 1956.

N° 3250. — Rapport de M. Eugène Pebellier, au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi, adoptée par le Conseil de la République, tendant à assurer la protection de l'appellation « tapioca ».

N° 3298. — Rapport de Mme Gabriel Péri, au nom de la commission des pensions, sur la proposition de loi tendant à majorer l'allocation mensuelle prévue par l'article 44 de la loi du 8 août 1950 en faveur de certaines veuves non remariées.

N° 3307. — Proposition de résolution de M. Quinson tendant à inviter le Gouvernement à accorder certains avantages pécuniaires aux officiers de réserve ayant accompli un certain nombre d'années de services actifs (renvoyée à la commission de la défense nationale).

N° 3308. — Proposition de loi de M. Quinson tendant à faire bénéficier l'épouse d'un vieux travailleur retraité du droit à un voyage aller et retour par an au tarif des congés payés (renvoyée à la commission des moyens de communication).

N° 3327. — Proposition de loi de M. Rolland tendant à modifier l'article 3 du décret du 15 septembre 1953 fixant les conditions d'application de la loi du 9 avril 1953 portant relèvement des taux de majoration de certaines rentes viagères et extension du régime des majorations (renvoyée à la commission des pensions).

N° 3360. — Rapport de M. Barthélemy, au nom de la commission des moyens de communication, sur la proposition de loi tendant à faire prendre en compte pour la retraite les services effectués dans les compagnies Radio-France et Câbles sud-américains par le personnel intégré dans l'administration des postes, télégraphes et téléphones, en vertu des dispositions de l'article 2 de la loi du 21 décembre 1953.

N° 3369. — Proposition de loi de M. Fauchon tendant à modifier l'article 501 du code général des impôts relatif au régime des boissons (renvoyée à la commission des finances).

N° 3372. — Proposition de loi de M. Schaff tendant à prévoir en faveur des sinistrés âgés d'au moins soixante-dix ans un remboursement anticipé des titres qui leur ont été remis en payement de leur indemnité d'éviction, dans les conditions prévues à l'article 1er de la loi du 26 août 1948 (renvoyée à la commission de la reconstruction).

N° 3389. — Proposition de résolution de M. Védrines tendant à inviter le Gouvernement à remettre d'urgence en exploitation les puits de mine qui ont été fermés mais qui n'ont pas été démantelés (renvoyée à la commission de la production industrielle).

N° 3396. — Proposition de résolution de M. Bartolini tendant à inviter le Gouvernement à attribuer aux ouvriers et ouvrières des arsenaux et établissements de l'Etat une prime de fin d'année uniforme de 20.000 F (renvoyée à la commission de la défense nationale).

N° 3401. — Proposition de loi de M. Viatte tendant à modifier l'article 3 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicables aux assurés des professions non agricoles et l'article 2 de la loi du 30 octobre 1946 sur la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles (renvoyée à la commission du travail).

N° 3415. — Proposition de loi de M. Blondeau tendant à exonérer du prélèvement sur les loyers certains propriétaires d'immeubles âgés de plus de soixante-cinq ans et non assujettis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques (renvoyée à la commission des finances).

N° 3436. — Rapport d'information de M. Robert Bichet, au nom de la commission de la production industrielle, à la suite d'une mission d'information effectuée par une délégation de cette commission en U. R. S. S. (25 août - 17 septembre 1956).

N° 3450. — Proposition de résolution de M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvernement à accorder une attribution d'essence à tout acheteur d'un véhicule automobile (renvoyée à la commission de la production industrielle).

N° 3458 (1). — Rapport de M. Jean Charlot, au nom de la commission de comptabilité, concernant: 1° le règlement définitif des comptes de l'Assemblée nationale, de l'Assemblée de l'Union française et du Conseil économique pour l'exercice 1954; 2° la fixation des dépenses de l'Assemblée nationale et de l'Assemblée de l'Union française pour l'exercice 1957.

N° 3462. — Proposition de résolution de M. Dronne tendant à inviter le Gouvernement à reporter le point de départ de l'application de la taxe sur les véhicules automobiles à compter de la date à laquelle les restrictions de carburants et les limitations de circulation seront supprimées (renvoyée à la commission des moyens de communication).

N° 3519. — Proposition de loi de M. Titeux tendant à instituer un régime d'indemnisation des travailleurs qui subissent des arrêts de travail (renvoyée à la commission du travail).

N° 3520. — Avis de M. Pascal Arrighi, au nom de la commission de l'intérieur, sur le projet et les propositions de loi créant une organisation commune des régions sahariennes.

N° 3526. — Avis de M. Evrard, au nom de la commission de la production industrielle, sur le projet et les propositions de loi créant une organisation commune des régions sahariennes.

(1) Tirage restreint.

Commission des affaires étrangères.

Séance du mercredi 12 décembre 1956.

Présents. — MM. Bouhey (Jean), Chauvet, Devinat, Dronne, Duprat (Gérard), Lapie (Pierre-Olivier), Marin (Fernand), Mayer (Daniel), Menthon (de), Moch (Jules), Mondon (Moselle), Moustier (de), Naegelen (Marcel-Edmond), Pourtalet, Réoyo, Schneiter, Vassor.

Excusés. — MM. Félix Gouin, Jacquinot.

Suppléants. — MM. Teulé (de M. Le Pen), Alfred Coste-Floret (de M. Maurice Schumann).

Commission de l'agriculture.

Séance du mercredi 12 décembre 1956.

Présents. — MM. Babet (Raphaël), Baurens, Besson (Robert), Boscary-Monsservin, Bricout, Charpentier, Davoust, Fourvel, Guillou (Pierre), Jacquet (Michel), Lalle, Le Caroff, Lefranc (Raymond) (Aisne), Lucas, Lux, Martin (Gilbert) (Eure), Maton, Méhaignerie, Morève, Nisse, Pelleray, Rincent, Sagnol, Sesmaisons (de), Thoral, Vahé.

Excusé. — M. Antoine Guitton.

Suppléants. — MM. Jegoret (de M. Thuel), Jean Lainé (de M. Laborbe), Lespiau (de M. Lambert), Marius Cartier (de M. Waldeck Rochet), Renard (de M. Ruffe), Cherrier (de M. Tricart), Louis Dupont (de M. Védrines).

Commission des boissons.

Séance du mercredi 12 décembre 1956.

Présents. — MM. Baurens, Bégouin (André) (Charente-Maritime), Castera, Coste-Floret (Paul), Lux, Mariat (René), Pagès, Quinson, Mme Roca, MM. Ruf (Joannès), Tourné, Trémouilhe.

Excusés. — MM. Conte, Coulnaud, Laborbe, Sourbet, Toubanc.

Commission de la défense nationale.

Séance du mercredi 12 décembre 1956.

Présents. — MM. Arnal (Frank), Auban (Achille), Bayrou, Billat, Chevigné (Pierre de), Christiaens, Diat (Jean), Dupraz (Joannès), Ferrand (Pierre) (Creuse), Gaillemin, Girardot, Malleret-Joinville, Margueritte (Charles), Montalat, Montel (André), Montel (Pierre) (Rhône), Paul (Gabriel), Pranchère, Scheider, Triboulet, Villon (Pierre).

Excusés. — MM. Berrang, Clostermann, Démarquet, Kœnig, Le Pen.

Suppléants. — MM. Mariat (de M. Bartolini), Michel Jacquet (de M. Crouzier), Tubach (de M. Hippolyte Ducos), Defrance (de M. Robert Manceau), Jegarel (de M. André-François Mercier), Pinvidic (de M. Plantevin), Pelissou (de Mme Prin), Lux (de M. Senghor).

Assistait en outre à la séance. — M. Henault, rapporteur de la commission des territoires d'outre-mer.

Commission de l'éducation nationale.

Séance du mercredi 12 décembre 1956.

Présents. — MM. Baudry d'Asson (de), Binot, Bouloux, Bourgeois, Cassagne, Delachenal, Desouches, Mlle Dienesch, MM. Doutrellot, Ducos, Kelita (Mamadou), Kir, Mme Lempereur, MM. Léotard (de), Le Strat, Mlle Marzin, MM. Monnier, Pierrard, Prisset, Raingeard, Révillon (Tony), Rey, Rincent, Mlle Rumeau, MM. Tamarelle, Tourtaud, Vayron, Viallet, Viatte.

Suppléants. — Mme Reynaud (de M. d'Astier de La Vigerie), MM. Soulié (de M. Bonnaire), Dufour (de M. Boutavant), Delabre (de M. Marcel Cartier), Péron (de M. Cogniot), Mérigonde (de M. Deixonne), Barel (de M. Garaudy), Lenormand (de Mme Grappe), Vignard (de M. Maga), Pirot de M. Perche), Gautier (de M. Thamier), Guy Petit (de M. Thébault), Thiriet (de M. Trémolet de Villers), Jégorel (de M. Tubach), Lainé (de M. Varvier).

Commission de la famille, de la population et de la santé publique.

Séance du mercredi 12 décembre 1956.

Présents. — MM. Arbogast, Bouloux, Cayeux (Jean), Chatelain, Coirre, Mme Duvernois, MM. Ferrand (Pierre) (Creuse), Guillou, Mazuez (Pierre-Fernand), Mora, Pinvidic, Prisset, Mme Rabaté, M. Regaudie, Mmes Reyraud, Roca, MM. Roclore, Salvetat, Sauer, Savard.

Excusés. — MM. Barrot, Béné, Cupfer, Guislain, Lacaze, Villard.

Suppléant. — M. de Léotard (de M. Corniglion-Molinier).

Assistait également à la séance. — M. Parrot, auteur d'une opposition.

Commission des finances.

Séance du mercredi 12 décembre 1956.

Présents. — MM. Bonnefous (Edouard), Brusset (Max), Caillavet Cartier (Marius), Charles (Pierre), Colin (André), David (Marcel), Dorey, François-Benard, Frédéric-Dupont, Gozard (Gilles), Icher, Jean-Moreau, Julian (Gaston), Lamps, Leenhardt (Francis), Louvel, Meunier (Pierre), Paumier, Pelat, Privat, Ramette, Reynaud (Paul), de Tinguy, Tourtaud.

Suppléants. — MM. Barbot, Hénault, Larue (Tony), Marrane.

Commission de l'intérieur.

Séance du mercredi 12 décembre 1956.

Présents. — MM. Arrighi (Pascal), Barbot (Marcel), Brocas, Cartier (Gilbert) (Seine-et-Oise), Cayeux (Jean), Chauvet, Durroux, Isorni, Le Floch, Lenormand (André) (Calvados), Lipkowski (Jean de), Mariat (René), Marrane, Mérigonde, Merle, Penven, Priou, Provo, Quinson, Rey, Roclore, Seitlinger, Vignard.

Suppléants. — MM. Tubach (de M. Conombo), Lussy (de M. Gagnaire).

Commission de la justice et de législation.

Séance du mercredi 12 décembre 1956.

Présents. — MM. Berthommier, Bourbon, Cherrier, Crouan, Cupfer, Davoust, Dejean, Denis (Alphonse), Faure (Edgar) (Jura), Gautier (André), Hugues (Emile), Isorni, Lacaze (Henri), Lefranc (Jean) (Pas-de-Calais), Mailhe, Marin (Fernand), Maton, Michel, Mignot, Naudet, Nicolas (Maurice) (Seine), Perón (Yves), Pianta, Mme Rabaté, MM. Reynès, Rolland, Salliard du Rivault, Seitlinger, Triboulet, Véry (Emmanuel), Vigier, Wasmer.

Suppléants. — MM. Raingeard (de M. Alliot), Morève (de M. Bruelle), Mme Francine Lefebvre (de M. Douala), MM. Pierre Ferrand (de M. Dreyfus-Schmidt), Arbogast (de M. Halbout), Masse (de M. Juvenal), Durroux (de M. Le Bail), François-Benard (de M. Lisette), Eugène Montel (de M. Mbida), Mazuez (de M. Ninine), Pirot (de M. Plaisance), Margueritte (de M. Sissoko).

Dans sa séance du mercredi 12 décembre 1956, la commission de la justice et de législation a élu M. Cupfer président, en remplacement de M. de Moro-Giafferri.

Commission de la production industrielle et de l'énergie.

Séance du mercredi 12 décembre 1956.

Présents. — MM. Bailliencourt (de), Bichet (Robert), Brard, Cassagne, Catoire, Charlot (Jean), Cevigné (Pierre-de), Deixonne, Delabre, Engel, Evrard, Helluin, Gautier-Chaumet, Gosset, Larue (Raymond) (Vienne), Mancey (André), Martel (Henri), Maurice-Bokanowski, Michel, Montel (Eugène) (Haute-Garonne), Pelissou, Petit (Guy), Pinvidic, Roucaute (Gabriel) (Gard), Ruf (Joannès), Thibault (Edouard) (Gard).

Excusés. — MM. Coutant, Ramel.

Commission des territoires d'outre-mer.

Séance du mercredi 12 décembre 1956.

Présents. — MM. Alduy, Apithy, Buron, Cheikh (Said Mohamed), Coquel, Cordilloi, Cuicci, Devinat, Fourcade (Jacques), Hamon (Marcel), Hénault, Laurens (Camille), Liante, Malbrant, Manceau (Robert) (Sarthe), Raingeard, Senghor, Sidi-el-Mokhtar.

Excusé. — M. Sanglier.

Suppléants. — MM. Lainé (de M. Antier), Helluin (de M. Demarquet), Dia (de M. Douala), Billat (de M. Marcel Hamon).

Convocations de commissions.

La commission de la famille, de la population et de la santé publique se réunira le vendredi 14 décembre 1956, à neuf heures trente (local de la commission n° 249):

Suite de l'examen en deuxième lecture du projet de loi (n° 2469), modifié par le Conseil de la République, portant organisation du laboratoire national de la santé publique et modification de la législation pharmaceutique.

Additif à l'ordre du jour de la réunion que tiendra la commission des moyens de communication et du tourisme le jeudi 13 décembre 1956, à dix heures (local de la commission n° 211):

III *bis.* — Demande de discussion d'urgence pour la proposition de loi (n° 3518) de M. Triboulet tendant à faire bénéficier les étudiants des facultés et grandes écoles de Paris d'une réduction de 50 p. 100 sur les transports de la région parisienne.

Additif à l'ordre du jour de la réunion que tiendra la commission du travail et de la sécurité sociale le vendredi 14 décembre 1956, à neuf heures quarante-cinq (local de la commission n° 255):

I *bis.* — Nomination du rapporteur et éventuellement rapport sur la proposition de loi (n° 3519) de M. Titeux (indemnisation du chômage partiel).

Convocation de la conférence des présidents.

La conférence constituée conformément à l'article 34 du règlement (vice-présidents de l'Assemblée, présidents des commissions et présidents des groupes de quatorze membres au moins) est convoquée par M. le président pour le vendredi 14 décembre 1956, à onze heures quinze, dans les salons de la présidence.

Réunions de commissions du jeudi 13 décembre 1956.

Commission des affaires économiques, à dix heures. — Local n° 263.

Commission des immunités parlementaires, à dix heures. — Local n° 230.

Commission des moyens de communication et du tourisme, à dix heures. — Local n° 211.

Commission des pensions, à dix heures. — Local n° 266.

Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions, à dix heures. — Local n° 249.

Sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte, à dix heures. — Local de la commission des finances.

CONSEIL DE LA REPUBLIQUE

Ordre du jour du jeudi 13 décembre 1956.

A seize heures. — SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion du projet de loi relatif à l'exercice des fonctions du ministère public près les cours d'appel de Basse-Terre, de Fort-de-France et de Saint-Denis. (N°s 5 et 150, session de 1956-1957. — M. Lodéon, rapporteur de la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale).

2. — Discussion du projet de loi, fixant le ressort des justices de paix des départements d'outre-mer. (N°s 75 et 151, session de 1956-1957. — M. Lodéon, rapporteur de la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale).

Documents mis en distribution le jeudi 13 décembre 1956.

N° 106. — Rapport d'enquête de MM. Lachèvre, Cerneau, Gondjout et Jacques Debû-Bridel sur la situation économique en Côte française des Somalis.

N° 143. — Rapport d'information fait au nom de la commission de la production industrielle par M. Bousch et plusieurs de ses collègues à la suite d'une mission en U. R. S. S.

N° 152. — Proposition de résolution de M. Jean Bertaud concernant l'application des décrets de dissolution des conseils municipaux et généraux d'Algérie.

N° 154. — Rapport de M. Radius sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'article L. 319 *bis* du code des pensions militaires.

N° 155. — Rapport de M. Hassan Gouled sur sa proposition de résolution relative à l'Assemblée représentative de la Côte française des Somalis.

N° 156. — Rapport de M. Haïdara Mahamane sur la proposition de résolution de M. Hassan Gouled tendant à inviter le Gouvernement à prendre en charge, pour 1956, la milice de la Côte française des Somalis.

Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales.

Séance du mercredi 12 décembre 1956.

Présents. — MM. Louis André, Philippe d'Argenlieu, Brégégère, Charles Durand, Enjalbert, Jacques Gadoin, Rochereau, Sempé, Ulrici, François Valentin, de Villoutreys.

Suppléant. — Mme Marie-Hélène Cardot.

Excusés. — MM. Clerc, Marcel Lemaire, Méric, Naveau, François Patenôtre, Schiaffino.

Commission de l'agriculture.

Séance du mercredi 12 décembre 1956.

Présents. — MM. Bataille, Georges Boulanger, Brégégère, Brettes, Capelle, Claudius Delorme, Jean Doussot, Driant, Durieux, Bénigne Fournier, Hoeffel, Houdet, Edmond Jollit, Jean Lacaze, Le Bot, Mathey, Monsarrat, Naveau, de Pontbriand, Primet, de Raincourt, Restat, Suran.

Suppléants. — MM. Aguesse, Blondelle, Henri Cordier, Cuif, Nayrou, François Patenôtre, Perdereau.

Excusés. — MM. de Bardonnèche, Kœssler, Le Léannec, Jules Pinsard.

Commission de la défense nationale.

Séance du mercredi 12 décembre 1956.

Présents. — MM. Augarde, Henri Barré, le général Béthouart, Marcel Boulangé, Julien Brunhes, Pousson, Kalb, de Lachomette, de Montullé, Plales, Raymond Pinchard, Rotinat, Marcel Rupied.

Suppléants. — MM. Alric, François Valentin.

Excusés. — MM. de Maupeou, Pisani, Séguin.

Commission des finances.

2e séance du mardi 11 décembre 1956.

Présents. — MM. Armengaud, Jean Berthoin, Bousch, André Boutemy, Chapalain, Coudé du Foresto, Jacques Debû-Bridel, Filion, Pousson, Georges Laffargue, Litaise, Pauly, Pellenc, Peschaud, Georges Portmann, Primet, Alex Roubert, Jean-Louis Tinaud, Maurice Walker.

Excusés. — MM. Courrière, Masteau.

Suppléant. — M. Monichon.

Assistaient, en outre, à la séance. — Mme Cardot (au titre de la commission des pensions), M. Razac (au titre de la commission de la France d'outre-mer).

Séance du mercredi 12 décembre 1956.

Présents. — MM. Alric, Armengaud, Jean Berthoin, Bousch, Chapalain, Coudé du Foresto, Pousson, Pellenc, Peschaud, Primet, Alex Roubert, Jean-Louis Tinaud.

Excusés. — MM. Courrière, Masteau.

Suppléants. — MM. Monichon, Raybaud.

Commission de la France d'outre-mer.

Séance du mercredi 12 décembre 1956.

Présents. — MM. Boisrond, Cerneau, Claireaux, Léon David, Durand-Réville, Mahamane Haïdara, de Lachomette, Quenum-Possy-Berry, Razac, François Schleiter, Symphor.

Excusés. — MM. Paul Béchard, Jules Castellani, Chamaulte, Courroy, Josse, Longuet, M'Bodje, Motais de Narbonne, Arouna N'Joya, Plait, Raymond Susset.

Suppléants. — MM. Florisson, Hassan Gouled, Ohlen.

Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale.

Séance du mercredi 12 décembre 1956.

Présents. — MM. Gaston Charlet, Delalande, Jean Geoffroy, Kalb, Marcel Molle, Namy, Péridier, Georges Pernot, Henry Torrès, Joseph Yvon.

Suppléants. — MM. Lodéon, Marius Moutet.

Excusés. — MM. Jozeau-Marigné, Rabouin, Reynouard, Schwartz.

Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les affaires d'Indochine.

Séance du mercredi 12 décembre 1956.

Présents. — MM. Henri Barré, Brizard, Durand-Réville, Léo Hamon, Portmann.

Excusés. — MM. Michelet, Motais de Narbonne, Marius Moutet.

Suppléants. — Mme Devaud, MM. Le Gros, Valentin.

Commission de la comptabilité.

Séance du mercredi 12 décembre 1956.

Présents. — MM. Brizard, Delorme, Jacques Gadoin, Le Sassier-Boisauné, François Ruin.

Excusé. — M. Liot.

Convocation de commission.

La commission des finances se réunira le jeudi 13 décembre 1956, à onze heures trente (local de la commission).

Projet de loi de finances (n° 2951 A. N. 3e législature) : articles additionnels. — Audition de M. le ministre de l'industrie et du commerce.

Réunions de commissions du jeudi 13 décembre 1956.

Commission des affaires étrangères, local n° 201. — Quinze heures quarante-cinq.

Commission des boissons, local n° 214. — Dix heures quarante-cinq.

Commission des finances, local n° 131. — Onze heures trente.

Commission de l'intérieur, local n° 221. — Dix heures.

Commission des moyens de communication, local n° 202. — Dix heures quinze.

Commission de la presse, local n° 201. — Dix heures.

Commission de la production industrielle, local n° 271. — Dix heures.

INFORMATIONS

RELATIVES

A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

Ordre du jour du jeudi 13 décembre 1956.

A quinze heures. — SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion de la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le décret du 3 décembre 1956 portant réorganisation de Madagascar. (Nos 137, 148 et 159, session 1956-1957, M. Chiarasini, rapporteur; avis de la commission des affaires financières, M. Pierre Cornet, rapporteur; avis de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales, M. Boisdon, rapporteur.)

2. — Discussion: 1° de la proposition de MM. Laurin, Georges Oudard, Foccart, Louis Delmas et des membres du groupe du rassemblement du peuple français, tendant à inviter le Gouvernement à réformer l'organisation des gouvernements généraux et des Grands Conseils d'Afrique occidentale française et d'Afrique équatoriale française et celle des territoires qui en dépendent, pour dispenser à ces derniers l'autonomie administrative et financière à laquelle se trouvent subordonnés leur évolution et leur développement économiques. (Nos 350, année 1951, 57, session 1956-1957, Mme Lefaucheux, rapporteur; avis de la commission des affaires financières, M. Cazelles, rapporteur);

2° De la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le décret du 3 décembre 1956 portant réorganisation de l'Afrique occidentale française et de l'Afrique équatoriale française. (Nos 136, 148 et 158, session 1956-1957, Mme Lefaucheux, rapporteur; avis de la commission des affaires financières, M. Pierre Cornet, rapporteur; avis de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales, M. Boisdon, rapporteur.)

3. — Discussion de la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le décret du 3 décembre 1956 retirant le caractère obligatoire à certaines dépenses à la charge des budgets des groupes de territoires et des territoires d'outre-mer ainsi que des provinces de Madagascar. (Nos 144, 148 et 169, session 1956-1957, M. Marcel Leger, rapporteur; avis de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales, M. Alfred Bour, rapporteur; avis de la commission de politique générale, Mme Lefaucheux, rapporteur.)

4. — Discussion de la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le décret n° 56-1227 du 3 décembre 1956 portant définition des services de l'Etat dans les territoires d'outre-mer et énumération des cadres de l'Etat. (Nos 145, 148 et 165, session 1956-1957, M. Troisgros, rapporteur; avis de la commission des affaires financières, M. Antonini, rapporteur; avis de la commission de politique générale, Mme Lefaucheux, rapporteur.)

5. — Discussion de la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le décret n° 56-1228 du 3 décembre 1956 relatif à l'organisation des services publics civils dans les territoires d'outre-mer. (Nos 146, 148 et 168, session 1956-1957, M. Troisgros, rapporteur; avis de la commission des affaires financières, M. Antonini, rapporteur; avis de la commission de politique générale, Mme Lefaucheux, rapporteur.)

6. — Discussion de la demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Liante et plusieurs de ses collègues, députés, tendant à abroger les modifications apportées aux articles 209, 211, 212, 214, 215, 216, 217, 218 et 218 *bis* du code du travail dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer par le décret n° 55-567 du 20 mai 1955. (Nos 328, session 1955-1956, 155, session 1956-1957, M. Bégarra, rapporteur.)

Affaires financières.

Séance du mercredi 12 décembre 1956.

Présents: MM. Antonini, Chiarasini, Cornet, David-Darnac, Mme Lefaucheux, MM. Reverbori, Schleiter, Schmitt (Robert). *Suppléants:* M. Antonini de M. Avinin, M. Chiarasini de M. Léger, M. Cornet de M. Frédet, Mme Lefaucheux de M. Dumas, M. Reverbori de M. Cazelles, M. Schleiter de M. Gay.

Excusé: M. Peretti.

Affaires sociales.

Séance du mercredi 12 décembre 1956.

Présents: MM. Bégarra, Boiteau, Deroux, Dumas, Mme Eboué-Tell, M. Frédet, Mlle Le Ber, MM. Sarr (Ibrahima), Sicé, Theetten. *Suppléants:* M. Bégarra de Mme Marroux, M. Boiteau de M. Thévenin, Mme Eboué-Tell de M. Dubois, M. Frédet de M. Burkhardt, Mlle Le Ber de M. La Gravière, M. Sicé de M. Kamil.

Excusés: MM. Bégat, Bernier, Guirandou, N'Diaye.

Législation, justice, affaires administratives et domaniales

1re *séance du mercredi 12 décembre 1956.*

Présents: MM. Boisdon, Bour (Alfred), Charles-Cros, Cheikh Sidya, Duval, Fadda, Habib-Deloncle, Junillon, Mlle Lafon, MM. Morel, Pialoux, Troisgros. *Suppléants:* M. Charles-Cros de M. Belabed, M. Duval de M. Lakhdari, M. de Gouyon de M. Léger, Mlle Lafon de M. Mignot, M. Habib-Deloncle de M. Natali, M. Cheikh Sydia de M. Razafindrakoto.

Excusé: M. Antonini.

2e *séance du mercredi 12 décembre 1956.*

Présents: MM. Boisdon, Bour (Alfred), Charles-Cros, Cheikh Sidya, Duval, Fadda, Habib-Deloncle, Junillon, Lakhdari, Pialoux, Troisgros. *Suppléants:* M. Charles-Cros de M. Belabed, M. Duval de M. Diallo, M. Fadda de M. Léger, M. Cheikh Sydia de M. Natali, M. Troisgros de M. Morel, M. Habib-Deloncle de M. Razafindrakoto.

3e *séance du mercredi 12 décembre 1956.*

Présents: MM. Bour (Alfred), Duval, Fadda, Habib-Deloncle, Junillon, Lakhdari, Laurent-Eynac, Pialoux, Troisgros. *Suppléants:* M. Lakhdari de M. Belabed, M. A. Bour de M. Boisdon, M. Duval de M. Diallo, M. Troisgros de M. Léger, M. Pialoux de M. Morel, M. Habib-Deloncle de M. Razafindrakoto, M. Laurent-Eynac de M. Ribera.

Plan, équipement et communications.

Séance du mercredi 12 décembre 1956.

Présents: MM. Castex, Déde, Deroux, Duval, Fleury, Isautier, Jacobson, Olleon, Rogue. *Suppléants:* M. Castex de M. Monnet (Georges), M. Déde de M. Marquet, M. Duval de M. Junillon, M. Jacobson de M. Iba Zizen, M. Deroux de M. Guillabert.

Excusés: MM. Dusseaux (Roger), Bernier, Ramus.

Politique générale.

Séance du mercredi 12 décembre 1956.

Présents: MM. André (Max), Baudouin, Boisdon, Cazelles, Bougenot, Charles-Cros, Chiarasini, Hazoumé, Laurin, Mme Lefaucheux, MM. Pialoux, Roulleaux-Dugage. *Suppléants:* M. Cheick Sidic de M. Frey, M. Sarr Ibrahimi de M. Ahidjo, M. Habib-Deloncle de M. Razafindrakoto, M. Laurin de M. Delmas, M. Beaudouin de M. Michelet, M. Cazelles de M. Guirandou N'Diaye, M. Charles-Cros de M. Rosenfeld.

Relations extérieures.

Séance du mercredi 12 décembre 1956.

Présents: MM. Beaudouin, Bazé (William), Bidet (André), Coquart, Daber, Dardelle, Guy, Habib-Deloncle, Héline, Jacobson, Jacquier, Lakhdari, Laurent-Eynac, Meullec, Oudard, Riond (Georges), Vignes. *Suppléants:* M. le général Sicé de M. Benon, M. Lakhdari de M. Gorse, M. Jacobson de Mme Lefaucheux, M. Héline de M. le général Legentilhomme, M. Vignes de M. Letourneau, M. Dardelle de M. Roy, M. Raphaël-Leygues de M. Omer Sarraut, M. Jacquier de M. Schneider, M. Roger Levy de M. René Schmitt.

Convocations de commissions.

La commission des affaires financières se réunira le vendredi 14 décembre 1956, à quinze heures (local n° C 18), palais de l'Union française:

I. — Suite de l'examen des décrets pris en application de la loi n° 56-619 du 23 juin 1956 autorisant le Gouvernement à mettre en œuvres les réformes et à prendre les mesures propres à assurer l'évolution des territoires relevant du ministre de la France d'outre-mer.

II. — Questions diverses.

La commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales se réunira le jeudi 13 décembre 1956, à dix heures (local n° C 16):

I. — Nomination d'un rapporteur pour la demande d'avis n° 147 (session 1956-1957) sur le décret n° 56-1229 du 3 décembre 1956 portant réorganisation et décentralisation des postes et télécommunications d'outre-mer. — Discussion de la demande d'avis.

II. — Suite de l'examen des rapports pour avis sur les décrets pris en application de la loi-cadre du 23 juin 1956. — Rapporteur: M. Habib-Deloncle.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET FINANCIÈRES

LOTERIE NATIONALE

Le tirage de la quarante-quatrième tranche de la loterie nationale 1956 a eu lieu à Paris, salle Pleyel, le 12 décembre 1956, à vingt heures trente.

Dans tous les groupes,

les billets dont le numéro se termine par :

6	gagnent.....	2.000 F.
4	—	2.000 F.
78	—	4.000 F.
35	—	4.000 F.
24	—	4.000 F.
77	—	4.000 F.
12	—	4.000 F.
289	—	20.000 F.
571	—	20.000 F.
112	—	20.000 F.
194	—	20.000 F.
0.362	—	50.000 F.
0.066	—	50.000 F.
4.522	—	50.000 F.
3.243	—	50.000 F.
2.126	—	50.000 F.
3.734	—	50.000 F.
3.365	—	100.000 F.
4.220	—	100.000 F.
5.601	—	100.000 F.
5.376	—	100.000 F.

Dans tous les groupes,

les billets portant le numéro :

35.431	gagnent.....	200.000 F.
66.933	—	200.000 F.
03.430	—	200.000 F.
92.709	—	200.000 F.
00.806	—	200.000 F.
31.929	—	200.000 F.
33.225	—	200.000 F.
09.040	—	200.000 F.
77.717	—	200.000 F.
53.307	—	200.000 F.
43.678	—	200.000 F.
11.941	—	200.000 F.
02.669	—	200.000 F.
34.195	—	200.000 F.
98.193	—	200.000 F.
00.846	—	300.000 F.
58.197	—	300.000 F.
89.255	—	300.000 F.
54.512	—	300.000 F.
50.814	—	300.000 F.
79.259	—	600.000 F.
97.096	—	600.000 F.
64.157	—	600.000 F.
86.247	—	600.000 F.
15.796	—	600.000 F.
80.065	—	1.000.000 F.
53.454	—	1.000.000 F.
89.570	—	1.000.000 F.
32.973	—	1.000.000 F.
49.180	—	1.000.000 F.

Le billet portant le numéro :

67.078 gagne 5.000.000 F dans le groupe **4** et 500.000 F dans les groupes **1, 2, 3, 5, 6.**
24.989 gagne 10.000.000 F dans le groupe **1** et 1.000.000 F dans les groupes **2, 3, 4, 5, 6.**
84.047 gagne 15.000.000 F dans le groupe **5** et 1.500.000 F dans les groupes **1, 2, 3, 4, 6.**
57.533 gagne 40.000.000 F dans le groupe **4** et 4.000.000 F dans les groupes **1, 2, 3, 5, 6.**

Le prochain tirage aura lieu le 19 décembre 1956, à Paris, à l'Alhambra Music-Hall.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

BILAN AU 31 MARS 1956

ACTIF

			Francs
Caisse			1.502.962.255
Comptes courants.	Dépôts et consignations	56.736.385.279	180.249.451.987
	Caisses d'épargne	24.165.484.242	
	Caisse nationale d'assurances sur la vie	49.662.516	
	Retraites ouvrières	22.016.526	
	Caisse nationale d'épargne	60.979.353.687	
	Assurances sociales	308.324.249	
	Sécurité sociale	37.509.585.488	
	Fonds de développement économique et social (section II)	478.640.000	
Bons du Trésor et valeurs à court terme.	Dépôts et consignations	81.728.639.224	266.163.239.224
	Fonds provenant des sociétés mutualistes	2.804.000.000	
	Fonds de réserve et de garantie des caisses d'épargne	5.800.000.000	
	Fonds provenant des caisses d'épargne	175.755.600.000	
	Epargne-construction	75.000.000	
	Fonds provenant des cotisations de sécurité sociale	»	
Rentes sur l'Etat et valeurs diverses.	Dépôts et consignations	32.975.836.079	233.988.490.295
	Fonds provenant des sociétés mutualistes	5.928.476.563	
	Fonds de réserve et de garantie des caisses d'épargne	11.969.928.243	
	Fonds provenant des caisses d'épargne	183.114.249.416	
Prêts.	Dépôts et consignations	84.678.847.526	574.472.113.230
	Fonds provenant des sociétés mutualistes	297.474.383	
	Fonds de réserve et de garantie des caisses d'épargne	4.278.695.731	
	Fonds provenant des caisses d'épargne	485.217.125.590	
Placements immobiliers (dépôts et consignations)			42.003.241.428
Immeubles de la direction générale et de ses succursales			63.447.534
Correspondants. — Préposés, L/C de règlement			3.181.549.257
Comptes d'ordre.	Opérations restant à constater	20.356.313.385	26.413.353.573
	Avances sur pensions de l'Etat. — Fonds provenant de la Caisse nationale d'épargne	641.811.806	
	C. D. C. ; s/c d'avances provisionnelles	2.700.873.653	
	Divers, L/C débiteurs	2.642.126.036	
	Divers	72.228.693	
Charges			1.627.687.225
Total de l'actif			1.299.755.566.008

Vu et approuvé par la commission de surveillance :
Signé : P. COURANT, P. GABELLE, A. MAZIER, M. FLÉCHET, J. SALTES, M. MANPACHER, P. DUMONT, PH. SURUN.

Vu et vérifié par le membre de la commission, délégué :
Signé : J. PRIEM.

Le directeur général,
Signé : FR. BLOCH-LAINÉ.

Pour copie certifiée conforme :
Le secrétaire général,
Signé : H. DE LÉOBARDY.

PASSIF

			Francs
Consignations			36.635.099.814
Dépôts divers			110.209.560.385
Sociétés mutualistes			10.843.528.852
Fonds de réserve et de garantie des caisses d'épargne			22.439.087.348
Caisses d'épargne ordinaires			870.978.264.242
Fonds de réserve de l'épargne-construction			135.534
Epargne-construction			206.099.066
Sécurité sociale			2.915.187.259
Créditeurs divers.	Caisse nationale d'assurances sur la vie	3.370.863.753	
	Caisse nationale d'assurances sur la vie. — Retraites ouvrières	21.978.930	
	Caisse nationale de crédit aux départements et aux communes (en liquidation)	18.590.446	
	Fonds spéciaux institués par la législation sur les accidents du travail	6.032.026.317	
	Caisse nationale d'assurance en cas d'accidents	15.807.477	
	Fonds de développement économique et social (section II)	478.640.000	
	Caisse des dépôts et consignations d'Alsace et de Lorraine	1.039.398.409	
	Caisse nationale d'épargne	63.678.208.932	
	Fonds spécial de retraites des ouvriers des établissements industriels de l'Etat	7.773.012.521	
	Caisse de retraites de la France d'outre-mer	4.063.825.282	
	Fonds de prévoyance de l'aéronautique	58.383.568	
	Fonds spécial de garantie pour remboursements de prêts aux invalides de guerre	30.634.406	
	Caisses de sécurité sociale	38.388.716.615	
	Caisses d'assurances sociales	212.190.444	
	Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales	9.636.508.113	
	Fonds national de compensation (allocations familiales, loi du 29 juillet 1939)	2.071.009.873	
	Fonds de liquidation de la gestion spéciale des rentes d'accidents du travail des entreprises d'assurances	6.192.698	153.680.178.107
	Fonds communs de majoration des rentes viagères et pensions (lois des 2 août 1949 et 24 mai 1951)	8.921.636.093	
	Subventions allouées aux organismes d'habitations à loyer modéré (art. 30, loi du 8 mars 1949)	»	
	Bonifications d'intérêts pour les sommes provenant d'emprunts émis par les organismes d'habitations à loyer modéré (art. 30, loi du 8 mars 1949)	865.071	
	Fonds spécial institué par l'article 46 de la loi du 5 juillet 1952	»	
	Fonds commun de l'allocation logement (art. 102, loi du 1er septembre 1948)	1.196.693.189	
	Fonds de retraites par répartition des institutions affiliées au G. I. R. R. A. C. D. C.	245.247.247	
	Fonds de gestion des emprunts unifiés des collectivités locales	107.016.135	
	Divers, L/C d'intérêts échus et exigibles	1.516.994.319	
	Remboursements sur prêts et avances effectués pour le compte de l'Etat	713.531.087	
	Prélèvements divers pour le payement d'impôts	4.472.389	
	Produits attribués au Trésor	4.000.000.000	
	Produits de la déchéance trentenaire	65.710.854	
	Divers, L/C d'avances restituables (immeubles)	11.933.939	
	Provisions pour couverture de risques résultant de l'application de l'ordonnance du 31 avril 1945	»	
Correspondants. — Préposés, L/C de règlement			27.710.184.943
Comptes d'ordre et divers.	Opérations restant à constater	20.792.524.878	
	Caisse nationale d'épargne, s/c d'avances sur pensions de l'Etat	641.811.806	
	Intérêts des bons du Trésor afférents à la deuxième année d'échéance:		
	Dépôts et consignations	1.223.615.618	
	Fonds provenant des sociétés mutualistes	97.945.312	
	Fonds de réserve et de garantie des caisses d'épargne	181.796.875	26.472.407.072
	Fonds provenant des caisses d'épargne	2.797.714.844	
	Recouvrements sur placements effectués par le fonds commun de travail des caisses d'assurances sociales (décret du 15 mai 1934)	67.575.735	
	Divers	669.422.004	
Comptes de réserve.	Réserve pour fluctuation des cours	20.104.643.162	
	Réserve provisionnelle	2.213.814.454	
	Réserve immobilière	63.447.534	
	Fonds d'amortissement des immeubles de placement	477.594.768	26.588.099.618
	Réserve spéciale pour opérations de crédit à moyen terme	3.300.000.000	
	Fonds de subventions	398.600.000	
Produits.	Dépôts et consignations	3.016.658.033	
	Fonds provenant des sociétés mutualistes	70.788.621	
	Fonds de réserve et de garantie des caisses d'épargne	122.758.121	
	Fonds provenant des caisses d'épargne	7.867.068.837	11.077.733.768
	Fonds provenant des cotisations de sécurité sociale	»	
	Fonds de réserve de l'épargne-construction	»	
	Fond provenant de l'épargne-construction	460.156	
Total du passif			1.299.755.566.008

BULLETIN DES RECETTES DE LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

PUBLICATION DES RECETTES

I. — Evaluation des recettes de la quarante-septième semaine (du 17 au 23 novembre 1956). (En milliers de francs.)

NATURE DU TRAFIC	1956 — Recettes évaluées.	1955 — Recettes comptables	DIFFÉRENCE EN FAVEUR DE 1956		DIFFÉRENCE EN FAVEUR DE 1955	
			En valeur absolue.	Pourcentage	En valeur absolue.	Pourcentage
1	2	3	4	5	6	7
Voyageurs	1.917.810	1.667.242	250.568	15	»	»
Bagages	28.710	26.701	2.009	7,5	»	»
Colis dont le poids ne dépasse pas 50 kg..	399.860	368.576	31.284	8,5	»	»
Marchandises (détail et wagons)	6.339.270	6.104.100	235.170	3,9	»	»
Total des recettes de la Société nationale des chemins de fer français	8.685.650	8.166.619	519.031	6,4	»	»

II. — Evaluation des recettes au 23 novembre 1956.

NATURE DU TRAFIC	RECETTES comptables du 1er janvier au 30 septembre 1956.	RECETTES évaluées du 1er octobre au 23 novembre 1956.	TOTAL des recettes du 1er janvier au 23 novembre 1956.	RECETTES comptables du 1er janvier au 23 novembre 1955.	DIFFÉRENCE EN FAVEUR DE 1956		DIFFÉRENCE EN FAVEUR DE 1955	
					En valeur absolue	Pourcentage.	En valeur absolue.	Pourcentage.
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Voyageurs	97.587.621	15.633.640	113.221.261	107.626.326	5.594.935	5,2	»	»
Bagages	1.713.404	275.990	1.989.394	2.001.998	»	»	12.604	0,6
Colis dont le poids ne dépasse pas 50 kg..	12.442.121	3.113.170	15.555.291	14.338.831	1.216.460	8,5	»	»
Marchandises (détail et wagons)	211.295.736	47.868.800	259.164.536	242.944.980	16.219.556	6,7	»	»
Total des recettes de la Société nationale des chemins de fer français	323.038.882	66.891.600	389.930.482	366.912.135	23.018.347	6,3	»	»

Imprimerie, 31, quai Voltaire, Paris (7e). — *Le Préfet, Directeur des Journaux officiels:* JEAN-PAUL MARTIN.

COTE DES CHANGES

VERSEMENT TÉLÉGRAPHIQUE

Derniers cours cotés en Bourse.	Pays.	Devise.	Parité	Cours limites pratiqués par la Banque de France.	Cours extrêmes cotés à la Bourse du 12 décembre 1956	Derniers cours cotés en Bourse.	Pays.	Devise.	Parité	Cours limites pratiqués par la Banque de France.	Cours extrêmes cotés à la Bourse du 12 décembre 1956
350 ..	Etats-Unis	1 $ U.S.A.	350 (1)	....	350	4033 ..	Norvège	100 c. n.	4900 ..	4863 50 4937 ..	4936 .. ..
364 53	Canada	1 $ Can.	.... ..	....	364 15 364 ..	9243 50	Pays-Bas	100 fl.	9210 52	9141 60 9279 60	9246 .. 9245 ..
462 90	Côte Fse Somalis	100 F Djib.	464 0727	....	462	6805 50	Suède	100 c. s.	6768 625	6715 .. 6816 50	6807 .. ..
2800 ..	Mexique	100 pes.	2800 ..	....	....	8028 ..	Suisse	100 f. s.	8008 98	7944 .. 8064 ..	8030 .. ..
8396 ..	Allemagne occid.	100 D Mk	8333 33	8271 .. 8396 ..	8396 .. 8395 50	4356 25	Autriche	100 sch.	4346 15	4336 65 4356 25	4356 25 .... ..
702 35	Belgique	100 F b.	700 ..	694 75 705 25	702 10 702 ..	1097 ..	Egypte	1 liv. ég.	1086 94	....	....
5077 50	Danemark	100 c. d.	5057 22	5029 25 5105 25	5080	1226 50	Portugal	100 esc.	1217 80	1208 25 1226 50	1226 50 .... ..
983 10	Gde-Bretagne	1 liv. st.	980 ..	972 65 987 35	983 95 983 80	4897 50	Tchécoslovaquie.	100 kcs.	4864 11	4824 80 4897 80	4897 50 .... ..
86 03	Italie	100 lire.	86 008	85 50 86 45	86 055 86 045	117 40	Yougoslavie	100 din.	116 666	115 70 117 60	....

Zone C. F. A.	100 F C. F. A.	200	Etats associés du Cambodge, du Laos et du Viet-Nam 100 piastres 1000
Zone C. F. P.	100 F C. F. P.	858	

(1) Cours de référence défini par l'avis n° 421 de l'office des changes.

ANNONCES

LES ANNONCES SONT REÇUES A L'AGENCE HAVAS, 62, RUE DE RICHELIEU, PARIS
Compte chèque postal 1.014.00, Paris,
ET DANS SES SUCCURSALES DES DEPARTEMENTS

L'Administration et les fermiers déclinent toute responsabilité quant à la teneur des annonces.

TIRAGES FINANCIERS

ETABLISSEMENTS DUCELLIER

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 1.140.000.000 DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL : 23, RUE ALEXANDRE-DUMAS, PARIS
Registre du commerce : Seine 54-B 5809.

Obligations de 500 F 5 0/0 1932.

LISTE NUMERIQUE

1° Des 2.676 obligations sorties au quatorzième tirage au sort du 2 novembre 1956, formant la totalité des titres à amortir au 1er janvier 1957. Ces obligations seront remboursables à 500 F ;

2° Des obligations sorties aux tirages précédents et non encore présentées au remboursement.

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
21	57	243	57	527	56
31	57	246	57	532	57
34	57	247	57	535	57
37	57	252	57	561	57
55	57	255	52	563	57
60	57	276	56	564	57
70	57	283	56	573	57
77	54	284	56	576	57
78	55	291	57	586	57
79	57	292	57	597	57
86	57	299	57	602	57
88	57	302	53	604	57
89	57	303	52	610	57
100	57	306	57	618	57
111	57	314	57	619	57
113	57	315	56	630	57
116	57	319	57	635	57
126	57	325	57	636	57
138	57	328	57	643	56
143	57	333	57	650	57
145	55	342	57	655	57
147	56	370	57	662	57
148	56	374	55	663	57
150	57	376	57	667	56
154	44	377	57	670	57
157	57	380	57	673	56
160	48	387	57	677	57
161	56	395	57	694	57
162	55	414	56	706	57
163	48	415	56	712	57
164	57	417	56	727	57
165	56	422	57	733	57
166	55	426	57	734	57
167	50	434	57	735	56
168	51	437	55	757	56
169	55	438	54	776	57
171	57	440	57	782	57
172	53	444	57	784	57
173	50	456	57	789	57
174	51	462	57	794	56
176	57	464	57	795	57
177	50	480	55	805	57
178	51	485	57	806	57
179	48	486	57	811	57
190	57	491	57	819	56
219	52	493	56	831	56
229	57	513	57	843	57
235	57	515	57	856	56
236	57	520	57	857	57
861	56	1.418	56	2.009	57
880	56	1.420	47	2.015	57
886	56	1.430	57	2.023	57
897	53	1.457	55	2.033	55
900	56	1.461	57	2.036	47
901	56	1.476	57	2.038	55
912	57	1.480	57	2.039	51
913	54	1.482	57	2.040	50
918	57	1.484	57	2.041	51
920	57	1.488	57	2.047	57
922	57	1.489	57	2.069	57
948	57	1.497	57	2.070	56
950	57	1.514	57	2.072	54
957	57	1.521	57	2.073	56
967	57	1.523	57	2.074	55
971	57	1.528	57	2.079	57
981	57	1.531	56	2.083	57
984	57	1.535	57	2.096	57
991	57	1.537	56	2.097	57
1.000	56	1.544	57	2.100	57
1.040	57	1.545	57	2.109	57
1.050	57	1.557	57	2.117	57
1.057	56	1.584	57	2.122	57
1.067	53	1.585	57	2.125	50
1.081	57	1.593	53	2.126	43
1.085	56	1.599	56	2.127	56
1.097	57	1.600	53	2.128	55
1.104	57	1.604	57	2.129	45
1.113	57	1.606	57	2.130	56
1.116	56	1.607	50	2.131	54
1.117	54	1.611	57	2.132	52
1.122	57	1.617	57	2.133	56
1.139	57	1.619	54	2.134	53
1.144	57	1.621	53	2.144	57
1.159	57	1.622	46	2.148	57
1.167	56	1.626	43	2.153	56
1.168	57	1.627	50	2.158	57
1.171	57	1.628	50	2.160	57
1.181	57	1.629	55	2.171	57
1.192	57	1.639	57	2.174	57
1.201	57	1.667	57	2.177	57
1.202	57	1.674	57	2.191	55
1.205	57	1.679	55	2.192	56
1.218	56	1.683	57	2.202	56
1.222	57	1.703	57	2.205	56
1.224	57	1.720	57	2.210	56
1.235	57	1.722	56	2.213	56
1.240	57	1.725	52	2.216	57
1.244	57	1.728	57	2.230	57
1.245	56	1.738	57	2.269	56
1.246	57	1.760	57	2.280	56
1.264	57	1.770	55	2.282	54
1.280	57	1.772	57	2.284	54
1.287	47	1.777	55	2.287	57
1.291	57	1.781	57	2.301	57
1.295	57	1.802	56	2.302	57
1.309	57	1.805	55	2.317	57
1.333	54	1.823	57	2.318	57
1.340	57	1.825	57	2.326	57
1.344	56	1.830	56	2.336	56
1.349	56	1.863	57	2.337	56
1.374	57	1.880	56	2.338	57
1.380	56	1.892	56	2.340	56
1.385	57	1.916	56	2.350	57
1.398	57	1.927	57	2.354	57
1.399	57	1.950	57	2.358	56
1.411	56	1.966	56	2.365	55
1.412	53	1.975	56	2.369	54
1.413	47	1.977	56	2.371	57
1.414	47	1.982	56	2.380	57
1.416	56	1.984	56	2.389	57
1.417	55	2.000	57	2.405	57

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
2.414	56	3.076	57	3.685	57	4.308	56	4.999	57	5.471	43
2.416	56	3.079	57	3.690	57	4.309	57	5.001	57	5.483	52
2.453	54	3.080	57	3.702	57	4.311	54	5.003	57	5.503	57
2.456	57	3.088	56	3.704	57	4.312	56	5.007	57	5.504	56
2.462	57	3.093	56	3.731	56	4.314	57	5.022	57	5.507	57
2.467	57	3.094	57	3.761	57	4.315	56	5.025	56	5.508	55
2.470	57	3.110	57	3.768	56	4.327	57	5.032	54	5.517	57
2.474	57	3.112	57	3.770	57	4.337	57	5.033	54	5.518	57
2.476	57	3.113	57	3.773	56	4.339	57	5.035	57	5.528	57
2.479	57	3.121	57	3.776	57	4.357	46	5.046	56	5.529	56
2.480	56	3.132	56	3.790	55	4.369	56	5.053	57	5.533	56
2.481	57	3.133	57	3.792	56	4.370	54	5.057	56	5.540	56
2.482	55	3.134	57	3.795	53	4.383	51	5.062	57	5.550	56
2.483	55	3.139	56	3.797	57	4.399	57	5.079	48	5.551	56
2.490	57	3.150	57	3.819	53	4.404	57	5.080	44	5.552	56
2.493	57	3.153	57	3.835	56	4.403	55	5.081	54	5.564	56
2.495	57	3.175	56	3.837	56	4.409	56	5.082	53	5.570	57
2.503	56	3.181	57	3.844	57	4.415	57	5.083	45	5.576	56
2.515	56	3.184	55	3.850	57	4.429	57	5.084	57	5.590	55
2.530	57	3.185	55	3.863	57	4.441	57	5.085	57	5.596	53
2.534	46	3.187	57	3.870	56	4.445	57	5.086	54	5.605	57
2.535	56	3.188	57	3.873	57	4.458	57	5.087	45	5.606	57
2.536	52	3.195	55	3.881	57	4.461	57	5.088	48	5.638	57
2.537	47	3.219	57	3.885	57	4.463	55	5.089	56	5.656	56
2.553	55	3.232	57	3.892	46	4.466	57	5.090	52	5.662	57
2.566	50	3.235	57	3.893	50	4.469	57	5.091	43	5.663	56
2.571	57	3.239	57	3.894	52	4.472	47	5.092	53	5.667	57
2.572	56	3.249	57	3.895	53	4.477	57	5.093	47	5.670	57
2.574	57	3.259	56	3.896	48	4.481	57	5.094	43	5.671	57
2.577	57	3.269	56	3.903	57	4.485	57	5.095	50	5.673	54
2.580	56	3.270	55	3.907	57	4.491	56	5.096	56	5.675	55
2.589	57	3.273	55	3.912	57	4.493	57	5.097	47	5.684	52
2.598	57	3.296	57	3.925	55	4.497	57	5.098	52	5.686	57
2.599	57	3.298	56	3.926	57	4.506	57	5.111	57	5.691	56
2.606	55	3.306	56	3.929	57	4.520	54	5.116	57	5.700	57
2.625	57	3.323	57	3.932	54	4.524	54	5.151	57	5.701	57
2.630	57	3.351	57	3.933	57	4.534	57	5.152	56	5.702	57
2.652	56	3.353	57	3.934	56	4.545	57	5.153	57	5.717	57
2.655	56	3.361	57	3.945	50	4.553	57	5.156	57	5.744	56
2.665	57	3.363	52	3.956	57	4.557	57	5.167	53	5.748	56
2.669	57	3.366	57	3.959	56	4.560	57	5.169	56	5.751	55
2.678	57	3.369	57	3.961	57	4.565	57	5.176	57	5.753	56
2.683	57	3.386	57	3.966	55	4.583	57	5.177	57	5.754	54
2.706	57	3.406	57	3.967	56	4.591	56	5.180	57	5.755	53
2.714	57	3.430	57	3.982	57	4.593	56	5.189	57	5.756	43
2.717	57	3.437	57	3.985	57	4.619	54	5.198	56	5.757	57
2.728	57	3.446	54	4.010	57	4.624	57	5.208	57	5.766	56
2.729	57	3.448	55	4.014	57	4.643	57	5.210	56	5.768	57
2.740	57	3.460	57	4.033	56	4.655	44	5.238	57	5.777	57
2.747	56	3.462	57	4.036	57	4.656	50	5.245	51	5.784	52
2.762	57	3.466	57	4.048	57	4.657	46	5.258	57	5.789	55
2.778	57	3.470	57	4.058	57	4.667	56	5.259	57	5.790	55
2.782	57	3.475	57	4.060	55	4.668	54	5.260	56	5.823	55
2.783	57	3.476	56	4.062	53	4.670	53	5.264	57	5.824	56
2.800	56	3.487	57	4.063	53	4.671	53	5.266	57	5.827	57
2.802	56	3.492	56	4.064	56	4.684	56	5.267	57	5.829	54
2.815	57	3.510	52	4.067	57	4.699	57	5.282	56	5.832	54
2.816	56	3.512	52	4.074	57	4.700	56	5.284	56	5.834	57
2.836	57	3.513	56	4.103	57	4.731	57	5.290	55	5.835	57
2.841	57	3.514	57	4.112	56	4.732	54	5.294	55	5.836	57
2.842	57	3.516	52	4.113	55	4.733	57	5.302	57	5.837	54
2.849	57	3.519	57	4.123	57	4.750	57	5.324	57	5.842	57
2.854	57	3.520	56	4.167	57	4.774	55	5.329	57	5.847	57
2.858	56	3.523	56	4.170	56	4.778	57	5.335	57	5.868	55
2.859	57	3.527	57	4.176	57	4.790	57	5.337	43	5.870	57
2.860	56	3.532	55	4.180	57	4.791	57	5.338	46	5.871	55
2.864	57	3.534	56	4.184	57	4.802	57	5.352	57	5.874	57
2.890	57	3.542	57	4.186	57	4.803	57	5.353	43	5.875	57
2.908	57	3.546	57	4.199	57	4.804	54	5.354	44	5.887	57
2.909	57	3.549	56	4.205	57	4.806	56	5.355	45	5.890	56
2.917	56	3.557	50	4.214	56	4.815	57	5.356	43	5.893	57
2.922	57	3.561	57	4.215	57	4.816	55	5.357	46	5.894	56
2.955	56	3.564	55	4.220	56	4.835	56	5.358	57	5.895	55
2.959	57	3.565	56	4.231	55	4.837	57	5.369	57	5.899	57
2.960	56	3.576	57	4.235	56	4.850	47	5.370	57	5.904	57
2.966	56	3.583	57	4.237	56	4.854	57	5.372	53	5.907	57
2.971	57	3.596	57	4.240	56	4.858	57	5.373	57	5.911	57
2.975	54	3.613	55	4.251	55	4.860	57	5.386	55	5.916	57
2.977	57	3.615	56	4.256	56	4.864	57	5.388	55	5.917	57
2.982	56	3.623	56	4.258	53	4.872	57	5.390	56	5.920	55
2.983	57	3.627	56	4.261	54	4.900	57	5.405	56	5.931	57
2.984	57	3.631	57	4.262	57	4.910	57	5.409	57	5.936	57
2.985	56	3.636	57	4.263	53	4.915	57	5.411	57	5.946	57
2.986	56	3.638	56	4.268	57	4.920	57	5.422	57	5.965	55
2.998	57	3.640	57	4.272	50	4.922	57	5.430	57	5.967	57
3.008	56	3.643	56	4.273	51	4.930	57	5.434	56	5.968	56
3.016	56	3.653	56	4.279	56	4.954	57	5.441	57	5.973	57
3.019	57	3.660	57	4.286	56	4.957	57	5.442	56	5.987	57
3.030	57	3.673	57	4.293	56	4.964	56	5.446	57	5.999	55
3.041	57	3.679	57	4.299	56	4.972	57	5.462	57	6.001	53
3.042	56	3.681	57	4.302	54	4.974	57	5.465	57	6.004	57
3.045	57	3.682	57	4.304	57	4.980	56	5.467	56	6.006	57
3.047	56	3.684	57	4.307	56	4.981	56	5.470	55	6.014	54

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
6.017	57	6.728	56	7.222	57	7.821	57	8.467	56	9.293	57
6.029	57	6.734	57	7.232	57	7.859	57	8.480	56	9.305	57
6.041	57	6.737	57	7.238	57	7.860	57	8.493	57	9.318	51
6.053	57	6.739	57	7.240	56	7.862	55	8.509	57	9.320	52
6.058	57	6.742	56	7.241	56	7.863	47	8.511	55	9.321	57
6.064	57	6.753	57	7.243	57	7.864	57	8.520	56	9.322	56
6.069	57	6.759	45	7.245	57	7.868	54	8.521	56	9.323	50
6.070	56	6.762	57	7.246	57	7.873	57	8.523	45	9.324	56
6.081	57	6.764	56	7.263	57	7.883	57	8.524	55	9.325	57
6.084	57	6.768	54	7.278	57	7.888	57	8.525	55	9.328	57
6.088	54	6.774	56	7.289	57	7.901	57	8.526	50	9.332	56
6.095	57	6.775	54	7.293	57	7.915	51	8.527	44	9.338	57
6.099	57	6.779	51	7.314	54	7.930	56	8.528	56	9.340	57
6.102	54	6.782	52	7.315	57	7.935	57	8.529	56	9.342	57
6.103	56	6.784	56	7.345	57	7.937	57	8.575	57	9.353	53
6.105	57	6.786	57	7.347	54	7.940	57	8.580	57	9.354	56
6.107	56	6.790	45	7.363	50	7.941	57	8.581	56	9.360	54
6.115	56	6.791	50	7.364	56	7.944	57	8.583	56	9.363	56
6.125	56	6.792	56	7.372	57	7.945	57	8.584	57	9.361	56
6.129	57	6.793	50	7.384	57	7.950	57	8.587	57	9.392	57
6.145	57	6.794	48	7.395	57	7.970	57	8.606	56	9.397	57
6.155	57	6.795	45	7.400	57	7.982	55	8.607	55	9.398	57
6.159	57	6.799	56	7.404	57	7.983	53	8.608	56	9.404	57
6.168	57	6.800	57	7.418	57	7.984	56	8.609	53	9.412	55
6.171	57	6.811	57	7.420	57	7.985	52	8.610	57	9.413	52
6.172	56	6.821	56	7.422	57	7.989	57	8.611	56	9.414	56
6.186	57	6.826	57	7.429	57	7.991	57	8.616	57	9.415	52
6.199	56	6.838	57	7.430	57	7.993	56	8.619	57	9.416	56
6.200	57	6.847	57	7.453	57	8.020	57	8.631	52	9.417	44
6.222	57	6.856	57	7.459	56	8.024	57	8.632	56	9.418	51
6.223	55	6.858	57	7.472	52	8.027	57	8.635	56	9.420	54
6.227	57	6.861	55	7.475	57	8.039	57	8.636	55	9.421	46
6.236	56	6.877	57	7.479	55	8.043	57	8.640	56	9.422	55
6.243	56	6.882	57	7.480	57	8.044	57	8.663	57	9.423	52
6.244	56	6.887	57	7.481	54	8.053	55	8.667	57	9.424	52
6.249	57	6.893	56	7.506	57	8.062	57	8.668	52	9.425	46
6.260	57	6.896	57	7.512	57	8.073	57	8.674	56	9.426	44
6.273	52	6.897	57	7.534	57	8.078	57	8.681	56	9.436	57
6.279	57	6.898	55	7.543	57	8.079	57	8.689	56	9.437	54
6.296	47	6.900	56	7.549	56	8.082	56	8.697	57	9.443	57
6.297	46	6.913	57	7.562	57	8.088	56	8.717	56	9.451	57
6.302	57	6.920	57	7.569	57	8.093	55	8.734	57	9.458	57
6.315	57	6.924	57	7.575	57	8.101	56	8.743	57	9.470	54
6.316	56	6.926	56	7.580	57	8.106	57	8.771	57	9.471	54
6.317	57	6.932	55	7.589	57	8.130	57	8.786	57	9.479	54
6.319	55	6.960	57	7.593	57	8.131	55	8.787	57	9.482	50
6.320	57	6.962	57	7.601	57	8.135	56	8.788	57	9.483	52
6.321	57	6.968	56	7.609	56	8.146	55	8.790	57	9.485	57
6.322	53	6.970	56	7.625	56	8.148	56	8.794	57	9.488	53
6.326	56	6.974	57	7.640	57	8.179	56	8.811	57	9.490	52
6.343	57	6.976	56	7.642	57	8.190	57	8.820	57	9.493	51
6.345	57	6.982	57	7.656	48	8.198	57	8.848	57	9.494	54
6.348	55	6.985	55	7.657	53	8.203	57	8.862	57	9.498	53
6.354	56	6.993	56	7.660	57	8.214	56	8.863	57	9.501	57
6.355	56	7.004	57	7.661	53	8.229	57	8.869	57	9.506	56
6.371	57	7.005	54	7.662	54	8.232	57	8.883	57	9.507	56
6.390	57	7.009	54	7.663	57	8.235	57	8.885	57	9.514	57
6.398	56	7.011	52	7.664	57	8.236	48	8.886	57	9.516	56
6.425	57	7.013	54	7.666	54	8.238	55	8.890	57	9.519	57
6.430	56	7.016	56	7.668	57	8.239	56	8.914	57	9.523	56
6.446	55	7.032	57	7.672	50	8.240	55	8.923	57	9.540	57
6.448	54	7.055	56	7.673	51	8.243	57	8.927	57	9.542	57
6.459	57	7.058	57	7.674	57	8.256	56	8.962	57	9.544	56
6.464	57	7.076	56	7.688	57	8.257	56	8.965	57	9.548	56
6.480	57	7.083	43	7.692	55	8.260	57	8.984	57	9.550	57
6.482	57	7.084	54	7.701	56	8.268	57	8.990	57	9.551	56
6.485	57	7.102	56	7.706	56	8.280	57	8.995	57	9.565	56
6.496	51	7.103	51	7.719	57	8.281	57	8.999	57	9.538	55
6.498	57	7.104	56	7.720	55	8.303	57	9.010	57	9.561	57
6.508	57	7.117	57	7.722	55	8.317	57	9.020	57	9.570	57
6.509	57	7.118	56	7.724	55	8.323	57	9.033	57	9.574	54
6.512	57	7.124	55	7.728	55	8.331	57	9.049	57	9.585	56
6.522	54	7.126	57	7.733	57	8.335	53	9.058	57	9.587	57
6.525	55	7.128	57	7.734	57	8.336	54	9.063	57	9.594	56
6.527	54	7.153	56	7.755	56	8.337	57	9.125	57	9.621	57
6.532	57	7.154	56	7.758	56	8.346	57	9.126	57	9.656	56
6.591	57	7.157	57	7.759	56	8.353	57	9.133	57	9.672	57
6.597	57	7.160	57	7.762	57	8.354	57	9.136	57	9.676	57
6.605	56	7.162	55	7.767	57	8.355	55	9.158	57	9.680	56
6.608	57	7.171	57	7.768	57	8.356	57	9.159	57	9.681	47
6.609	57	7.174	56	7.778	57	8.370	56	9.212	57	9.686	57
6.610	56	7.183	56	7.779	57	8.379	55	9.221	57	9.692	57
6.634	57	7.191	57	7.785	57	8.396	48	9.246	57	9.693	53
6.669	57	7.203	57	7.792	57	8.401	53	9.251	57	9.695	47
6.674	56	7.205	54	7.805	56	8.402	55	9.259	57	9.701	57
6.676	56	7.206	57	7.808	52	8.410	57	9.262	57	9.710	57
6.679	56	7.207	48	7.809	53	8.419	57	9.267	57	9.728	50
6.682	57	7.208	57	7.811	53	8.420	56	9.273	57	9.730	56
6.691	57	7.214	57	7.812	50	8.423	57	9.280	57	9.731	50
6.702	57	7.215	57	7.813	56	8.429	57	9.281	57	9.734	57
6.706	57	7.217	56	7.814	52	8.442	57	9.282	57	9.738	57
6.708	57	7.219	57	7.815	53	8.449	57	9.284	57	9.743	57
6.726	56	7.221	56	7.819	53	8.454	57	9.285	57		

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
9.748	45	10.327	48	10.803	52	10.932	55	11.132	57	11.373	54
9.752	56	10.339	56	10.804	50	10.933	56	11.137	57	11.374	56
9.755	57	10.340	57	10.805	51	10.934	57	11.149	57	11.375	45
9.765	57	10.347	56	10.806	57	10.935	56	11.153	57	11.376	53
9.772	57	10.348	54	10.807	55	10.936	54	11.157	56	11.377	54
9.779	57	10.350	54	10.808	55	10.937	48	11.158	57	11.378	54
9.794	57	10.354	57	10.809	57	10.938	47	11.164	56	11.379	51
9.800	57	10.377	57	10.810	52	10.939	57	11.167	56	11.380	44
9.802	57	10.379	57	10.811	50	10.940	44	11.178	54	11.381	47
9.808	56	10.380	57	10.812	56	10.941	53	11.179	48	11.382	54
9.813	48	10.381	57	10.813	51	10.942	57	11.180	44	11.383	57
9.814	44	10.389	57	10.814	56	10.943	54	11.183	57	11.385	46
9.815	44	10.390	54	10.815	54	10.944	48	11.185	57	11.386	53
9.816	45	10.392	55	10.818	45	10.946	53	11.201	57	11.387	56
9.817	48	10.394	57	10.827	57	10.947	48	11.204	56	11.388	55
9.818	52	10.398	57	10.828	44	10.949	56	11.206	57	11.389	51
9.819	54	10.400	56	10.829	44	10.950	51	11.208	56	11.390	52
9.820	56	10.402	55	10.830	57	10.951	47	11.213	55	11.391	43
9.834	57	10.405	57	10.833	43	10.953	56	11.222	57	11.392	51
9.835	50	10.417	57	10.840	55	10.954	44	11.226	57	11.394	43
9.836	56	10.419	57	10.841	43	10.955	44	11.233	56	11.395	53
9.840	57	10.426	57	10.842	53	10.956	55	11.238	56	11.397	50
9.845	56	10.440	57	10.843	53	10.957	54	11.296	57	11.398	50
9.863	57	10.441	50	10.844	47	10.958	46	11.297	57	11.400	55
9.871	57	10.442	50	10.846	57	10.959	50	11.298	50	11.401	55
9.872	57	10.443	56	10.847	52	10.960	55	11.299	46	11.402	48
9.873	57	10.452	57	10.848	43	10.961	48	11.300	56	11.403	54
9.879	56	10.455	57	10.849	45	10.962	46	11.301	56	11.404	45
9.887	55	10.461	57	10.850	47	10.963	46	11.302	54	11.405	50
9.895	57	10.472	50	10.851	57	10.964	54	11.303	57	11.406	53
9.896	54	10.473	55	10.854	48	10.965	53	11.304	57	11.407	45
9.901	53	10.475	50	10.855	47	10.966	44	11.305	47	11.408	48
9.904	56	10.489	57	10.856	51	10.967	57	11.306	54	11.409	55
9.905	54	10.492	55	10.857	48	10.968	53	11.307	50	11.410	54
9.909	55	10.493	53	10.858	43	10.969	51	11.309	57	11.411	56
9.911	57	10.494	57	10.860	44	10.970	52	11.310	57	11.413	54
9.914	55	10.497	57	10.861	50	10.971	51	11.311	48	11.414	46
9.915	45	10.498	54	10.862	43	10.972	44	11.312	50	11.415	54
9.926	57	10.519	56	10.863	57	10.974	48	11.313	46	11.416	50
9.933	57	10.522	57	10.864	50	10.975	53	11.315	44	11.417	54
9.934	57	10.525	43	10.866	56	10.976	54	11.316	55	11.418	54
9.937	57	10.538	57	10.867	51	10.977	53	11.317	47	11.419	52
9.954	57	10.543	54	10.868	45	10.978	50	11.318	45	11.420	54
9.977	56	10.544	57	10.869	47	10.979	53	11.319	56	11.421	45
9.978	56	10.545	55	10.870	52	10.980	55	11.320	55	11.422	55
9.980	57	10.546	57	10.872	51	10.981	44	11.321	52	11.423	53
9.996	57	10.549	56	10.874	56	10.982	52	11.322	54	11.424	52
10.000	57	10.582	56	10.875	52	10.983	51	11.323	52	11.425	55
10.003	56	10.583	51	10.878	51	10.984	48	11.325	51	11.427	56
10.005	57	10.590	55	10.879	55	10.985	52	11.326	45	11.441	57
10.010	57	10.595	57	10.880	52	10.986	56	11.327	43	11.443	57
10.023	57	10.596	57	10.882	52	10.987	54	11.328	52	11.447	57
10.033	56	10.604	57	10.884	48	10.988	52	11.329	52	11.450	57
10.036	57	10.611	56	10.885	52	10.989	51	11.330	51	11.471	57
10.037	57	10.613	56	10.886	51	10.990	57	11.331	51	11.486	57
10.044	56	10.615	56	10.887	52	10.991	57	11.332	57	11.496	57
10.046	56	10.618	43	10.888	55	10.992	57	11.334	50	11.498	57
10.052	57	10.622	57	10.889	43	10.993	57	11.335	50	11.502	57
10.053	57	10.641	56	10.890	56	10.994	54	11.336	56	11.505	57
10.062	57	10.656	57	10.891	48	11.006	57	11.337	47	11.556	57
10.064	57	10.657	57	10.892	55	11.021	53	11.338	56	11.558	52
10.078	57	10.673	57	10.893	45	11.024	54	11.339	43	11.561	57
10.097	57	10.678	57	10.895	56	11.026	57	11.340	46	11.571	57
10.126	57	10.679	57	10.896	48	11.027	54	11.341	57	11.588	48
10.134	57	10.691	57	10.897	48	11.032	56	11.343	51	11.593	57
10.141	57	10.700	57	10.898	43	11.035	57	11.344	55	11.596	57
10.148	57	10.702	56	10.899	52	11.041	57	11.345	53	11.599	57
10.154	57	10.710	55	10.900	44	11.053	53	11.346	54	11.602	57
10.156	55	10.713	57	10.901	57	11.063	57	11.347	55	11.603	56
10.157	57	10.718	50	10.902	51	11.065	57	11.348	44	11.606	51
10.166	57	10.719	57	10.904	46	11.078	57	11.349	51	11.608	54
10.171	57	10.720	54	10.906	56	11.081	51	11.350	55	11.610	56
10.201	56	10.722	51	10.907	55	11.082	54	11.351	43	11.612	52
10.214	57	10.723	48	10.908	50	11.085	57	11.352	52	11.613	57
10.217	57	10.725	45	10.909	48	11.086	56	11.354	55	11.614	53
10.219	47	10.726	56	10.910	56	11.087	51	11.355	53	11.630	55
10.227	54	10.727	57	10.912	57	11.088	52	11.356	55	11.635	57
10.228	50	10.728	51	10.913	43	11.089	57	11.357	57	11.650	57
10.231	50	10.729	50	10.915	51	11.090	54	11.358	52	11.658	57
10.232	57	10.734	57	10.916	51	11.091	57	11.359	50	11.664	57
10.243	56	10.740	57	10.917	43	11.092	56	11.360	50	11.677	57
10.262	57	10.748	57	10.918	57	11.093	56	11.361	46	11.686	57
10.264	57	10.755	57	10.919	56	11.095	53	11.362	52	11.688	57
10.268	57	10.757	56	10.920	44	11.096	55	11.363	57	11.705	57
10.276	57	10.784	55	10.921	51	11.102	57	11.364	57	11.706	55
10.277	57	10.785	43	10.922	57	11.107	57	11.365	52	11.712	57
10.279	57	10.786	57	10.924	50	11.110	54	11.366	52	11.750	57
10.282	57	10.788	57	10.925	44	11.115	57	11.367	52	11.754	57
10.283	54	10.789	56	10.926	48	11.116	57	11.368	50	11.768	57
10.285	57	10.793	56	10.927	55	11.119	57	11.369	55	11.778	57
10.290	57	10.800	45	10.929	54	11.125	54	11.370	57	11.782	57
10.292	57	10.801	52	10.930	53	11.126	57	11.371	52	11.783	55
10.319	57	10.802	54	10.931	44	11.127	57	11.372	56	11.784	48

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
11.787	51	12.302	55	12.906	50	13.455	57	14.002	57	14.725	57
11.788	50	12.303	57	12.909	51	13.459	57	14.004	56	14.726	54
11.791	53	12.309	57	12.912	57	13.468	57	14.009	57	14.728	53
11.800	55	12.310	57	12.914	57	13.471	57	14.010	56	14.731	52
11.801	55	12.312	57	12.915	57	13.480	57	14.013	56	14.732	50
11.802	57	12.319	57	12.919	57	13.503	57	14.014	56	14.733	47
11.803	54	12.320	54	12.927	57	13.503	57	14.017	57	14.734	55
11.804	57	12.321	57	12.930	56	13.514	54	14.029	57	14.736	56
11.805	55	12.335	57	12.936	57	13.515	54	14.043	56	14.737	55
11.807	54	12.367	57	12.944	57	13.516	55	14.045	44	14.738	50
11.809	57	12.369	56	12.949	57	13.517	54	14.046	51	14.739	51
11.839	57	12.370	57	12.958	57	13.529	57	14.047	57	14.744	55
11.842	57	12.377	57	12.963	57	13.540	57	14.055	57	14.752	56
11.903	57	12.383	57	12.965	54	13.547	57	14.068	56	14.754	55
11.912	57	12.389	56	12.972	57	13.556	57	14.069	57	14.757	57
11.916	57	12.392	57	12.977	57	13.562	56	14.076	57	14.771	56
11.923	57	12.393	57	12.993	56	13.563	57	14.081	57	14.780	55
11.925	57	12.394	57	12.996	56	13.567	57	14.101	57	14.789	55
11.936	57	12.399	57	13.001	57	13.571	57	14.107	57	14.807	57
11.941	54	12.401	53	13.002	48	13.578	56	14.119	56	14.819	56
11.944	56	12.406	55	13.003	57	13.601	57	14.131	57	14.823	57
11.945	55	12.408	57	13.004	55	13.608	56	14.132	53	14.825	56
11.946	55	12.409	56	13.015	56	13.609	56	14.134	57	14.833	56
11.948	57	12.416	56	13.018	54	13.623	57	14.135	57	14.847	57
11.949	55	12.424	56	13.037	55	13.625	57	14.142	56	14.855	54
11.960	55	12.437	56	13.055	55	13.629	57	14.148	53	14.857	56
11.962	54	12.438	56	13.060	57	13.633	55	14.163	57	14.860	56
11.963	54	12.442	57	13.061	57	13.634	53	14.166	56	14.863	56
11.964	57	12.445	57	13.063	57	13.635	56	14.167	57	14.864	57
11.966	57	12.450	57	13.069	57	13.636	54	14.168	57	14.866	57
11.971	57	12.464	57	13.070	57	13.637	55	14.183	57	14.867	57
11.975	55	12.475	57	13.073	56	13.638	53	14.190	54	14.871	56
11.977	57	12.487	57	13.080	52	13.639	55	14.199	55	14.872	57
11.980	57	12.488	56	13.082	57	13.656	57	14.218	57	14.878	57
11.984	57	12.502	57	13.092	54	13.664	57	14.225	56	14.881	57
11.997	57	12.532	57	13.094	53	13.665	57	14.228	57	14.884	57
12.026	57	12.539	44	13.101	51	13.666	56	14.236	57	14.887	57
12.041	56	12.542	57	13.116	57	13.670	57	14.243	57	14.897	57
12.044	55	12.552	56	13.122	57	13.672	57	14.256	54	14.912	56
12.045	57	12.557	56	13.130	57	13.674	56	14.263	57	14.920	57
12.057	57	12.560	57	13.131	57	13.684	57	14.265	57	14.923	50
12.058	55	12.565	57	13.135	57	13.696	56	14.266	55	14.925	56
12.059	55	12.575	57	13.143	57	13.697	56	14.277	57	14.927	55
12.061	56	12.592	56	13.145	56	13.698	56	14.287	57	14.937	56
12.063	55	12.594	57	13.150	55	13.705	55	14.292	56	14.938	54
12.065	56	12.620	57	13.154	57	13.707	51	14.293	57	14.940	54
12.069	57	12.629	57	13.159	56	13.724	57	14.295	53	14.941	57
12.071	57	12.638	57	13.160	57	13.736	50	14.296	57	14.942	56
12.087	57	12.655	57	13.175	57	13.739	56	14.297	52	14.944	57
12.089	57	12.663	57	13.196	56	13.743	57	14.298	55	14.948	56
12.092	54	12.674	57	13.199	56	13.746	57	14.315	55	14.952	57
12.093	53	12.676	57	13.204	57	13.761	57	14.316	56	14.964	54
12.096	57	12.680	56	13.208	55	13.765	57	14.318	57	14.965	50
12.104	57	12.686	56	13.209	56	13.770	57	14.324	57	14.966	53
12.107	55	12.689	56	13.214	55	13.774	57	14.325	55	14.967	47
12.111	53	12.695	56	13.220	57	13.779	56	14.327	55	14.968	56
12.115	57	12.710	56	13.228	45	13.782	56	14.329	56	14.976	57
12.118	57	12.711	57	13.240	56	13.784	57	14.330	55	14.983	57
12.119	57	12.716	56	13.241	54	13.790	57	14.337	57	14.999	57
12.128	54	12.722	54	13.243	57	13.800	57	14.352	57	15.005	55
12.130	54	12.723	56	13.245	57	13.802	53	14.377	57	15.011	57
12.132	54	12.724	54	13.247	57	13.804	56	14.381	57	15.015	57
12.137	55	12.734	57	13.258	56	13.807	57	14.386	57	15.021	45
12.138	53	12.743	52	13.259	57	13.808	57	14.390	57	15.028	56
12.139	57	12.746	56	13.261	57	13.810	54	14.398	57	15.029	56
12.140	57	12.753	57	13.264	57	13.813	57	14.406	57	15.039	57
12.142	57	12.758	57	13.280	57	13.816	52	14.412	56	15.050	57
12.143	56	12.759	57	13.295	57	13.820	57	14.425	57	15.054	56
12.144	55	12.761	56	13.304	57	13.829	55	14.426	56	15.055	45
12.147	53	12.762	57	13.312	57	13.831	55	14.428	57	15.056	51
12.150	57	12.777	57	13.313	57	13.832	53	14.433	56	15.073	57
12.157	57	12.782	57	13.315	57	13.835	57	14.452	57	15.077	57
12.165	57	12.785	50	13.332	57	13.838	57	14.495	56	15.084	57
12.170	56	12.787	55	13.339	56	13.848	56	14.515	57	15.087	57
12.172	57	12.790	55	13.343	57	13.849	56	14.517	57	15.091	57
12.175	57	12.794	57	13.350	52	13.853	57	14.521	57	15.096	46
12.193	57	12.801	56	13.351	45	13.875	57	14.540	57	15.099	57
12.195	57	12.811	56	13.355	57	13.880	57	14.553	57	15.103	57
12.198	57	12.815	57	13.356	57	13.883	57	14.567	57	15.105	56
12.202	56	12.821	54	13.357	57	13.886	57	14.571	55	15.113	57
12.206	56	12.822	55	13.363	57	13.887	57	14.592	57	15.123	57
12.220	57	12.826	56	13.364	56	13.924	57	14.587	55	15.126	57
12.232	57	12.827	54	13.380	57	13.964	47	14.646	57	15.147	57
12.239	57	12.851	57	13.395	55	13.966	57	14.649	57	15.155	57
12.240	57	12.853	56	13.414	56	13.981	57	14.664	56	15.158	57
12.247	57	12.855	57	13.416	57	13.983	57	14.697	57	15.159	57
12.258	57	12.861	56	13.422	54	13.986	57	14.698	57	15.167	55
12.259	57	12.866	57	13.423	54	13.991	57	14.719	57	15.170	57
12.266	56	12.873	57	13.432	56	13.994	56	14.720	44	15.175	57
12.277	57	12.875	57	13.439	57	13.995	56	14.721	45	15.188	55
12.285	57	12.879	56	13.443	56	13.996	56	14.722	47	15.192	52
12.289	56	12.880	57	13.445	55	13.997	55	14.723	51	15.199	56
12.297	57	12.889	56	13.450	57	13.999	57	14.724	57		

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
15.204	57	15.725	57	16.639	57	17.724	57	18.785	57	19.934	57
15.211	57	15.753	57	16.665	57	17.746	57	18.792	57	19.937	57
15.232	53	15.759	57	16.666	57	17.750	57	18.797	57	19.943	57
15.236	54	15.765	57	16.681	57	17.752	57	18.816	57	19.948	57
15.237	57	15.777	57	16.696	57	17.756	57	18.824	57	19.952	57
15.240	54	15.782	57	16.702	57	17.757	57	18.832	57	19.975	57
15.244	55	15.783	57	16.709	57	17.769	57	18.836	57	19.977	57
15.249	46	15.786	56	16.722	57	17.789	57	18.867	57	19.997	57
15.251	46	15.799	57	16.735	57	17.811	57	18.871	57	20.005	57
15.252	48	15.822	57	16.737	57	17.814	57	18.886	57	20.023	57
15.253	51	15.823	56	16.747	57	17.822	57	18.901	57	20.027	57
15.254	46	15.828	54	16.767	57	17.825	57	18.903	57	20.039	57
15.256	54	15.834	56	16.787	57	17.849	57	18.917	57	20.040	57
15.257	45	15.836	56	16.792	57	17.869	57	18.927	57	20.055	57
15.258	52	15.852	57	16.829	57	17.870	57	18.935	57	20.066	57
15.259	57	15.859	57	16.833	57	17.875	57	18.940	57	20.103	57
15.260	57	15.861	57	16.853	57	17.878	57	18.943	57	20.107	57
15.261	48	15.863	56	16.856	57	17.889	57	18.985	57	20.115	57
15.262	47	15.864	57	16.871	57	17.919	57	18.989	57	20.120	57
15.263	56	15.879	57	16.889	57	17.951	57	18.996	57	20.132	57
15.281	56	15.884	57	16.942	57	17.956	57	19.020	57	20.155	57
15.289	57	15.890	55	16.951	57	17.960	57	19.033	57	20.163	57
15.294	57	15.927	57	16.962	57	17.963	57	19.044	57	20.176	57
15.297	56	15.933	57	16.967	57	17.971	57	19.046	57	20.197	57
15.298	57	15.934	54	16.972	57	17.991	57	19.048	57	20.198	57
15.300	57	15.936	57	16.976	57	18.013	57	19.049	57	20.207	57
15.303	56	15.937	55	16.977	57	18.029	57	19.059	57	20.230	57
15.310	54	15.942	57	16.989	57	18.031	57	19.090	57	20.240	57
15.311	56	15.945	55	17.030	57	18.036	57	19.093	57	20.268	57
15.321	53	15.946	55	17.036	57	18.046	57	19.108	57	20.289	57
15.322	56	15.950	57	17.054	57	18.054	57	19.109	57	20.294	57
15.325	56	15.958	57	17.058	57	18.061	57	19.110	57	20.297	57
15.333	56	15.990	57	17.069	57	18.069	57	19.121	57	20.298	57
15.340	43	15.995	57	17.105	57	18.075	57	19.124	57	20.310	57
15.342	57	16.011	57	17.111	57	18.083	57	19.182	57	20.314	57
15.343	57	16.040	57	17.128	57	18.095	57	19.214	57	20.323	57
15.344	57	16.053	57	17.134	57	18.099	57	19.242	57	20.348	57
15.353	56	16.057	57	17.147	57	18.131	57	19.243	57	20.351	57
15.362	57	16.076	57	17.154	57	18.138	57	19.268	57	20.358	57
15.366	55	16.080	57	17.156	57	18.147	57	19.271	57	20.360	57
15.368	56	16.081	57	17.169	57	18.156	57	19.289	57	20.367	57
15.384	57	16.088	57	17.178	57	18.162	57	19.292	57	20.384	57
15.385	57	16.106	57	17.182	57	18.170	57	19.296	57	20.393	57
15.392	57	16.113	57	17.202	57	18.179	57	19.299	57	20.416	57
15.403	56	16.116	57	17.213	57	18.187	57	19.324	57	20.436	57
15.407	57	16.119	57	17.245	57	18.201	57	19.330	57	20.467	57
15.411	57	16.145	57	17.246	57	18.219	57	19.336	57	20.494	57
15.413	56	16.147	57	17.243	57	18.232	57	19.350	57	20.505	57
15.414	56	16.161	57	17.264	57	18.241	57	19.366	57	20.507	57
15.421	57	16.174	57	17.294	57	18.261	57	19.367	57	20.524	57
15.423	57	16.205	57	17.307	57	18.281	57	19.368	57	20.530	57
15.427	57	16.213	57	17.317	57	18.292	57	19.372	57	20.531	57
15.433	56	16.215	57	17.325	57	18.297	57	19.376	57	20.533	57
15.437	57	16.225	57	17.346	57	18.304	57	19.387	57	20.542	57
15.450	56	16.248	57	17.349	57	18.350	57	19.424	57	20.549	57
15.466	57	16.250	57	17.396	57	18.375	57	19.439	57	20.562	57
15.469	57	16.287	57	17.406	57	18.377	57	19.444	57	20.563	57
15.476	57	16.290	57	17.423	57	18.389	57	19.447	57	20.568	57
15.495	57	16.292	57	17.431	57	18.391	57	19.457	57	20.584	57
15.498	57	16.296	57	17.463	57	18.394	57	19.459	57	20.590	57
15.510	55	16.304	57	17.466	57	18.400	57	19.477	57	20.593	57
15.513	56	16.336	57	17.469	57	18.403	57	19.498	57	20.615	57
15.516	57	16.352	57	17.475	57	18.428	57	19.501	57	20.621	57
15.522	57	16.372	57	17.485	57	18.436	57	19.515	57	20.622	57
15.523	57	16.389	57	17.493	57	18.456	57	19.520	57	20.631	57
15.544	57	16.390	57	17.500	57	18.473	57	19.533	57	20.641	57
15.555	57	16.396	57	17.538	57	18.474	57	19.543	57	20.645	57
15.560	57	16.397	57	17.539	57	18.481	57	19.547	57	20.652	57
15.569	57	16.398	57	17.548	57	18.491	57	19.556	57	20.667	57
15.596	56	16.399	57	17.553	57	18.519	57	19.565	57	20.671	57
15.605	57	16.402	57	17.567	57	18.530	57	19.575	57	20.679	57
15.609	57	16.404	57	17.574	57	18.535	57	19.596	57	20.684	57
15.614	57	16.406	57	17.575	57	18.567	57	19.637	57	20.695	57
15.617	56	16.425	57	17.579	57	18.590	57	19.650	57	20.701	57
15.623	57	16.426	57	17.581	57	18.596	57	19.731	57	20.705	57
15.633	57	16.432	57	17.582	57	18.598	57	19.740	57	20.708	57
15.648	57	16.435	57	17.584	57	18.602	57	19.743	57	20.729	57
15.660	57	16.438	57	17.588	57	18.608	57	19.756	57	20.736	57
15.661	57	16.442	57	17.590	57	18.635	57	19.757	57	20.741	57
15.666	56	16.467	57	17.602	57	18.658	57	19.770	57	20.754	57
15.672	48	16.486	57	17.610	57	18.659	57	19.787	57	20.815	57
15.673	53	16.526	57	17.612	57	18.660	57	19.807	57	20.818	57
15.674	57	16.530	57	17.617	57	18.664	57	19.817	57	20.850	57
15.675	55	16.531	57	17.639	57	18.678	57	19.818	57	20.855	57
15.676	52	16.539	57	17.644	57	18.681	57	19.830	57	20.876	57
15.683	57	16.543	57	17.648	57	18.685	57	19.848	57	20.890	57
15.685	57	16.546	57	17.654	57	18.715	57	19.859	57	20.892	57
15.702	56	16.584	57	17.656	57	18.720	57	19.866	57	20.910	57
15.703	56	16.586	57	17.684	57	18.737	57	19.870	57	20.911	57
15.710	54	16.592	57	17.704	57	18.748	57	19.876	57	20.924	57
15.713	57	16.611	57	17.713	57	18.768	57	19.877	57	20.931	57
15.716	57	16.630	57	17.716	57	18.772	57	19.890	57	20.950	57
15.722	57	16.647	57	17.720	57	18.773	57	19.891	57		

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
20.960	57	21.617	57	22.161	57	22.768	56	23.286	57	23.805	53
20.966	57	21.619	57	22.182	56	22.772	57	23.304	56	23.809	55
20.977	57	21.627	57	22.187	56	22.777	57	23.308	56	23.811	43
20.993	57	21.637	57	22.188	57	22.800	57	23.311	57	23.812	57
21.019	57	21.648	57	22.193	56	22.811	56	23.313	55	23.814	56
21.063	57	21.657	57	22.200	57	22.828	56	23.316	57	23.825	55
21.091	57	21.658	57	22.213	57	22.830	57	23.329	55	23.835	57
21.097	57	21.662	57	22.219	57	22.834	57	23.335	57	23.839	55
21.127	57	21.671	57	22.221	57	22.836	56	23.350	56	23.846	57
21.133	57	21.672	57	22.227	57	22.854	57	23.355	55	23.856	55
21.145	57	21.673	57	22.261	56	22.880	57	23.359	54	23.867	56
21.148	56	21.674	57	22.269	56	22.886	57	23.362	55	23.876	56
21.154	57	21.687	57	22.270	56	22.888	53	23.383	57	23.877	57
21.175	57	21.690	57	22.271	55	22.889	57	23.387	57	23.878	56
21.177	57	21.691	56	22.272	53	22.893	56	23.389	57	23.879	55
21.180	57	21.692	57	22.276	57	22.894	56	23.394	57	23.880	57
21.181	57	21.704	57	22.283	57	22.910	57	23.397	57	23.887	56
21.185	57	21.712	57	22.284	57	22.913	56	23.403	56	23.904	57
21.188	56	21.721	47	22.285	57	22.916	56	23.415	57	23.906	57
21.195	57	21.722	45	22.305	55	22.920	57	23.423	50	23.919	57
21.206	57	21.734	57	22.313	57	22.922	56	23.428	48	23.924	56
21.208	57	21.743	57	22.314	56	22.924	57	23.434	57	23.927	56
21.211	56	21.744	57	22.323	56	22.941	55	23.440	57	23.928	56
21.214	57	21.747	57	22.327	57	22.949	56	23.451	57	23.957	57
21.215	55	21.769	55	22.350	54	22.953	56	23.458	57	23.965	57
21.224	57	21.771	55	22.353	57	22.962	56	23.459	57	23.969	56
21.225	57	21.775	56	22.354	56	22.963	56	23.464	57	23.970	57
21.234	55	21.794	56	22.359	57	22.965	57	23.465	57	23.989	56
21.237	55	21.798	55	22.369	55	22.970	57	23.469	56	23.993	57
21.239	57	21.821	57	22.374	55	22.972	56	23.476	57	23.993	57
21.240	57	21.828	57	22.375	55	22.979	57	23.478	57	24.001	57
21.246	54	21.830	57	22.377	57	22.990	53	23.480	56	24.014	57
21.249	55	21.835	57	22.378	57	22.991	50	23.482	55	24.016	57
21.250	55	21.836	56	22.417	57	22.994	57	23.496	57	24.023	57
21.281	57	21.842	57	22.438	57	22.999	57	23.503	53	24.027	57
21.296	56	21.844	57	22.442	57	23.001	54	23.508	57	24.040	46
21.297	57	21.846	57	22.456	57	23.002	55	23.510	54	24.048	57
21.300	54	21.856	57	22.458	56	23.013	57	23.513	54	24.050	56
21.301	53	21.859	57	22.460	56	23.014	57	23.528	55	24.052	57
21.305	55	21.864	57	22.467	57	23.015	56	23.538	57	24.056	53
21.308	56	21.866	57	22.469	57	23.017	57	23.556	57	24.057	51
21.310	54	21.877	57	22.487	57	23.023	56	23.560	57	24.058	57
21.312	51	21.881	57	22.490	57	23.025	57	23.564	57	24.059	51
21.315	52	21.890	57	22.491	57	23.027	50	23.579	56	24.063	57
21.316	55	21.903	56	22.498	57	23.033	56	23.580	56	24.066	57
21.317	56	21.924	57	22.512	57	23.034	57	23.582	56	24.088	57
21.318	52	21.927	57	22.513	56	23.043	56	23.583	57	24.095	57
21.356	57	21.931	57	22.521	56	23.045	56	23.584	56	24.099	56
21.367	55	21.934	57	22.524	57	23.046	56	23.585	56	24.100	57
21.376	56	21.940	57	22.527	56	23.048	57	23.592	56	24.101	56
21.381	57	21.944	57	22.530	55	23.049	56	23.600	57	24.118	56
21.383	57	21.950	53	22.547	54	23.051	57	23.610	56	24.121	57
21.385	57	21.962	57	22.548	53	23.080	57	23.613	57	24.136	57
21.390	57	21.963	56	22.549	57	23.099	57	23.617	56	24.137	57
21.399	53	21.969	57	22.550	56	23.111	57	23.622	56	24.141	55
21.402	56	21.972	56	22.568	57	23.128	57	23.623	56	24.151	55
21.403	55	21.979	55	22.569	55	23.130	57	23.632	57	24.153	56
21.405	55	21.983	57	22.570	56	23.131	57	23.638	55	24.160	57
21.414	56	21.991	57	22.574	57	23.155	56	23.642	54	24.161	53
21.416	52	21.999	50	22.579	57	23.157	56	23.646	55	24.162	51
21.417	50	22.000	50	22.586	55	23.160	57	23.647	53	24.173	57
21.426	57	22.001	45	22.597	56	23.167	56	23.651	56	24.179	56
21.428	57	22.002	44	22.611	57	23.170	57	23.681	57	24.199	53
21.436	57	22.003	55	22.612	55	23.174	56	23.685	57	24.212	55
21.437	57	22.004	51	22.617	52	23.180	57	23.689	57	24.220	57
21.441	56	22.007	53	22.625	56	23.182	52	23.694	52	24.227	57
21.472	47	22.008	55	22.627	57	23.183	57	23.697	56	24.228	57
21.473	53	22.010	57	22.632	53	23.184	54	23.711	56	24.234	57
21.474	50	22.014	55	22.633	44	23.186	56	23.714	55	24.240	56
21.475	50	22.015	56	22.642	57	23.189	54	23.715	44	24.242	57
21.488	57	22.027	57	22.646	56	23.191	52	23.716	52	24.249	57
21.492	55	22.028	56	22.649	57	23.192	55	23.719	56	24.259	57
21.493	57	22.030	57	22.650	55	23.196	52	23.722	56	24.260	57
21.494	54	22.039	57	22.651	56	23.199	57	23.727	57	24.262	57
21.496	56	22.047	57	22.658	57	23.204	57	23.748	57	24.268	56
21.505	54	22.049	55	22.661	57	23.206	57	23.758	56	24.272	56
21.512	55	22.050	56	22.664	56	23.211	57	23.763	57	24.274	57
21.525	57	22.059	57	22.667	56	23.229	57	23.763	56	24.275	56
21.526	57	22.070	57	22.669	55	23.232	57	23.769	57	24.286	57
21.531	57	22.099	56	22.710	56	23.233	57	23.770	57	24.287	57
21.538	56	22.100	56	22.714	57	23.240	53	23.776	57	24.301	57
21.539	56	22.101	56	22.721	57	23.241	57	23.781	56	24.305	53
21.541	56	22.102	57	22.726	56	23.242	46	23.782	46	24.306	54
21.543	57	22.112	56	22.727	55	23.243	54	23.783	56	24.309	57
21.545	55	22.114	57	22.728	57	23.244	57	23.785	57	24.319	57
21.547	57	22.115	57	22.731	55	23.255	48	23.789	56	24.321	56
21.549	57	22.116	56	22.753	51	23.256	47	23.795	50	24.322	57
21.560	57	22.123	56	22.755	51	23.259	55	23.793	54	24.324	55
21.561	57	22.130	57	22.757	51	23.260	55	23.799	55	24.325	56
21.571	57	22.131	56	22.758	54	23.263	56	23.800	50	24.329	55
21.584	57	22.144	56	22.759	50	23.269	55	23.801	56	24.330	56
21.590	55	22.147	57	22.760	52	23.272	56	23.802	56	24.363	57
21.600	57	22.160	57	22.763	57	23.279	56	23.804	50		

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
24.378	54	24.954	50	25.435	57	25.945	56	26.532	43	27.135	56
24.379	55	24.955	44	25.438	56	25.948	56	26.533	57	27.140	56
24.397	57	24.956	52	25.448	57	25.952	57	26.552	56	27.141	57
24.401	57	24.957	50	25.462	57	25.963	57	26.555	55	27.142	57
24.420	44	24.958	47	25.466	57	25.971	57	26.557	57	27.143	57
24.421	46	24.959	53	25.474	53	25.972	56	26.558	57	27.144	56
24.422	56	24.960	54	25.478	56	25.977	52	26.559	57	27.149	55
24.426	57	24.961	45	25.482	56	25.978	47	26.584	57	27.159	56
24.436	57	24.962	50	25.483	57	25.979	52	26.586	56	27.160	55
24.438	54	24.963	55	25.484	57	25.980	48	26.588	56	27.165	57
24.439	55	24.964	52	25.488	57	25.981	55	26.593	57	27.166	57
24.441	57	24.966	48	25.490	56	25.987	57	26.596	52	27.192	57
24.461	57	24.970	57	25.497	57	25.995	55	26.603	57	27.196	56
24.463	43	24.994	57	25.499	57	26.004	57	26.607	57	27.199	57
24.467	44	24.995	57	25.500	55	26.015	57	26.612	57	27.203	57
24.489	57	25.008	55	25.521	57	26.018	57	26.615	57	27.204	57
24.490	57	25.021	56	25.524	57	26.019	57	26.619	57	27.209	57
24.492	57	25.026	57	25.529	55	26.025	57	26.621	56	27.217	57
24.504	57	25.027	57	25.530	57	26.028	54	26.624	57	27.222	57
24.513	56	25.034	56	25.536	54	26.033	57	26.627	56	27.229	57
24.514	50	25.048	55	25.538	55	26.036	54	26.633	57	27.231	57
24.515	55	25.050	57	25.552	55	26.038	57	26.639	57	27.251	57
24.524	57	25.055	57	25.556	56	26.041	55	26.643	56	27.254	54
24.539	55	25.061	57	25.559	56	26.042	56	26.659	57	27.258	56
24.542	56	25.070	57	25.562	54	26.045	57	26.670	56	27.262	55
24.546	56	25.073	56	25.563	57	26.064	57	26.681	54	27.263	53
24.560	57	25.080	56	25.566	56	26.065	56	26.684	55	27.264	53
24.579	57	25.086	56	25.569	53	26.071	57	26.703	56	27.255	56
24.587	57	25.091	56	25.570	54	26.075	57	26.731	52	27.267	57
24.596	57	25.100	57	25.576	57	26.079	51	26.732	52	27.268	56
24.604	57	25.104	56	25.578	57	26.093	57	26.733	54	27.276	55
24.613	57	25.105	56	25.582	55	26.102	56	26.737	56	27.277	56
24.622	57	25.127	57	25.588	55	26.108	56	26.742	57	27.284	57
24.632	55	25.132	57	25.589	56	26.123	56	26.757	57	27.285	57
24.640	57	25.136	57	25.602	57	26.133	56	26.758	52	27.286	57
24.646	53	25.137	56	25.612	57	26.136	55	26.760	57	27.287	57
24.648	57	25.141	47	25.622	56	26.146	57	26.774	57	27.294	55
24.660	57	25.142	55	25.625	57	26.157	57	26.781	57	27.304	56
24.657	50	25.155	57	25.635	57	26.158	57	26.789	57	27.306	57
24.668	56	25.163	57	25.642	57	26.159	57	26.792	57	27.310	57
24.673	55	25.167	57	25.643	57	26.188	57	26.793	57	27.313	57
24.675	55	25.172	55	25.647	57	26.192	57	26.795	57	27.314	57
24.676	57	25.173	57	25.659	56	26.194	57	26.799	57	27.315	57
24.686	56	25.175	56	25.666	57	26.207	57	26.803	57	27.318	57
24.687	45	25.176	55	25.683	56	26.215	57	26.805	57	27.320	57
24.713	57	25.184	56	25.705	55	26.221	56	26.817	57	27.322	56
24.726	57	25.199	57	25.706	57	26.247	57	26.819	57	27.323	56
24.736	57	25.204	57	25.709	57	26.248	57	26.821	56	27.346	56
24.740	57	25.209	57	25.717	57	26.254	57	26.832	57	27.347	57
24.748	57	25.214	57	25.719	57	26.273	57	26.839	56	27.350	56
24.753	56	25.216	57	25.723	57	26.274	57	26.840	57	27.363	57
24.767	56	25.219	57	25.724	55	26.276	54	26.842	56	27.371	57
24.768	57	25.224	55	25.728	55	26.277	54	26.846	57	27.375	57
24.773	56	25.228	57	25.730	54	26.278	57	26.855	57	27.388	57
24.791	57	25.236	56	25.731	55	26.279	57	26.856	56	27.396	57
24.797	57	25.245	52	25.759	57	26.284	56	26.859	57	27.402	54
24.801	57	25.246	53	25.770	55	26.286	56	26.860	57	27.407	55
24.806	57	25.249	54	25.771	57	26.288	57	26.884	57	27.410	56
24.813	57	25.254	57	25.781	57	26.296	57	26.892	57	27.413	53
24.825	53	25.263	57	25.788	57	26.304	57	26.893	57	27.415	55
24.826	57	25.271	53	25.795	56	26.309	57	26.899	56	27.416	53
24.829	56	25.272	51	25.796	57	26.315	57	26.924	56	27.417	51
24.851	57	25.273	57	25.800	57	26.323	57	26.925	57	27.423	57
24.854	52	25.274	54	25.807	57	26.325	57	26.928	56	27.443	53
24.857	57	25.275	57	25.808	57	26.327	56	26.937	51	27.459	57
24.859	56	25.276	45	25.813	56	26.328	57	26.978	57	27.469	57
24.860	57	25.277	54	25.819	56	26.334	55	26.980	57	27.488	57
24.864	57	25.278	57	25.825	56	26.335	57	26.983	57	27.496	52
24.866	57	25.282	56	25.827	57	26.340	57	26.986	55	27.501	55
24.873	57	25.294	57	25.830	55	26.362	57	26.995	53	27.502	56
24.876	57	25.301	57	25.832	55	26.365	57	26.997	56	27.503	51
24.877	57	25.307	56	25.833	57	26.376	57	27.006	57	27.504	55
24.882	44	25.309	56	25.836	55	26.390	57	27.010	56	27.508	57
24.883	54	25.310	57	25.839	53	26.393	57	27.013	56	27.521	57
24.885	54	25.320	57	25.840	56	26.407	57	27.016	56	27.523	57
24.886	56	25.321	51	25.851	57	26.420	57	27.034	53	27.528	56
24.888	56	25.332	55	25.858	57	26.422	57	27.045	56	27.530	52
24.889	55	25.343	57	25.882	56	26.424	57	27.046	56	27.539	57
24.890	56	25.344	51	25.884	57	26.438	56	27.047	56	27.556	56
24.892	57	25.346	53	25.886	57	26.439	57	27.049	57	27.559	54
24.900	57	25.347	53	25.897	57	26.444	56	27.054	56	27.562	55
24.902	57	25.349	54	25.898	57	26.447	57	27.056	55	27.565	55
24.906	56	25.359	57	25.901	57	26.454	56	27.060	56	27.578	50
24.914	57	25.361	56	25.904	57	26.455	56	27.063	57	27.606	57
24.929	57	25.375	57	25.910	57	26.456	56	27.066	57	27.623	57
24.940	57	25.377	55	25.920	57	26.469	57	27.069	56	27.634	57
24.945	57	25.380	57	25.921	55	26.474	55	27.074	55	27.639	56
24.947	46	25.395	56	25.923	56	26.485	57	27.078	56	27.649	57
24.948	57	25.401	56	25.924	54	26.495	57	27.080	57	27.653	56
24.949	57	25.412	56	25.925	55	26.502	57	27.083	57	27.672	56
24.951	54	25.417	56	25.938	46	26.506	57	27.090	52	27.675	55
24.952	51	25.418	56	25.939	48	26.507	56	27.093	57	27.676	54
24.953	55	25.424	56	25.943	55	26.531	56	27.123	57		

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
27.679	53	28.194	57	28.640	56	29.181	57	29.630	57	30.041	46
27.681	55	28.216	56	28.662	57	29.184	57	29.632	57	30.042	57
27.687	57	28.218	55	28.667	57	29.187	57	29.633	46	30.043	57
27.700	57	28.221	57	28.672	57	29.195	57	29.634	46	30.050	57
27.702	56	28.224	51	28.689	57	29.198	57	29.637	57	30.051	54
27.717	57	28.226	54	28.695	57	29.202	56	29.638	57	30.052	57
27.725	57	28.227	51	28.717	56	29.203	57	29.654	57	30.069	53
27.726	57	28.233	57	28.721	57	29.212	57	29.666	57	30.070	53
27.727	57	28.239	57	28.730	57	29.230	56	29.667	57	30.078	57
27.747	57	28.245	57	28.731	57	29.233	51	29.673	57	30.084	57
27.756	57	28.246	57	28.742	57	29.234	44	29.674	57	30.087	57
27.763	57	28.258	56	28.745	57	29.235	57	29.681	57	30.109	57
27.777	57	28.261	57	28.748	57	29.236	57	29.682	57	30.112	57
27.791	57	28.264	57	28.749	56	29.239	57	29.683	57	30.131	57
27.793	57	28.274	57	28.755	56	29.241	56	29.689	57	30.134	56
27.795	55	28.278	57	28.756	44	29.244	57	29.693	57	30.148	55
27.796	53	28.282	57	28.761	54	29.252	57	29.712	47	30.163	56
27.797	55	28.284	57	28.765	53	29.254	57	29.713	57	30.165	55
27.802	56	28.298	56	28.767	52	29.260	57	29.718	55	30.166	57
27.803	56	28.299	55	28.771	51	29.269	55	29.719	57	30.168	57
27.804	53	28.308	57	28.772	55	29.273	57	29.720	56	30.169	56
27.811	56	28.309	55	28.773	53	29.303	57	29.721	57	30.175	57
27.850	57	28.310	57	28.774	53	29.311	57	29.724	57	30.176	57
27.863	51	28.313	53	28.775	51	29.317	57	29.725	57	30.180	54
27.864	57	28.314	51	28.776	55	29.321	57	29.729	57	30.182	54
27.869	56	28.317	54	28.779	56	29.332	57	29.736	56	30.184	54
27.870	57	28.318	51	28.782	57	29.333	54	29.739	57	30.185	57
27.889	57	28.321	56	28.793	57	29.336	57	29.741	56	30.186	51
27.891	57	28.335	57	28.800	56	29.350	57	29.742	55	30.194	57
27.893	57	28.337	57	28.801	56	29.351	57	29.776	57	30.195	57
27.931	56	28.339	57	28.812	55	29.353	56	29.780	51	30.200	57
27.932	56	28.354	55	28.813	57	29.357	50	29.781	55	30.203	55
27.934	57	28.359	51	28.814	57	29.353	57	29.795	57	30.205	56
27.939	57	28.360	45	28.817	55	29.359	54	29.806	44	30.206	57
27.941	57	28.363	57	28.821	55	29.360	43	29.813	57	30.209	56
27.954	56	28.364	57	28.822	57	29.364	57	29.817	52	30.211	57
27.955	50	28.368	57	28.831	56	29.371	56	29.813	56	30.214	57
27.960	56	28.371	57	28.838	57	29.390	56	29.819	48	30.215	57
27.964	57	28.378	57	28.841	57	29.394	56	29.824	57	30.218	52
27.968	53	28.379	57	28.849	57	29.397	57	29.826	57	30.220	56
27.969	43	28.380	56	28.858	57	29.398	56	29.823	56	30.243	56
27.970	46	28.381	57	28.866	57	29.399	55	29.833	55	30.265	57
27.978	57	28.382	54	28.873	56	29.407	57	29.835	57	30.267	51
27.981	57	28.383	57	28.877	57	29.417	57	29.841	57	30.268	56
27.984	56	28.384	54	28.880	57	29.418	55	29.855	46	30.275	57
27.985	57	28.387	57	28.882	57	29.419	57	29.860	52	30.282	56
27.993	56	28.400	57	28.902	57	29.421	57	29.861	51	30.286	54
27.994	56	28.410	57	28.912	43	29.438	57	29.862	55	30.287	52
27.995	52	28.412	57	28.913	57	29.458	57	29.863	51	30.288	57
27.996	57	28.414	57	28.924	57	29.475	57	29.867	55	30.292	57
28.000	57	28.415	57	28.929	55	29.489	57	29.868	57	30.293	56
28.006	57	28.422	57	28.933	57	29.495	57	29.870	57	30.298	56
28.010	55	28.427	57	28.934	57	29.497	56	29.887	57	30.300	54
28.012	55	28.434	57	28.936	52	29.505	56	29.889	56	30.302	55
28.014	57	28.436	57	28.939	53	29.510	55	29.894	57	30.313	56
28.016	57	28.439	57	28.940	52	29.513	53	29.895	56	30.321	56
28.018	55	28.440	57	28.942	50	29.519	57	29.897	57	30.325	56
28.020	56	28.444	57	28.951	56	29.524	56	29.906	57	30.343	57
28.026	56	28.445	57	28.981	57	29.526	57	29.911	57	30.355	57
28.027	55	28.450	57	28.985	57	29.531	56	29.913	57	30.357	56
28.039	57	28.460	57	28.997	56	29.532	57	29.915	55	30.359	57
28.044	57	28.470	57	28.993	57	29.533	55	29.923	55	30.362	57
28.054	57	28.480	47	29.004	56	29.534	48	29.941	56	30.369	57
28.067	57	28.481	47	29.006	56	29.535	53	29.943	57	30.370	56
28.072	56	28.482	54	29.010	56	29.536	46	29.950	55	30.374	57
28.075	57	28.483	56	29.013	57	29.537	47	29.956	54	30.382	57
28.078	55	28.486	51	29.015	56	29.538	45	29.966	57	30.388	55
28.080	57	28.489	56	29.018	56	29.539	43	29.969	57	30.389	56
28.090	53	28.491	51	29.025	53	29.540	51	29.972	53	30.393	55
28.094	54	28.496	57	29.027	55	29.542	55	29.974	57	30.403	57
28.096	46	28.514	57	29.028	56	29.544	57	29.978	57	30.408	52
28.098	57	28.520	55	29.032	56	29.547	46	29.931	57	30.410	56
28.102	55	28.531	55	29.042	57	29.549	57	29.987	57	30.411	52
28.103	52	28.546	55	29.043	57	29.555	55	29.991	56	30.412	57
28.106	55	28.548	52	29.046	56	29.556	57	29.995	57	30.413	56
28.108	57	28.550	57	29.050	55	29.561	57	29.996	54	30.415	51
28.111	54	28.551	56	29.058	56	29.566	57	30.000	53	30.416	50
28.112	57	28.564	57	29.076	52	29.574	56	30.001	57	30.418	55
28.113	56	28.574	57	29.077	46	29.577	57	30.010	57	30.419	54
28.115	57	28.586	57	29.100	57	29.579	56	30.011	57	30.420	57
28.117	57	28.601	56	29.110	56	29.583	57	30.022	57	30.421	57
28.118	54	28.604	57	29.112	55	29.584	57	30.025	57	30.424	58
28.122	57	28.605	56	29.125	57	29.588	57	30.029	54	30.435	57
28.126	56	28.611	57	29.128	57	29.594	56	30.030	54	30.436	57
28.142	54	28.619	56	29.136	57	29.607	57	30.032	54	30.437	54
28.151	56	28.621	57	29.142	57	29.612	47	30.035	54	30.449	57
28.153	56	28.623	55	29.145	57	29.614	47	30.036	57	30.451	55
28.156	56	28.632	55	29.146	56	29.615	50	30.037	44	30.456	50
28.159	56	28.633	57	29.148	57	29.616	53	30.038	54	30.457	57
28.182	57	28.637	56	29.152	57	29.627	56	30.039	50	30.466	57
28.190	57	28.638	57	29.157	57	29.628	46	30.040	50		

GRANDE HUILERIE BORDELAISE

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 200.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL : 8, COURS DE GOURGUE, A BORDEAUX

R. C. : Bordeaux n° 142 B.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée au moment de l'émission, cette société a procédé au rachat en Bourse de 164 obligations 4 1/4 0/0 1944 dont le dixième amortissement est prévu pour le 1er janvier 1957.

En conséquence, aucun tirage ne sera effectué en novembre 1956.

Liste de rappel des séries comprenant des obligations sorties antérieurement et non encore remboursées.

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
721 à 725	56	3.031 à 3.035	56	5.161 à 5.165	56
2.036 à 2.030	56	3.471 à 3.475	56	5.666 à 5.669	56
2.296 à 2.300	56	3.781 à 3.785	56	5.836 à 5.840	56

COMPAGNIE des CHEMINS de FER du MAROC

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 300.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL : 280, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS

R. C. : Seine 54-B 9417.

Avis aux porteurs résidents français d'obligations de l'emprunt 5 0/0 1938 de Fl. P. B. 17.000.000 = F. S. 40.800.000 garanties par le Gouvernement français et par le Gouvernement chérifien.

La Compagnie des chemins de fer du Maroc avise les porteurs d'obligations 5 0/0 1938 que l'amortissement prévu au contrat d'émission de l'emprunt sous rubrique pour l'exercice 1956 a été effectué par tirage au sort, devant notaire, le 3 octobre 1956, à Amsterdam, en présence des représentants des établissements payeurs hollandais et suisses.

Les numéros des obligations ainsi amorties par tirage au sort sont les suivants :

I. — Obligations de Fl. 500 ou F. S. 1.200.

323	432	440	472	649	6.459	6.601	6.763	6.765	6.806
748	812	927	971	1.015	7.171	7.366	7.483	7.490	7.491
1.053	1.249	1.381	1.390	1.407	7.508	7.518	7.741	7.818	7.866
1.471	1.476	1.575	1.606	1.716	7.980	8.203	8.387	8.604	8.617
1.812	1.824	1.930	2.083	2.137	8.712	8.884	8.952	9.078	9.239
2.199	2.220	2.360	2.497	2.538	9.535	9.657	9.662	9.768	9.794
2.612	2.749	2.750	2.779	2.870	9.918	9.932	10.065	10.373	10.379
2.999	3.141	3.207	3.390	3.488	10.463	10.470	10.503	10.582	10.639
3.636	3.658	3.772	3.818	3.881	10.864	11.094	11.171	11.457	11.493
4.173	4.241	4.335	4.560	4.567	11.509	11.595	11.636	11.638	11.654
4.587	4.952	5.071	5.092	5.101	11.721	11.761	11.991	12.048	12.347
5.452	5.714	5.730	5.987	6.188	12.491	12.512	12.722	13.099	13.235
6.233	6.331	6.356	6.421	6.457	13.291	13.385	13.398	13.407	13.439

II. — Obligations de Fl. 1.000 ou F. S. 2.400.

13.520	13.615	13.918	13.920	13.991	19.128	19.194	19.197	19.412	19.465
14.008	14.348	14.371	14.422	14.435	19.490	19.502	19.577	19.685	19.690
14.920	14.994	15.049	15.050	15.220	19.891	19.894	19.943	19.987	19.992
15.389	15.400	15.413	15.471	14.532	20.064	20.067	20.141	20.147	20.307
15.668	15.767	15.847	15.877	16.093	20.513	20.518	20.524	20.579	20.907
16.147	16.429	16.737	16.781	16.787	21.170	21.229	21.490	21.505	21.618
16.854	16.917	16.928	16.978	17.337	21.689	21.847	21.905	21.934	22.076
17.372	17.383	17.506	17.595	17.688	22.226	22.309	22.579	22.683	22.823
17.726	17.768	17.862	17.921	18.029	22.847	23.096	23.209	23.265	23.279
18.320	18.335	18.340	18.686	18.920	23.328	23.345	23.364	23.380	23.405
18.927	18.979	19.041	19.048	19.100	23.525				

Ceux des titres dont les numéros figurent ci-dessus qui appartiennent à des résidents français pourront être présentés à partir du 1er décembre 1956, date à laquelle ils cesseront de porter intérêt, aux guichets de la Banque de Paris et des Pays-Bas, 3, rue d'Antin, à Paris.

Les valeurs de l'emprunt 5 0/0 1938 de la compagnie étant soumises à l'obligation de dépôt édictée par l'ordonnance du 7 octobre 1944, le décret du 15 juillet 1947 et l'arrêté du même jour pour les valeurs étrangères ou considérées comme telles, cette présentation ne pourra être assurée que par un des intermédiaires habilités par les textes susvisés à recevoir les dépôts de cette nature.

Le remboursement des obligations sera effectué dans les conditions fixées par la loi du 2 février 1948, c'est-à-dire en francs français à la contrevaleur du cours moyen du franc suisse résultant des cours extrêmes cotés au marché libre le 1er décembre 1956. La taxe proportionnelle sur la prime de remboursement de 2 0/0 (taux d'émission 98 0/0) sera déduite du montant ainsi calculé.

Ce payement libérera définitivement la compagnie de la dette représentée par les titres.

Liste numérique des obligations sorties aux tirages effectués jusqu'au 1er octobre 1955 et restant à rembourser à la date du 15 octobre 1956 aux conditions fixées lors de chaque échéance.

NUMÉROS	DATES de remboursement.	NUMÉROS	DATES de remboursement.
I. — Obligations de Fl. 500 ou F. S. 1.200.			
578	1er décembre 1954.	6.659	1er décembre 1955.
1.566	— 1955.	6.843	— 1954.
3.639	— 1950.	7.401	— 1954.
4.494	— 1955.	7.749	— 1955.
4.497	— 1955.	11.528	— 1955.
4.847	— 1954.	13.252	— 1954.
4.963	— 1955.	13.254	— 1954.
5.087	— 1955.	13.256	— 1950.
5.682	— 1954.	13.286	— 1954.
II. — Obligations de Fl. 1.000 ou F. S. 2.400.			
15.883	1er décembre 1955.	19.004	1er décembre 1955.
15.963	— 1955.	19.503	— 1955.
18.990	— 1954.		

Remboursement 1er décembre 1950, coupon 25, échéance 1er juin 1951, et suivants attachés.

Remboursement 1er décembre 1954, coupon 33, échéance 1er juin 1955, et suivants attachés.

Remboursement 1er décembre 1955, coupon 35, échéance 1er juin 1956, et suivants attachés.

Remboursement 1er décembre 1956, coupon 37, échéance 1er juin 1957, et suivants attachés.

SOCIETE ANONYME D'ERROUVILLE

CAPITAL : 318.500.000 F

SIÈGE SOCIAL : 3, RUE PAUL-BAUDRY, PARIS (8e)

Registre du commerce : Seine n° 55-B 2694.

Obligations 4 1/2 0/0 1930.

Vingt-deuxième amortissement du 15 décembre 1956 portant sur 464 titres.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission de ses obligations de 1.000 F 4 1/2 0/0 1930, la société a procédé par voie de rachats en Bourse à son amortissement du 15 décembre 1956.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

Les précédents amortissements ayant été réalisés par rachats, il n'existe pas d'obligations amorties antérieurement restant à rembourser.

Verreries Paul Laurent et de l'Anjou

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 340.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL : 4, RUE CAMBACÉRÈS, PARIS (8e)

R. C. : Paris n° 215192 B.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée au moment de l'émission, cette société a procédé au rachat en Bourse de 85 obligations 4 1/4 0/0 1944 dont le treizième amortissement est prévu pour le 1er janvier 1957.

En conséquence, aucun tirage ne sera effectué en décembre 1956.

Titres restant à rembourser.

Néant.

Verreries Paul Laurent et de l'Anjou

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 340.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL : 4, RUE CAMBACÉRÈS, PARIS (8e)

R. C. : Paris n° 215192 B.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée au moment de l'émission, cette société a procédé au rachat en Bourse de 322 obligations 4 1/2 0/0 1947.

En conséquence, aucun tirage ne sera effectué pour l'amortissement du 1er janvier 1957.

Titres restant à rembourser.

Néant.

PUBLICITÉ

CONCERNANT

les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle

Signification publique.

Mme Stachowska (Hélène), née Gliszczynska, demeurant à Hettange-Grande, 30, cité Soetrich, représenté par Me Lorang, avocat à Thionville, actionne son époux, M. Stachowska (Félix), actuellement sans domicile ni résidence connus, pour excès, sévices et injures graves et requiert de prononcer le divorce et de le condamner aux dépens.

Mme Stachowska (Hélène) assigne M. Stachowska (Félix) aux débats oraux qui auront lieu le 25 février 1957, à quatorze heures, devant le tribunal de première instance de Thionville, avec sommation de constituer avocat admis près ledit tribunal.

La présente publication vaut signification publique.

Thionville, le 5 décembre 1956.

Le greffier du tribunal de première instance.

DEMANDES DE CHANGEMENT DE NOM

M. Pradines (Marcel-Maurice), né à Portet-sur-Garonne (Haute-Garonne) le 25 juin 1929, demeurant à Portet-sur-Garonne, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de Depuy.

M. Levinski (Albert), né à Paris le 18 août 1902, demeurant 25, rue de Château-Landon, Paris, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de Leval.

M. Levinski (Gaston), né à Paris le 28 octobre 1925, demeurant 25, rue de Château-Landon, Paris, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de Leval.

M. Michel-André Cocu, né le 25 mars 1929 à Notre-Dame-du-Thil, commune de Beauvais (Oise), étudiant en médecine, demeurant à Beauvais, 76, rue de Calais, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de Scauflaire.

M. Jacques Fernet, né à Paris le 19 avril 1922 et demeurant 2, quai Cypierre, à Orléans, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet d'ajouter à son nom patronymique celui de Le Mouton de Boisdeffre, nom des ancêtres de sa mère, et de s'appeler à l'avenir Fernet Le Mouton de Boisdeffre.

M. Georges Fernet, né à Paris le 31 mars 1925 et demeurant au château de la Maisonnette, par Péronne (Somme), dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet d'ajouter à son nom patronymique celui de Le Mouton de Boisdeffre, nom des ancêtres de sa mère, et de s'appeler à l'avenir Fernet Le Mouton de Boisdeffre.

M. Paul Fernet, né à Paris le 27 juin 1927 et demeurant 30, rue des Brindes, au Havre (Seine-Maritime), dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet d'ajouter à son nom patronymique celui de Le Mouton de Boisdeffre, nom des ancêtres de sa mère, et de s'appeler à l'avenir Fernet Le Mouton de Boisdeffre.

M. Rosenthal (Fernand), né à Constantinople le 4 novembre 1918, demeurant 1, rue des Bauches, Paris (16e), dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de : De Léon.

M. Benniounes (Henri-Emile), officier mécanicien de marine marchande, né le 26 janvier 1926 à Nancy, demeurant Campagne-le-Castelet, traverse la Rustique-Saint-Loup (Trois-Ponts), Marseille (10e), tant en son nom personnel qu'au nom de ses enfants mineurs : Anne-Marie-Victorine, née le 12 août 1949 à Alger ; Albert-Antoine-Roger, né le 9 mars 1951 à Marseille, et Aline-Geneviève-Berthe, née le 22 novembre 1953 à Marseille, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à leur nom patronymique celui de Woignier, nom de leurs mère et grand'mère, au lieu de Benniounes, nom de leurs père et grand-père, décédé à Alger le 23 mars 1935.

AVIS DIVERS

BANQUE NATIONALE DU MEXIQUE

Avis aux actionnaires concernant les modalités de l'augmentation de capital.

Le conseil d'administration de la Banque nationale du Mexique soumettra à l'approbation de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, qui a été convoquée pour le 26 décembre, les décisions suivantes :

1° Fixation du capital social autorisé à 200 millions de pesos représenté par 4 millions d'actions d'une valeur nominale de 50 pesos chacune ;

2° Dans le cadre de cette limite du capital social, il sera demandé à l'assemblée d'autoriser que le capital soit porté à 112 millions de pesos représenté par 2.240.000 actions de 50 dollars mexicains nominal. En conséquence, le capital actuel de 84 millions serait augmenté de 28 millions représentés par 560.000 actions d'une valeur nominale de 50 pesos chacune, totalement libérées et au porteur ;

3° Les 560.000 actions qui représentent l'augmentation de 28 millions de pesos du capital payé seront souscrites à leur valeur nominale augmentée d'une prime de 10 0/0, soit à 55 dollars mexicains par action ;

4° MM. les actionnaires pourront exercer leur droit de préférence pour souscrire les 560.000 actions auxquelles se réfère le paragraphe précédent au cours d'une période qui se terminera le 15 février 1957.

Il sera souscrit dans la proportion d'une action nouvelle pour trois actions anciennes déjà en circulation, le droit de souscription étant représenté par les coupons n° 28 des titres émis en 1955.

Mexico D. F., le 13 décembre 1956.

José Pintado, *secrétaire.* Gratien Guichard, *président.*

ASSOCIATIONS

ASSOCIATIONS FRANÇAISES

DECLARATIONS

(Décret du 16 août 1901.)

13 novembre 1956. Déclaration à la préfecture de Marseille. **Amicale Victor-Regies Le Coq.** But : développer les forces physiques et morales ; créer entre ses membres des liens d'amitié. Siège social : huilerie Jeanne-d'Arc, 27, boulevard Charles-Moretti, Marseille.

15 novembre 1956. Déclaration à la préfecture du Rhône. **Amicale du personnel des autocars L. Paget.** But : grouper le personnel de l'entreprise afin de resserrer les liens amicaux qui les unissent ; participer à certains événements de famille ; apporter une aide pécuniaire à ses membres dans le besoin. Siège social : 11, rue d'Inkermann, Villeurbanne.

18 novembre 1956. Déclaration à la préfecture du Puy-de-Dôme. **Groupement amical des classes 1937-1938.** But : maintenir et développer entre ses membres des rapports de bonne camaraderie et leur venir en aide en cas de besoin. Siège social : café-bar La Lorraine, 21, avenue Carnot, Clermont-Ferrand.

19 novembre 1956. Déclaration à la préfecture de Toulouse. **Comité universitaire France-Hongrie.** But : venir en aide aux réfugiés hongrois. Siège social : 32, rue Saint-Joseph, Toulouse.

19 novembre 1956. Déclaration à la sous-préfecture de Mantes-la-Jolie. **Amicale des chasseurs des Etablissements Poliet et Chausson de Gargenville (Seine-et-Oise).** But : organiser le droit de chasse sur leurs terrains situés commune de Guitrancourt et d'Issou ; poursuivre le repeuplement en gibier et, par tous les moyens, réprimer le braconnage. Siège social : centre social des établissements, Gargenville (Seine-et-Oise).

20 novembre 1956. Déclaration à la sous-préfecture de Villefranche-de-Rouergue. **La Pétanque decazevilloise.** But : pratique du jeu de boules. Siège social : café Do, 12, avenue Victor-Hugo, Decazeville (Aveyron).

20 novembre 1956. Déclaration à la préfecture de police. **Judo-Club Damrémont.** But : pratique du judo-club, du jiu-jitsu, de la self-défense, du close-combat et de l'éducation physique. Siège social : 69 *bis*, rue Damrémont, Paris.

20 novembre 1956. Déclaration à la préfecture de police. **Comité national interprofessionnel de coordination des groupements d'achats du commerce non alimentaire.** But : étude et défense des intérêts communs, économiques et commerciaux, des groupements d'achats spécialisés du commerce non alimentaire français et de l'Union française. Siège social : 21, rue du Château-d'Eau, Paris.

20 novembre 1956. Déclaration à la sous-préfecture de la Tour-du-Pin. **Société amicale des sapeurs-pompiers de Montferrat (Isère).** But : allocation pour le perfectionnement et l'instruction du corps des sapeurs-pompiers. Siège social : mairie de Montferrat (Isère).

21 novembre 1956. Déclaration à la sous-préfecture de Vienne. **Société de chasse de Solaize.** But : syndiquer les propriétaires, cultivateurs et habitants de la commune ainsi que les étrangers qui seraient admis par le conseil d'administration en vue de l'organisation de la chasse et de la protection des propriétés et récoltes. Siège social : mairie de Solaize (Isère).

21 novembre 1956. Déclaration à la préfecture du Rhône. **Judo-Club des Terreaux (J. C. T.).** But : pratique du judo, du jiu-jitsu et des sports de combat ; diffusion et encouragement de ce sport. Siège social : 31, rue du Bât-d'Argent, Lyon.

22 novembre 1956. Déclaration à la préfecture de Lot-et-Garonne. **Amicale laïque de Galapian.** But : défense de l'école et développement de l'idée laïque. Siège social : mairie de Galapian.

23 novembre 1956. Déclaration à la préfecture des Alpes-Maritimes. **Œuvre de Saint-François-de-Paule.** But : gérer le centre médico-social de Saint-Sauveur-sur-Tinée. Siège social : ancienne gendarmerie, Saint-Sauveur-sur-Tinée.

27 novembre 1956. Déclaration à la sous-préfecture de Parthenay. **Les Balladins de Boussais.** But : promouvoir et favoriser les œuvres d'éducation populaire. Siège social : chez M. Cavey (Bernard), comptable, Boussais (Deux-Sèvres).

28 novembre 1956. Déclaration à la sous-préfecture de Boulogne-sur-Mer. **Association culturelle et théâtrale de Coulogne.** But : organisation de cercles d'études, de conférences éducatives, de cercles d'hommes, de jeunes gens et de jeunes filles, de colonies de vacances, de voyages en commun, de séances théâtrales, artistiques, cinématographiques, de kermesses ; formation musicale et chorale. Siège social : 52, rue Basse, Coulogne (Pas-de-Calais).

29 novembre 1956. Déclaration à la sous-préfecture de Douai. **Association amicale de l'arrondissement de Douai des anciens résistants, déportés, internés et leurs familles.** But : resserrer les liens de fraternité entre les membres ; assurer à tous les anciens résistants, déportés, internés et à leurs familles l'aide morale et matérielle dont ils ont besoin. Siège social : hôtel de ville de Douai (Nord).

29 novembre 1956. Déclaration à la sous-préfecture de Béthune. **Amicale des employés municipaux d'Oignies, Libercourt, Courrières.** But : aide matérielle et morale au personnel communal. Siège social : mairie d'Oignies (Pas-de-Calais).

1er décembre 1956. Déclaration à la sous-préfecture de Boulogne-sur-Mer. **Association Conférence Sainte-Beuve.** But : développement moral, intellectuel, artistique, scientifique, de ses membres par tous moyens et notamment à l'aide de conférences littéraires et artistiques ou scientifiques. Siège social : 9, rue du Puits-d'Amour, Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais).

1er décembre 1956. Déclaration à la préfecture de Carcassonne. **L'Activité artistique de Pexiora.** But : défendre les institutions laïques existantes et promouvoir la culture populaire. Siège social : école publique de Pexiora.

3 décembre 1956. Déclaration à la préfecture de l'Aveyron. **Association départementale des producteurs d'assurances et de capitalisation.** But : regrouper les producteurs d'assurances et de capitalisation possédant la carte professionnelle ; soutenir et défendre les intérêts des membres de l'association. Siège social : café du Commerce, place de la Cité, Rodez.

3 décembre 1956. Déclaration à la préfecture de Toulouse. **Club taurin de Colomiers.** But : développement et encouragement de la tauromachie. Siège social : café Sautel, place Firmin-Pons, Colomiers.

3 décembre 1956. Déclaration à la préfecture de police. **Comité de défense des propriétaires et des occupants non agricoles des communes de Pierrefitte, Saint-Denis et Stains.** But : défendre les intérêts des propriétaires et des occupants non agricoles devant les projets d'acquisition du secrétariat d'Etat à la reconstruction et au logement, sur les territoires des communes de Pierrefitte, Saint-Denis et Stains. Siège social : 3, rue d'Amiens, Pierrefitte.

4 décembre 1956. Déclaration à la préfecture du Nord. **Union des jeunes avocats du barreau de Lille.** But : étude de toutes questions professionnelles intéressant spécialement les jeunes avocats. Siège social : bibliothèque des avocats, palais de justice, rue du Palais-de-Justice, Lille.

4 décembre 1956. Déclaration à la préfecture de Vannes. **La Miche de pain de Saint-Jacut-les-Pins.** But : favoriser le développement physique, moral et intellectuel des enfants. Siège social : à la cantine des écoles privées, bourg de Saint-Jacut-les-Pins.

5 décembre 1956. Déclaration à la préfecture de Toulouse. **Les Ailes toulousaines.** But : développement, expansion et encouragement des sports mécaniques et plus particulièrement l'aviation sous toutes ses formes et éventuellement l'hélicoptère, le vol à voile et le parachutisme dans la région du Sud-Ouest de la France. Siège social : brasserie Tortoni, 23, place du Capitole, Toulouse.

6 décembre 1956. Déclaration à la préfecture du Nord. **Chez nous sports.** But : formation physique et morale des jeunes gens. Siège social : 57, rue de Rocroi, Roubaix.

7 décembre 1956. Déclaration à la préfecture des Alpes-Maritimes. **Comité de défense des intérêts de la cité de transition de Bon Voyage.** But : défense des intérêts des locataires de la cité de transition. Siège social : cité de transition de Bon Voyage, Nice.

MODIFICATIONS

20 octobre 1956. Déclaration à la préfecture de police. Le **Naturiste-Athlétic-Club** transfère son siège social du 131, rue de Vaugirard, Paris, au 16, rue Paul-Chautard, Paris.

28 novembre 1956. Déclaration à la préfecture de Montpellier. Le **Foyer du travailleur (centre de propagande et d'action contre les taudis)** transfère son siège social du 3, rue André-Michel, Montpellier, au 9, rue de la Vieille-Intendance, Montpellier.

28 novembre 1956. Déclaration à la préfecture du Nord. Les Amis des centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active change son titre qui devient **Education et jeunesse - Les Amis des centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active** et transfère son siège social du 11, rue du Vert-Bois, Lille, au 19, rue Marais, Lille.

3 décembre 1956. Déclaration à la préfecture de police. **Le Folklore de Bourgogne** transfère son siège social du 58, rue du Théâtre, Paris, au 5, rue Stanislas, Paris.

6 décembre 1956. Déclaration à la sous-préfecture de Vichy. Le Comité des sans-logis vichyssois (œuvre de l'abbé Pierre) change son titre qui devient **Comité des sans-logis vichyssois.** Siège social : 7, rue Masset, Vichy (Allier).

6 décembre 1956. Déclaration à la préfecture de Tours. **La Maison familiale La Belle envolée** transfère son siège social de la Feclaz (Savoie) au 5, rue Portillon, Saint-Cyr-sur-Loire.

6 décembre 1956. Déclaration à la préfecture des Alpes-Maritimes. L'Entente niçoise des clubs F. F. P.J. P. change son titre qui devient **Entente des sociétés niçoises de la Fédération française de pétanque et de jeu provençal.** Siège social : clos Fontana, 24, rue Fontaine-de-la-Ville, Nice.

7 décembre 1956. Déclaration à la préfecture des Alpes-Maritimes. L'Amicale Scooters-Club Nice-Côte-d'Azur change son titre qui devient **Scooters-Club Nice-Côte-d'Azur.** Siège social : bar des Résolus, 10, rue Défly, Nice.

ASSOCIATIONS ETRANGERES

AUTORISATIONS

(Décret-loi du 12 avril 1939.)

13 novembre 1956. Arrêté du ministre de l'intérieur. (Autorisation enregistrée à la préfecture de police le 20 novembre 1956.) **Union des associations polonaises catholiques en France,** section dénommée **Bratnia Dion.** But : développement de l'esprit catholique et maintien des traditions polonaises ; approfondissement des relations amicales avec le peuple français. Siège social : 44, rue de la Légion-d'Honneur, Saint-Denis.

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire.